ARTICLES DU JOUR .COM
"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"
VENDREDI 16 FEVRIER 2018

"Ne soyez pas impatient, c'est déjà le début de la fin pour la civilisation industrielle."

►Une version mise à jour de l'histoire du « Peak Oil » (Gail Tverberg) p.1
►Interview de Jean-Marc Jancovici par Paris Match p.14
►QUESTIONS DE TRANSPORTS... (Patrick Reymond) p.17
►Un seul « -isme » pour en finir avec tous (Dmitry Orlov) p.18
►La hausse du niveau des océans s'accélère p.22
►L'océan Atlantique Nord s'acidifie plus rapidement que prévu p.23
► Abondance, s'éloigne quand on lui court après (Michel Sourrouille) p25
►Astrid, un joli nom pour une belle salope…rie ! (Michel Sourrouille) p.26
►NOUS VIVONS UNE EPOQUE FORMIDABLE... (Patrick Reymond) p.27
$$$ SECTION ÉCONOMIE $$$
►« La prochaine crise financière sera bien pire qu'en 2007 » p.28
►Incompétent, impotent mais « vigilant », surtout quand il s'agit de la Fed (Bill Bonner) p.33
►Fed, la malédiction (Bill Bonner) p.34
►Marchés : la vengeance des idiosyncrasiques (Simone Wapler) p.38
►118 – Les cycles séculaires et la monnaie (François Roddier) p.47
►Bridgewater parie gros contre les grandes banques espagnoles et italiennes p.49
►La nouvelle crise : le surendettement américain (Charles Sannat) p.51
►LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC du 12 au 16 février 2018 p.59

Une version mise à jour de l'histoire du « Peak Oil »

Par Gail Tverberg 8 août 2016

Tout n'est pas faux dans l'histoire du pic pétrolier. En 1998, Colin Campbell et Jean Laherrère ont écrit un article publié dans *Scientific American* intitulé *The End of Cheap Oil* (« *La fin du pétrole bon marché* »). Ils y écrivaient ceci :

Notre analyse des découvertes et de la production des champs de pétrole dans le monde suggère que dans la décennie qui vient, l'offre de pétrole conventionnel sera incapable de répondre à la demande.

Il n'existe pas de définition unique du pétrole conventionnel. Selon certains, le pétrole conventionnel est le pétrole qu'il est possible d'extraire par des procédés conventionnels. D'autres considèrent qu'il s'agit du pétrole qu'il est possible d'extraire à faible coût. D'autres encore énumèrent les types de pétrole qui exigent des techniques spécialisées, comme les fiouls extra-lourds ou le pétrole tiré des formations de schistes argileux, et les considèrent comme non conventionnels.

La figure 1 montre la croissance de l'approvisionnement en pétrole non conventionnel pour trois régions du monde :

- Le pétrole tiré de formations de schistes argileux aux États-Unis,

- Le pétrole tiré des sables bitumineux au Canada.
- Le pétrole classé comme non conventionnel en Chine, dans un récent article scientifique dont je suis l'une des coauteurs.

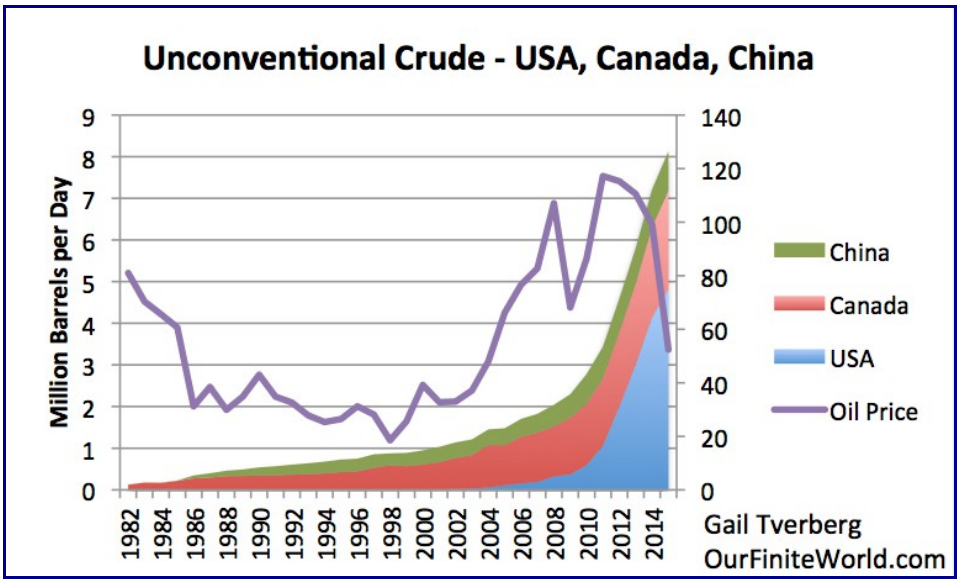


Figure 1. Approximation de la production pétrolière non conventionnelle aux États-Unis, au Canada et en Chine. Les quantités américaines sont estimées à partir des données de l'EIA ; les quantités canadiennes proviennent du CAPP. Les prix du pétrole sont des prix moyens annuels du baril de Brent en dollars US de 2015, d'après le BP Statistical Review of World Energy 2016.

En 1998, lorsque Campbell et Laherrère ont écrit le diagnostic reproduit ci-dessus, les prix du pétrole étaient très bas, en moyenne de 12,72 dollars le baril – en dollars de l'époque, ce qui fait 18,49 dollars le baril en dollars de 2015. De leur point de vue, même le niveau actuel des prix du pétrole, un peu au-dessus de 40 dollars, serait assez élevé. Comme que le graphique ci-dessus ne donne que des prix moyens annuels, il ne montre pas vraiment à quel point, en 2008, les prix ont grimpé en flèche, puis se sont écroulés. Mais même lorsque les prix du pétrole se sont effondrés en décembre 2008, ils sont restés bien au-dessus de 18,49 dollars le baril.

En 2008, les prix du pétrole ont brièvement dépassé, à six reprises, les prix de 1998, et pendant la période 2011–2013, ils sont restés environ au niveau de 6 fois les prix de 1998. Cela a clairement incité les entreprises à utiliser des techniques beaucoup plus coûteuses que celles qu'elles utilisaient à la fin des années 1990. Si l'on soustrait simplement de la production totale de pétrole brut la production des trois types de pétrole non conventionnel que présente la figure 1, on constate qu'à partir de 2005, la production de pétrole conventionnel a commencé à suivre un plateau ondulé. En fait, en 2005, la production de pétrole conventionnel a même été légèrement supérieure à la production de toutes les années qui ont suivi.

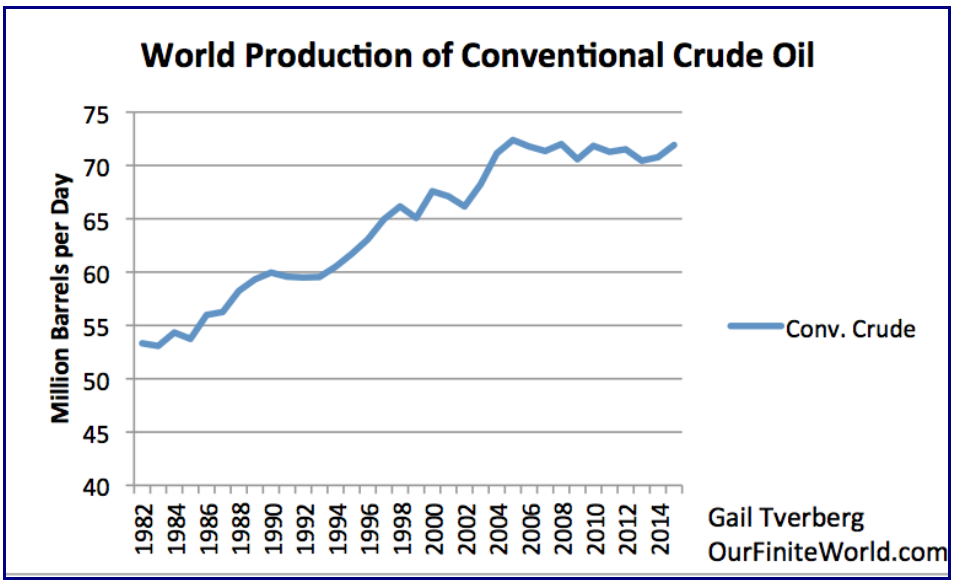


Figure 2. Production mondiale de pétrole brut conventionnel, si l'on définit le pétrole non conventionnel comme dans la figure 1.

À mon avis, les prix élevés du pétrole ont permis de produire bien plus de pétrole brut que ce que j'en ai soustrait dans la figure 2. Par exemple, le champ pétrolifère de Daqing en Chine est considéré comme un champ de pétrole conventionnel, mais ces dernières années, il a été possible d'en extraire plus par injection de polymères et grâce à d'autres techniques avancées (et donc très coûteuses). Dans l'article scientifique mentionné précédemment, nous avons constaté que si l'on élargissait la définition du pétrole non conventionnel pour y inclure le pétrole rendu disponible par l'injection de polymères à Daqing, et par quelques autres techniques d'extraction de pétrole utilisées en Chine, devenues plus rentables grâce aux prix du pétrole plus élevés, la quantité de pétrole non conventionnel extrait en Chine en 2014 augmenterait d'environ 55%, (réduisant d'autant la quantité de pétrole dit « conventionnel »).

Le reste du monde connaît manifestement le même genre d'évolution vers des méthodes d'extraction plus coûteuses. Par exemple, le Brésil a essayé d'extraire du pétrole sous une couche de sel, elle-même située sous l'océan, à l'aide de techniques avancées. D'après cet article, on s'attend à ce que la production pétrolière brésilienne du « sous-sel » dépasse les 600 000 barils par jour d'ici fin 2014. D'une certaine manière, il faudrait aussi considérer ce pétrole comme du pétrole non conventionnel.

Les prix élevés du pétrole ont permis de faire des investissements massifs dans le champ pétrolifère de Kashagan, au Kazakhstan. Un début de production a eu lieu, mais elle a été interrompue en septembre 2013. On s'attend à ce que la production reprenne en octobre 2016.

Visiblement, les champs plus petits où les prix élevés du pétrole ont permis le recours à des techniques plus avancées, et ainsi d'extraire plus de pétrole, sont nombreux. La hausse des prix a aussi rendu le forage profond plus rentable. La Russie en a bénéficié elle aussi : son extraction de fioul lourd en Sibérie n'aurait pas été commercialement réalisable avec des prix du pétrole en dessous de 40 à 45 dollars le baril. Si on faisait la somme de toute la production pétrolière supplémentaire à travers le monde que la hausse des prix a rendue possible, cela représenterait sans doute une quantité substantielle. Et si, au lieu de juste retirer la production non conventionnelle de trois pays, on retirait de la figure 2 cette estimation plus élevée du

pétrole non conventionnel, on obtiendrait probablement, peu ou prou à partir de 2005, quelque chose ressemblant plus à un « pic » marqué de la production de pétrole conventionnel.

Donc si l'on considère que le pétrole conventionnel comme celui qu'il est possible de produire avec un prix bas, alors les prévisions de Colin Campbell et Jean Laherrère se sont révélées à peu près exactes. La production de pétrole conventionnel semble avoir atteint un maximum vers 2005 ou peu de temps après. Estimer combien on aurait pu extraire de pétrole si les prix du pétrole étaient restés bas est impossible : les données pour cela n'existent tout simplement pas. En outre, le pétrole a vu ses prix augmenter sensiblement par rapport à 1998, ce qui signifie que les prévisions de Campbell et Laherrère sur les prix du pétrole plus élevés étaient elles aussi correctes.

Je suppose qu'à la lumière de la figure 2, certains pourraient même conclure que si, en 2005 et les années qui ont suivi, le monde n'avait eu que du pétrole conventionnel à sa disposition, l'offre de pétrole aurait été bien inférieure à la demande. Mais une telle affirmation reste sujette à débat, car d'autres rétroactions auraient pu jouer. Par exemple, face à un manque criant d'offre totale, les prix du pétrole auraient pu atteindre un niveau encore plus élevé que celui qu'ils ont réellement atteint. La récession que cela aurait provoqué aurait vraisemblablement ramené les prix à un niveau bas, et aurait temporairement ramené la demande au niveau de l'offre. Du fait de ces prix bas, une deuxième séquence de pénuries aurait ensuite pu se produire, combinée à un problème d'approvisionnement encore plus grave, et prendre fin avec un autre pic des prix, rapidement suivi d'une autre récession ramenant la demande mondiale au niveau de l'offre.

Bien sûr, le pétrole brut conventionnel n'est pas le seul type de combustible liquide que nous consommons. Si on les additionne tous, y compris les substituts, on constate que depuis 1998, la production pétrolière définie au sens large (« tous liquides ») a connu une croissance assez rapide.

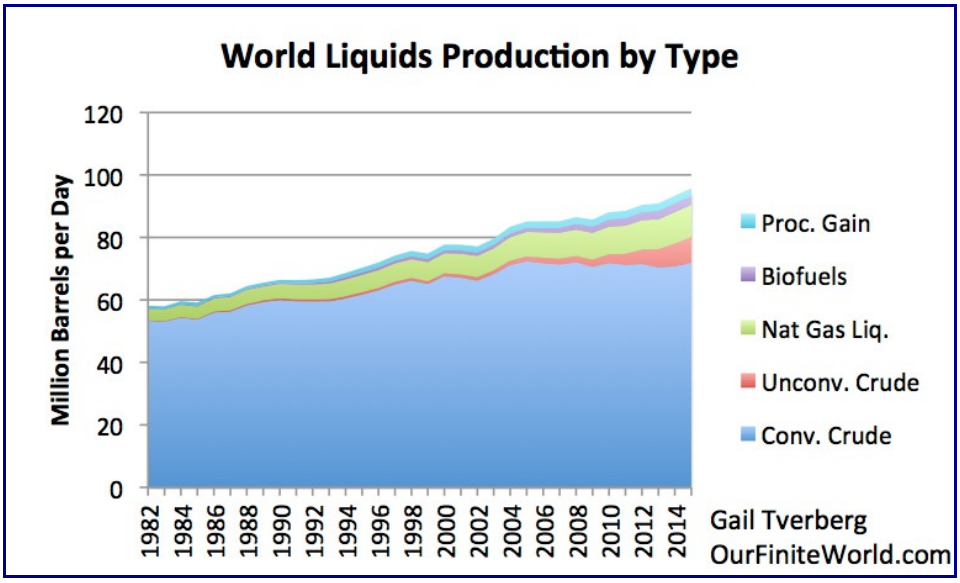


Figure 3. Combustibles « tous liquides » dans le monde, par type. Le pétrole non conventionnel est celui de la figure 1. Le pétrole conventionnel est le pétrole brut total selon l'EIA et d'autres quantités sont estimées à partir des quantités publiées dans EIA International Petroleum Monthly jusqu'en octobre 2015.

(La catégorie « Autres liquides » de l'EIA correspond aux « *Biofuels* » de la figure 3, puisque cette catégorie est essentiellement composée de biocarburants, même elle comprend aussi le charbon liquéfié (*Coal-to-Liquids*), le gaz liquéfié (*Gas-to-Liquids*), et d'autres petites catégories.)

En fait, la figure 4 montre que depuis 2005, c'est en 2014 que la production pétrolière (définie au sens large) a connu sa plus forte croissance annuelle, avec 2,47 millions de barils par jour supplémentaires. (Ce chiffre repose sur les données de pétrole brut du rapport EIA Beta Report Table 11.b, et sur les *Internation Energy Statistics* de l'EIA pour les chiffres des « autres liquides ». Les quantités annuelles pour 2015 ont été estimés sur la base des données de janvier à octobre 2015.)

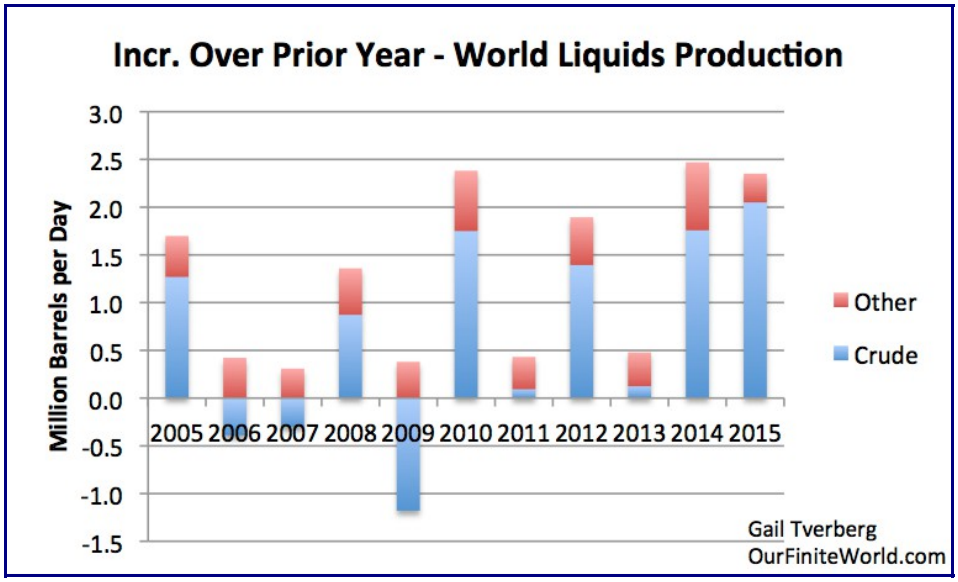


Figure 4. Croissance annuelle de la production pétrolière totale tous liquides, d'après les données de l'EIA. Les chiffres 2015 des autres liquides sont estimés sur la base des données de janvier à octobre 2015.

La figure 4 montre que l'offre de pétrole tous liquides en 2015 a augmenté presque autant qu'en 2014. La période 2005 à 2015 de cette figure montre aussi de nombreux « hauts et bas ». En fait, 2014 et 2015 sont les deux seules années qui se suivent et qui connaissent la même tendance. Cela pourrait expliquer en partie le problème de « surabondance de pétrole » que nous connaissons actuellement.

La quantité exacte qu'il faut ajouter à la production pétrolière pour qu'elle reste égale à la demande dépend du prix – plus le prix est élevé, moins les acheteurs peuvent se permettre d'en acheter. À 100 dollars le baril, on peut raisonnablement supposer qu'il est possible d'ajouter à la consommation environ 1 million de barils par jour. Si, en moyenne chaque année, les catégories de pétrole autres que le pétrole brut augmentent de 440 000 barils par jour (en se basant sur les données de la figure 4), il suffit à la production de pétrole brut d'augmenter, en rythme annuel, de 560 000 barils par jour pour que la quantité de combustibles tous liquides soit suffisante.

Mais si, concrètement, la production de pétrole brut augmente de plus de 2,0 millions de barils

par jour, alors qu'à 100 dollars le baril, il suffit qu'elle augmente de 560 000 barils par jour, alors il y a clairement un déséquilibre quelque part. D'après les données de l'EIA, les cinq pays qui ont connu la plus forte croissance de leur production de pétrole brut en 2015 étaient (1) les États-Unis, avec +723 000 barils/jour, (2) l'Irak, avec +686 000 barils/jour, (3) l'Arabie Saoudite, avec +310 000 barils/jour, (4) la Russie, avec +146 000 barils/jour, (5) le Royaume-Uni, avec +106 000 barils/jour. Ainsi, les États-Unis et l'Irak ont été les plus gros contributeurs à la surabondance pétrolière mondiale en 2015.

Qu'est-ce qui va de travers ?

Non seulement beaucoup de gens ont entendu parler de l'histoire du Peak Oil pétrolier, mais dans la foulée, beaucoup y ont réagi. Les gouvernements ont imposé des législations pour que les véhicules deviennent moins gourmands. Cela a eu tendance à réduire la quantité nécessaire de pétrole supplémentaire qu'il fallait approvisionner. En même temps, les gouvernements ont poussé les industriels et les consommateurs à utiliser des biocarburants, réduisant également le besoin de pétrole brut. Sans doute, la guerre dirigée par les États-Unis en Irak, qui a commencé en 2003, visait également à obtenir plus de pétrole brut.

Les compagnies pétrolières se sont également précipitées pour développer des ressources pétrolières susceptibles d'être rentables avec un prix plus élevé. Ces nouveaux développements prennent souvent plus de dix ans avant de commencer à produire du pétrole. Une fois entamé le long chemin vers le développement de ces ressources, il y a peu de chances que les entreprises l'abandonnent, même lorsque les prix du pétrole baissent.

Il devient évident que si les prix du pétrole peuvent atteindre un niveau suffisamment élevé, alors la quantité de de pétrole disponible sera beaucoup plus grande. La figure 5 montre ma vision de l'évolution des choses. On commence par le sommet du triangle, où la quantité de pétrole peu cher est relativement faible, puis on se déplace peu à peu vers le pétrole cher, situé en bas.

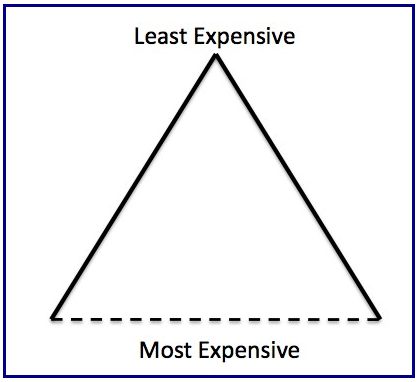


Figure 5. Triangle des ressources, avec une ligne pointillée qui indique un seuil financier incertain.

La quantité accessible de pétrole (ou d'ailleurs, de toute autre ressource) n'est pas fixée à l'avance. Si le prix peut augmenter jusqu'à un niveau très élevé, la quantité qu'il sera possible d'extraire aura elle aussi tendance à augmenter – en fait, dans des proportions assez grandes. Là où cela « cloche », c'est que pour la grande majorité des travailleurs, les salaires n'augmentent pas en même temps que les prix du pétrole. En conséquence, les biens fabriqués avec du pétrole

cher deviennent rapidement trop chers pour les travailleurs, et l'économie tombe en récession. La conséquence, ce sont des prix qui baissent jusqu'à passer en dessous du coût de production. Ainsi, la limite d'approvisionnement en pétrole n'est pas la quantité de pétrole présente dans le sol ; c'est plutôt jusqu'à quel point les prix élevés du pétrole peuvent grimper sans provoquer de grave récession.

Si les salaires n'augmentent pas avec les prix du pétrole, il est possible de cacher le problème, du moins temporairement, en faisant appel à une dette croissante. Par exemple, avec un pétrole plus cher, les voitures et les maisons deviennent moins abordables, puisqu'il faut consommer du pétrole pour les fabriquer. Si les gouvernements arrivent à faire baisser les taux d'intérêt, les remboursements mensuels des crédits immobiliers ou de voiture vont diminuer et limiter la baisse des ventes de logements et de voitures neuves. Mais cette technique de dissimulation finit par atteindre ses propres limites, quand les taux d'intérêt commencent à devenir négatifs, ce qui est désormais le cas dans un certain nombre de régions du monde.

Ainsi, en augmentant le pouvoir d'achat par des taux d'intérêt bas et une dette accrue, les gouvernements ont pu obtenir des prix du pétrole qu'ils restent au-dessus de 100 dollars le baril pendant assez longtemps pour que les producteurs de pétrole commencent à produire du pétrole qui soit rentable à ce niveau de prix. Malheureusement, à ce prix-là, cela n'augmente pas de beaucoup la demande de pétrole. Au lieu de manquer de pétrole, nous avons donc été confrontés au problème inverse : trop de pétrole par rapport à la quantité que l'économie mondiale peut se permettre de payer quand les prix du pétrole sont au-dessus de 100 dollars le baril.

La tentative des États pour régler le problème de la pénurie de pétrole n'a pas vraiment marché. Au contraire, cela a conduit au problème inverse de celui auquel on s'attendait. Nous avons eu un problème d'offre excédentaire – celui de trouver assez d'espace pour pouvoir stocker tout notre approvisionnement supplémentaire (Figure 6). Sauf à disposer d'un stockage infini, il est évident que ce schéma ne pourra pas continuer éternellement.

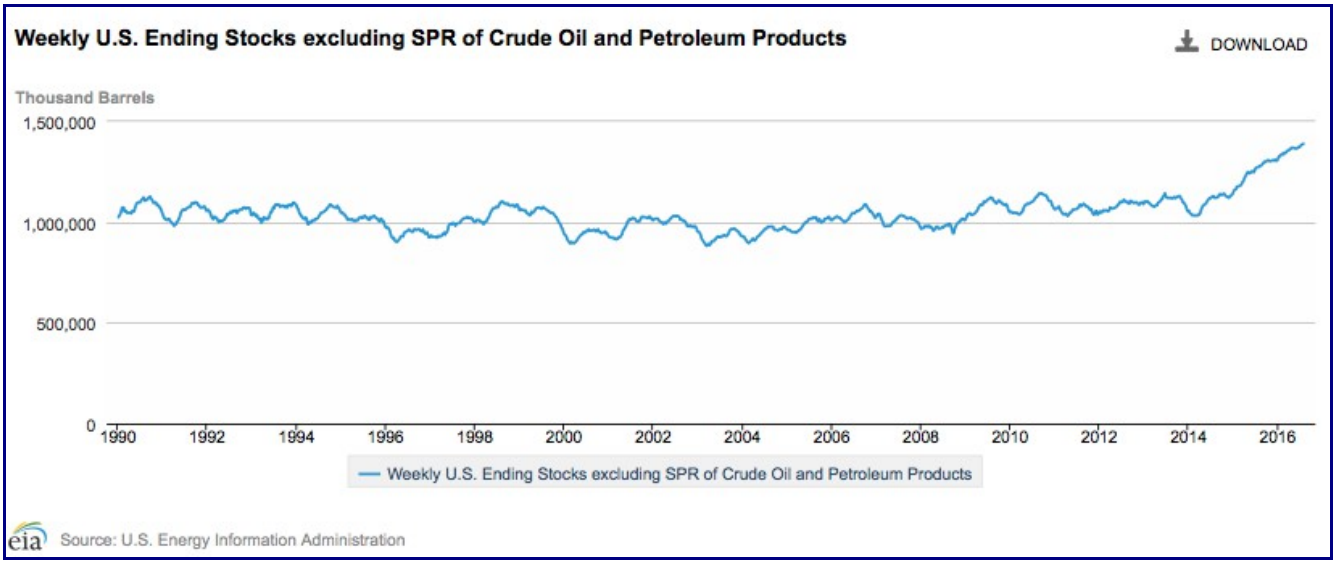


Figure 6. Stocks hebdomadaires de pétrole brut et de produits pétroliers de 1990 au 29 juillet 2016. Graphique de l'EIA.

En fin de compte, ce problème de surproduction pourrait bien se terminer par « Mère Nature »

sabrant la production de pétrole comme elle l'entend – que ce soit par des prix du pétrole s'écroulant jusqu'à un niveau proche de zéro, par la faillite des compagnies pétrolières ou par l'effondrement des pays exportateurs de pétrole. Et avec un moindre approvisionnement en pétrole, il faut s'attendre à une récession.

Comprendre le véritable problème de travers

Au début des années 2000, l'histoire que les tenants du Peak Oil ont clamée (ou peut-être est-ce la manière dont la presse l'a interprétée) était que le monde arrivait « à court » de pétrole conventionnel, et que cela provoquerait toutes sortes de problèmes. Le prix du pétrole augmenterait très fortement, et l'épuisement du pétrole s'étalerait sur une longue période, fidèle à ce que montre une courbe de Hubbert symétrique. Par conséquent, pour compléter les produits énergétiques manquants, suivant en cela la lente pente descendante de la courbe de Hubbert, il fallait, au moins en petites quantités, des produits énergétiques en plus, à fort « taux de retour énergétique » (ou EROEI). Nos problèmes d'approvisionnement en pétrole étaient considérés comme une situation unique, à laquelle on pouvait répondre par des solutions nouvelles et uniques.

À mon avis, cette histoire est née d'une dépendance excessive à des modèles qui furent sans doute exacts dans certains cas, mais pas dans celui dans lequel on les a utilisés ensuite. L'un de ces modèles utilisés au-delà de leur validité est la courbe d'offre et de demande des économistes.

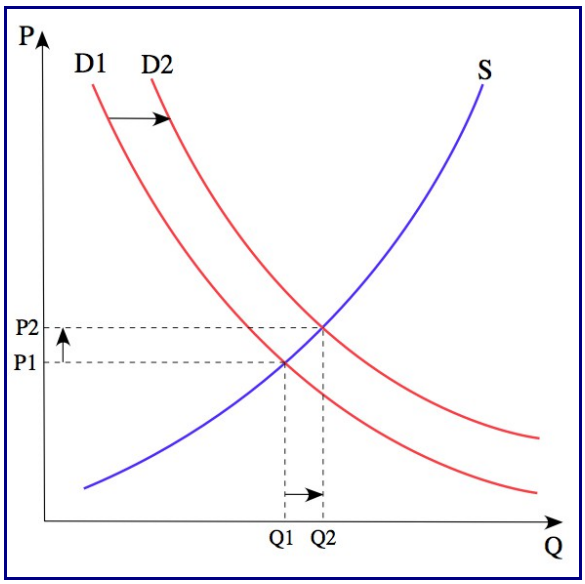


Figure 7. Tiré de Wikipédia : Le prix P d'un produit est déterminé par un équilibre entre la production pour chaque prix (offre S) et les désirs de ceux qui ont le pouvoir d'achat à chaque prix (demande D). Le diagramme montre un changement positif de la demande de D1 à D2, entraînant une augmentation du prix (P) et de la quantité vendue (Q) du produit.

Ce modèle « fonctionne » tant que les biens modélisés sont des gadgets, ou tout autre type de bien qui n'a pas de conséquence matérielle majeure sur l'économie dans son ensemble. Substituer du pétrole pas cher par du pétrole cher a tendance à faire se contracter les économies importatrices de pétrole. De manière indirecte, cet effet réduit la demande (et donc les prix) de

nombreux produits (et pas seulement du pétrole), ce qui n'est jamais pris en compte par le modèle simplifié de l'offre et de la demande qu'illustre la figure 7. De plus, la figure 7 ne rend pas du tout compte de la très forte inertie de l'industrie pétrolière due à la très longue durée des projets d'exploration/exploitation.

La courbe de Hubbert et le modèle de 1972 des *Limites à la croissance* sont deux autres modèles qui ont été utilisés au-delà des limites pour lesquelles ils ont été initialement conçus. Ces deux modèles sont adaptés lorsqu'il s'agit de déterminer de manière approchée *quand* on risque d'atteindre les limites. Même si les tenants du Peak Oil l'ont cru, il n'y a aucune raison pour que ces modèles décrivent correctement la forme que prendra la décroissance de l'offre de pétrole et des autres variables une fois les limites franchies. J'ai précédemment décrit ce problème dans mon récent article *Des modèles trop simples donnent des réponses trompeuses*. Par exemple, il n'y a aucune raison de croire que 50% du pétrole sera extrait une fois le pic franchi. Ce n'est que l'artefact d'un modèle trop simple. La pente réelle de la décroissance pourrait bien être beaucoup plus raide.

La véritable histoire des limites aux ressources que nous atteignons

Au lieu du scénario envisagé par les tenants du Peak Oil, je pense probable que nous atteindrons très prochainement une limite semblable aux scénarios d'effondrement que de nombreuses premières civilisations ont rencontrées lorsqu'elles ont atteint des limites aux ressources. Nous n'imaginons pas un instant que notre situation puisse être semblable à celle des premières économies. Pourtant, nous rejoignons nous aussi une situation de ressources décroissantes par habitant (en particulier énergétiques). La ressource qui nous préoccupe le plus est le pétrole, mais il existe d'autres ressources dont la pénurie est proche, y compris l'eau douce et certains minéraux.

Les recherches conduites par Joseph Tainter et Peter Turchin indiquent que certains des éléments-clés des précédents effondrements liés aux ressources sont les suivants :

Une complexité croissante. En découvrant qu'elles atteignaient des limites aux ressources, les membres de ces sociétés ont généralement essayé de contourner le problème. Par exemple, les chasseurs-cueilleurs se sont tournés vers l'agriculture lorsque leur population a trop augmenté. Plus tard, les civilisations confrontées à des limites ont mis en place l'irrigation pour accroître leur production alimentaire, ou elles ont créé de grosses armées pour pouvoir attaquer les pays voisins. Mettre en place ces changements a exigé une plus grande spécialisation de l'emploi et un système plus hiérarchisé – ce qui constitue deux aspects cruciaux d'une complexité croissante.

Cette complexité supplémentaire a consommé une partie des ressources qui manquaient déjà, les gens au sommet de la hiérarchie étant mieux payés, et la construction des nouveaux équipements (par exemple, les éoliennes et les panneaux solaires) consomme des ressources qui pourraient être utilisées ailleurs dans l'économie. En fin de compte, la complexité croissante atteint des limites parce que les coûts d'une complexité croissante augmentent plus vite que ses bénéfices.

Une disparité des revenus croissante. Avec une complexité croissante, les disparités de revenus sont devenues un gros problème.

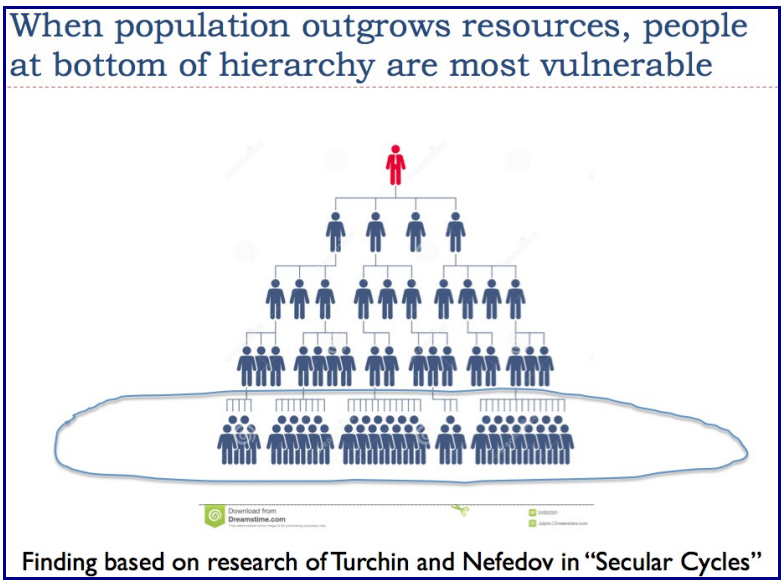


Figure 8. Les personnes en bas de la hiérarchie sont les plus vulnérables.

J'ai précédemment décrit ce problème comme « le rendement décroissant du travail humain investi ». En fin de compte, ce problème semble être une cause majeure de l'effondrement. Les travailleurs utilisent des machines et d'autres outils, ce qui signifie que ce rendement du travail humain est démultiplié par les combustibles fossiles et les autres ressources énergétiques consommées par le système.

Des prix de ressources qui grimpent. Au départ, face à une pénurie de vivres ou de combustibles, les prix ont de bonnes chances d'augmenter. Mais des prix élevés sur le long terme font face à un obstacle majeur : le grand nombre de personnes situées en bas de la hiérarchie sociale (figure 8) qui ne peuvent pas se permettre d'acheter des biens qui sont chers. Ainsi, la croyance selon laquelle les prix peuvent sans cesse augmenter jusqu'à des niveaux élevés est probablement fausse. D'ailleurs, l'Apocalypse 18:11–13 elle-même indique que lorsque l'ancienne Babylone s'est effondrée, le problème était un manque de demande et des prix bas. Les marchands ne trouvaient personne à qui vendre leurs cargaisons. Personne n'achetait même des esclaves humains – un produit énergétique.

Une dette croissante. La dette a été utilisée pour rendre plus de la complexité possible et dissimuler les problèmes que les gens en bas de la hiérarchie sociale rencontraient au moment d'acheter des biens. En fin de compte, la dette accrue n'a pas permis de résoudre les nombreux problèmes auxquels les économies étaient confrontées.

Des gouvernements qui finissent en faillite. Les gouvernements ont besoin de ressources pour réaliser leurs programmes, qu'il s'agisse de lever des armées ou de verser des pensions aux personnes âgées. C'est par l'impôt qu'ils obtiennent leur part de ces ressources. Lorsque les individus situés en bas de la hiérarchie sociale sont privés d'une partie des ressources dont ils ont besoin (via des bas salaires), le montant qu'ils peuvent payer sous forme d'impôts diminue. Certains gouvernements se sont directement effondrés par manque de recettes fiscales ; d'autres se sont effondrés parce qu'ils n'étaient plus en mesure de se payer des armées assez grosses pour pouvoir défendre leurs frontières.

Une démographie qui finit par baisser. Avec des bas salaires et des impôts plus lourds pour

pouvoir financer programmes du gouvernement, les gens situés en bas de la hiérarchie sociale ont eu de plus en plus de mal à pouvoir se nourrir correctement, et sont devenus plus vulnérables aux épidémies. Les batailles perdues face aux pays voisins ont pu parfois, elles aussi, jouer un rôle.

Les leçons que nous devrions en tirer

Même si nous avons réussi à franchir le pic du pétrole conventionnel, il est très probable qu'il se profile devant nous un effondrement, qui sera différent et très réel. Cet effondrement se produira parce que l'économie ne peut pas vraiment se permettre de payer des produits énergétiques qui sont chers. Trop de rétroactions défavorables sont là, y compris l'aggravation des disparités de richesse et la forte probabilité de recettes insuffisantes pour les gouvernements.

Nous ne pouvons pas compter sur des prix élevés à long terme. L'idée selon laquelle les prix des combustibles fossiles vont progressivement augmenter, et de ce fait, l'idée que nous pourrions les remplacer par des énergies renouvelables chères, semble très improbable. Aux États-Unis, notre infrastructure reposait pour l'essentiel sur du pétrole coûtant moins de 20 dollars le baril (en dollars de 2015). Nous savons qu'avec une dette accrue et une plus grande complexité, nous avons pu, pour un temps, faire grimper les prix du pétrole à un niveau élevé, mais nous rencontrons à présent des difficultés à rééditer l'opération. Nous n'avons vraiment aucune idée du prix maximum que l'économie serait capable de supporter sur le long terme pour un baril de pétrole. Il est possible que le prix le plus élevé ne puisse pas être durablement supérieur à 50 dollars le baril. En fait, il est même possible qu'il ne puisse pas être durablement supérieur à 20 dollars le baril.

Nous devons rechercher des substituts peu coûteux au pétrole et à l'électricité. De nombreux substituts sont utilisés pour produire de l'électricité, puisque indirectement, l'électricité pourrait servir de substitut à un certain nombre d'usages du pétrole. Mais il y a une grande confusion sur ce que signifie des prix bas. À mon avis, on ne peut pas vraiment augmenter les prix de l'électricité sans pousser les économies à la récession. Il faut donc comparer le coût des substituts proposés, en y incluant les coûts de transport longue distance et celui des ajustements indispensables pour pouvoir répondre aux exigences du réseau électrique, aux ***prix de gros*** de l'électricité. Aussi bien aux États-Unis qu'en Europe (figure 9), ce coût est généralement inférieur à 5 cents le kWh. (Dans la figure 9, « Germany spot » correspond au prix de gros de l'électricité en Allemagne – qui est le plus grand marché unifié d'Europe). Ce niveau de prix doit permettre aux producteurs d'être rentables et de payer des impôts pour aider les gouvernements à financer leurs programmes.

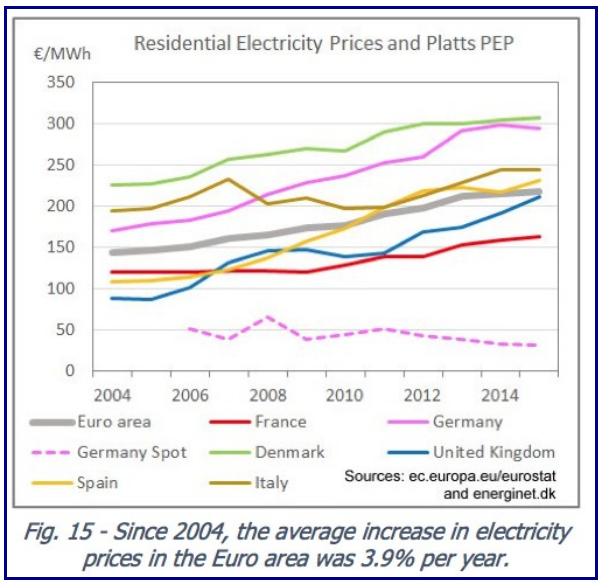


Figure 9. Prix de l'électricité résidentielle en Europe, et prix de gros de l'électricité en Allemagne, d'après [*http://pfbach.dk/firma_pfb/references/pfb_towards_50_pct_wind_in_denmark_2016_03_30.pdf*](http://pfbach.dk/firma_pfb/references/pfb_towards_50_pct_wind_in_denmark_2016_03_30.pdf)

.

En particulier, les substituts au pétrole doivent être rentables et permettre de payer des impôts, aux niveaux de prix actuels – dans les 40 dollars le baril, voire moins.

Nous devons faire preuve de prudence dans notre recherche de solutions high-tech, à cause de la complexité qu'elles ajoutent au système. Les solutions high-tech paraissent merveilleuses, mais elles sont très difficiles à évaluer. De combien font-elles réellement augmenter les coûts, quand on prend réellement tout en compte ? De combien font-elles augmenter la dette ? De combien font-elles augmenter (ou diminuer) les recettes fiscales ? Quels sont leurs effets indirects, comme par exemple le besoin d'une plus grande formation des travailleurs ?

Nous devons être vigilants à la possibilité que le photovoltaïque et l'essentiel de l'éolien soient des puits d'énergie, plutôt que des sources d'énergie. Les deux grandes caractéristiques d'un système réellement capable de fournir de l'énergie nette à la société sont : (1) qu'il soit capable de fournir de l'énergie à faible coût, et (2) qu'il soit capable de fournir des recettes fiscales pour financer les pouvoirs publics. Lorsqu'on l'injecte effectivement au réseau électrique, l'électricité produite par les éoliennes et les panneaux photovoltaïques exige généralement des subventions – le contraire du fait d'apporter des recettes fiscales. Les coûts globaux ont tendance à être élevés à cause de nombreux problèmes non prévus, comme par exemple un emplacement inadapté, des coûts de transport longue distance plus élevés que prévus, ou encore les coûts pour pouvoir atténuer ou compenser l'intermittence de la production.

Sauf lorsqu'elles sont particulièrement bien conçues (comme par exemple ici et là), les études de taux de retour énergétique surestiment généralement les bénéfices qu'apportent les énergies renouvelables intermittentes au système. Ce problème est lié aux questions que j'ai développées dans mon récent article *Des modèles trop simples donnent des réponses trompeuses*. Ce que je retire de mon expérience, c'est que les chercheurs ont tendance à

négliger les études suffisamment bien conçues pour mettre les problèmes en avant, et préfèrent plutôt s'appuyer sur les résultats de méta-analyses d'estimations faites sur un périmètre très limité, perpétuant ainsi le mythe que l'éolien et le photovoltaïque peuvent d'une manière ou d'une autre sauver notre économie actuelle.

Trop de dette, et un trop faible rendement de la dette, font probablement partie de la limite que nous sommes en train d'atteindre. Investir dans la complexité exige de s'endetter, parce que la complexité exige des équipements comme des éoliennes, des panneaux solaires, des ordinateurs et de l'Internet. Le rendement de cette dette supplémentaire diminue probablement de plus en plus, à mesure que l'on ajoute toujours plus de solutions complexes qui apportent de moins en moins de véritable valeur à la société.

Nous devons nous rappeler qu'en ce qui concerne l'économie, c'est la consommation totale de ressources énergétiques qui importe, et pas seulement le pétrole. Les salaires sont le reflet de l'effet démultiplicateur obtenu avec l'ensemble des sources d'énergie, et pas seulement avec le pétrole. Si la consommation d'énergie par habitant augmente, de plus en plus de machines peuvent aider à accroître la production par habitant, ce qui rend les travailleurs plus productifs. Si au contraire la consommation d'énergie par habitant diminue, l'économie mondiale évoluera probablement vers une contraction. En fait, il est probable que notre direction soit exactement la même que celle des premières économies qui ont fini par s'effondrer.

Quand on regarde les données chiffrées, on constate que la consommation mondiale d'énergie par habitant semble avoir atteint un maximum vers 2013. En fait, une forte chute des prix du pétrole et des autres matières premières a commencé en 2014, peu de temps après que la consommation d'énergie par habitant a atteint un maximum.

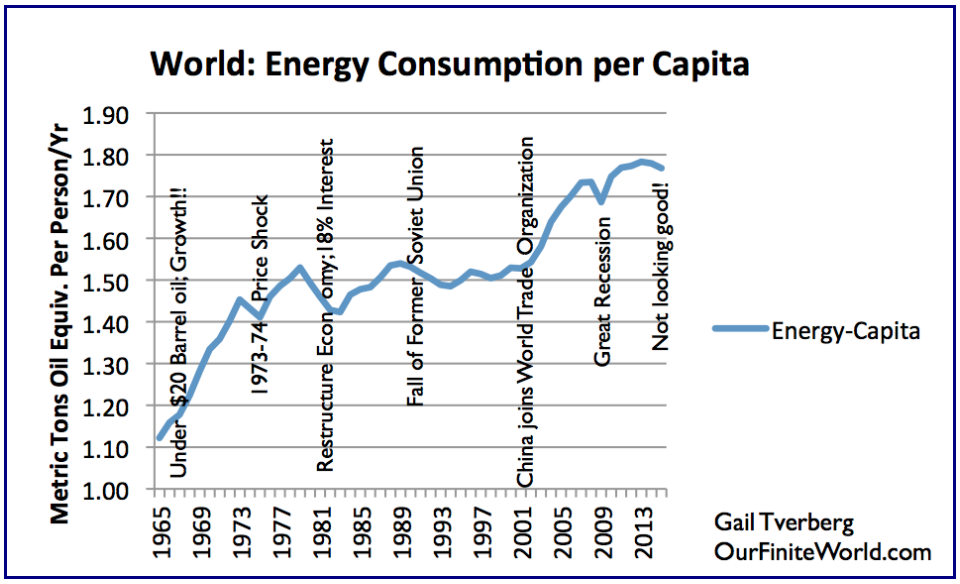


Figure 10. Consommation mondiale d'énergie par habitant, d'après les données du BP Statistical Review of World Energy 2015. Estimation pour l'année 2015 et notes par G. Tverberg.

Le monde semble avoir atteint un pic pour le charbon, du fait des prix bas du charbon. En fait, la baisse de la consommation de charbon semble être à l'origine de la baisse de la

consommation mondiale d'énergie par habitant. Que la plupart des gens lui attachent ou non de l'importance, la réalité est que le charbon est une ressource fondamentale de l'économie mondiale. La diminution récente de la consommation de charbon est ce qui a entraîné la baisse de la consommation mondiale d'énergie par habitant. Nous n'avons pas d'autre combustible bon marché à notre disposition pour compenser ce manque, ce qui suggère que le ralentissement de la consommation d'énergie que nous connaissons actuellement (et illustré par la figure 10) pourrait bien être permanent.

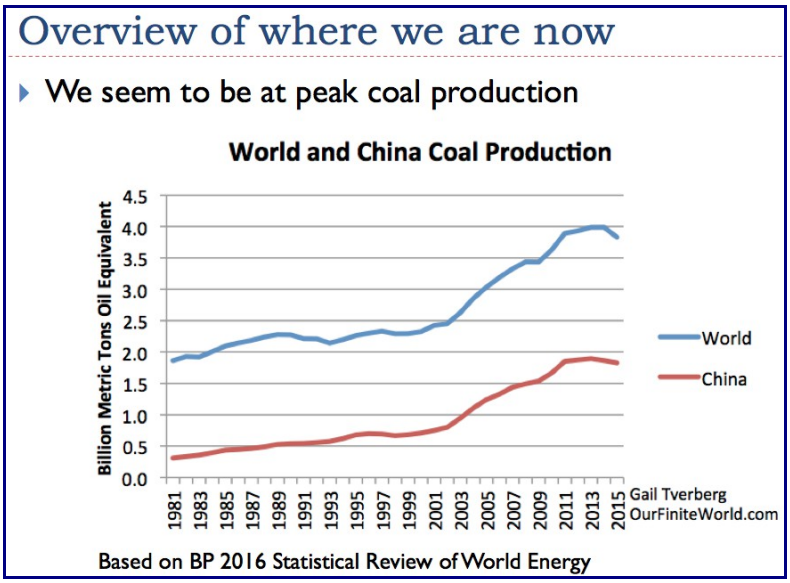


Figure 11. La Chine et le monde semblent atteindre un pic du charbon.

Nous ne devrions pas être surpris si les problèmes financiers auxquels le monde est actuellement confronté se terminaient de manière très désagréable. En fin de compte, c'est ainsi que l'histoire du Peak Oil semble vouloir se dérouler. Lorsqu'elle est incapable de faire croître la quantité d'énergie par habitant, l'économie mondiale tend à se contracter. Sans croissance économique, rembourser la dette avec intérêts devient très difficile. Les disparités de richesse deviennent de plus en plus problématiques, et la puissance publique a de plus en plus de mal à percevoir les impôts dont elle a besoin pour financer ses besoins. Nos problèmes commencent à ressembler de plus en plus à ceux des économies antérieures qui ont atteint des limites aux ressources, et qui ont fini par s'effondrer.

Interview de Jean-Marc Jancovici par Paris Match

Décembre 2008

NB : l'interview a été relue par mes soins avant parution, et tous mes souhaits de correction ont été pris en compte, sauf… pour la réponse à la première question (sans que je sache bien pourquoi !). Sous la forme publiée, cette réponse est pour le moins un peu nébuleuse, et comme je n'ai pas conservé la version corrigée par mes soins, je ne suis hélas pas capable de vous la proposer ici…

Environnement. Les représentants de près de 180 pays et de dizaines d'associations débattent du changement climatique, en plus de centaines d'observateurs indépendants. Jean-Marc

Jancovici, spécialiste de la fiscalité carbone, pose un regard éclairé sur la réunion.

Propos recueillis par Antonin Sabot / Parismatch.com

Parismatch.com : Comment la réunion de Poznan se déroule-t-elle ?

JMJ : Au départ cela fait l'impression d'une grande foire. On ne sait pas trop qui négocie quoi et avec qui ni où se passent toutes les négociations. En réalité les discussions sont découpées en plusieurs niveaux et sujets. Chaque atelier discute d'une partie des négociations et tente de voir jusqu'où il peut aller. Ensuite, les ateliers font remonter leurs conclusion à un atelier d'un niveau supérieur qui valide à son tour plusieurs éléments et fait remonter à un autre niveau. Ce sont des discussions techniques qui remontent petit à petit pour aboutir à un accord global. Ce qu'il y a de difficile pour l'observateur extérieur, c'est qu'on à affaire à une énorme négociation et qu'il est donc difficile de dire dans quel sens ça va, puisque ce sont des petits bouts qui s'ajoutent. Autre difficulté, comme il y a 180 membres, et que les décisions se font par consensus, un membre acharné sur un point peut bloquer la discussion. Mais on part du principe que s'il souhaite ensuite faire entendre son avis sur un autre point il doit lâcher quelque chose sur le premier. Ça ressemble finalement beaucoup à des discussions diplomatiques.

Sur les nombreux participants, il y a des industriels venus défendre leurs intérêts ?

Il y en a, mais les industriels ne peuvent pas recevoir d'accréditation (une accréditation est une autorisation d'entrer dans l'enceinte de la conférence et d'assister à tout ou partie des négociations) au nom de leur entreprise. Les accréditations sont données aux représentants des gouvernements (fonctionnaires ou salariés d'institutions publiques) et aux représentants d'associations qui travaillent dans l'environnement. Les représentants d'industriels présents sont reconnus seulement au titre des associations professionnelles dont ils sont membres par ailleurs.

Quels sont les principaux axes de travail qui se détachent ?

Ça va vraiment dans tous les sens. Dans certaines négociations, les observateurs extérieurs dont je fais partie ne sont pas admis et ne peuvent pas savoir ce qui se passe. Sur d'autres en revanche nous sommes admis. Et il y a de très nombreux « side events » qui se passent en marge des négociations. L'un des sujets du moment c'est la « capture et séquestration » qui permettrait de récupérer le gaz carbonique provenant de centrales au charbon puis de l'enfouir sous terre pour éviter de le mettre dans l'atmosphère. L'Europe propose par exemple de déployer une douzaine de prototypes d'ici 2020 pour démarrer une phase industrielle ensuite.

Le risque est grand de voir les négociations capoter. C'est une issue que vous envisagez ?

Il est difficile de répondre à une question posée de cette manière, car quand on négocie sur des dizaines de points il faudrait pouvoir dire à quel moment il y a échec ! S'il y a 125 points dans un texte et que l'on se met d'accord sur 124, est-ce que c'est un échec ? De plus, le traité qui prendra le relais du protocole de Kyoto ne sera signé qu'à Copenhague, l'année prochaine. Ici on cherchera à se mettre d'accord sur certains points et sur le reste on reprendra la discussion là où elle a été laissée.

Le président élu américain Barack Obama a annoncé qu'il s'attaquerait aux émissions de gaz à effet de serre (GES) aux Etats-Unis. C'est un espoir pour les participants à la réunion de Poznan ?

Bizarrement son nom est loin d'être sur toutes les lèvres comme certains s'y attendaient. On ne le voit plus comme un obstacle, mais ça ne va pas plus loin. Et puis il a tout de même réintégré dans son gouvernement des membres de l'administration Clinton qui étaient en place au moment du refus des Etats-Unis de ratifier le protocole de Kyoto. Par contre il est assez notable que les USA sont très peu
présents dans le déroulement des échanges : ils organisent très peu de « side events », dans les quelques salles de négociation où je suis allé ils ne prennent pas la parole (par exemple ils ne font pas parler d'eux lors des échanges sur la capture et séquestration du CO2, qui est pourtant un sujet majeur pour eux puisque 50% de leur électricité est faite au charbon), etc. A la conférence de presse qu'il organisait, le représentant des USA a clairement donné l'impression qu'il était là sans mandat, pour faire de la figuration. Ceux vers qui les regards sont le plus tournés sont les européens, les Indiens, les Chinois et les Brésiliens.

Justement, les récentes hésitations de l'Europe lui font-elles perdre son rôle moteur?

En tout cas cela la fragilise, c'est évident. Et le fait que le « paquet énergie climat » ne soit discuté que le 11 et 12 [décembre], pile au moment de la fin de la réunion de Poznan, est un hasard du calendrier particulièrement malheureux. Les négociateurs européens vont être obligés de s'adapter à chaud, et cela les empêche d'occuper une position d'avant-gardistes confirmés cherchant à entraîner le reste du monde. Il y a une des associations présentes ici qui distribue tous les jours une « contre récompense » : le « fossile du jour ». Hier il a été remis à l'Europe pour ses décisions vis-à-vis de la Pologne notamment et de ses centrales au charbon (la Pologne, dont toute l'électricité est produite au charbon, ne veut pas que ses électriciens aient besoin de payer en achetant les quotas aux enchères, ndlr). La proposition de Nicolas Sarkozy de fournir des quotas gratuits à la Pologne est l'exemple même de la mauvaise solution. Dans ce genre de situation il valait mieux rester ferme sur les objectifs mais en compensant par des aides dans d'autres domaines. Par exemple en aidant la Pologne à investir dans son efficacité énergétique ou dans des prototypes de centrales avec capture et séquestration, bref tout sauf une « détaxation » du CO2.

La crise économique aura-t-elle un impact sur les négociations ?

Un peu, car les pays du Sud ont amèrement reproché aux pays du Nord de trouver si facilement de l'argent pour sauver le crédit mais pas pour sauver la planète et les hommes. Mais ce n'est pas omniprésent dans les esprits, loin s'en faut. Il y a même – très étonnamment – dans l'idée de tout le monde que de toute manière l'économie va repartir de l'avant et que le vrai problème reste de limiter des émissions qui ne peuvent que monter. Or il faut que les décideurs se rendent compte que précisément il va arriver un moment où la crise de ressources sera telle que l'économie ne se relèvera pas. Ce que nous sommes en train de vivre en ce moment est pour moi une répétition à petite échelle de ce qui nous attend dans pas si longtemps que cela si nous ne changeons pas de paradigme. Or ce changement n'a clairement pas lieu. Les annonces en faveur de l'industrie automobile sont ainsi l'illustration parfaite d'une croyance profonde que le monde reste assez vaste pour continuer notre expansion. C'est hélas faux. La relance de la machine, telle qu'elle est faite actuellement, va juste nous permettre d'entrer dans le mur un

peu plus fort la prochaine fois. N’attendons pas d’en faire l’expérience à nos dépends !

QUESTIONS DE TRANSPORTS...

14 Février 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Il est des choses délicieuses.
Le port de Singapour est hanté, nous dit on, par les navires fantômes.
Enfin, les fantômes sont surtout les bénéfices.

On ne sait pas quoi faire des navires, alors, on a trouvé une solution simple et peu coûteuse ; l'abandon pur et simple, qui, au moins, réduit les frais d'entretiens à zéro. Les épaves de bagnoles parsemant la campagne, c'était du connu.
Maintenant, ce sont les épaves de navires qui parsème les ports. Et un navire pas entretenu, ça dépérit très vite.

Je serais d'ailleurs curieux de connaître le temps qu'il faut pour qu'un navire à l'abandon devienne irréparable. Sans doute, est ce très court. Au moins pour les machines, avec le mélange d'humidité, de chaleur et de froid...

Il est clair, qu'à l'heure actuelle, les marins sont essentiellement des techniciens de maintenance...

Le port de Hambourg, lui, est aussi en pleine crise. L'orgie d'investissements dans les porte-containers, alors qu'aucun fret supplémentaire ne pointait son nez, a entrainé une grave crise, des pertes Kolossales dans les banques, aimablement payées par le con-tribuable, et le licenciement généralisé des marins allemands, au profits de philippins, navigant désormais sous pavillon portugais...

Ceci, pour le 1/4 du prix. Enfin, pour le moment, après, viendra le moment où le philippin, lui-même, sera trop cher, et remplacé par le tanzanien pour le 1/4 de son prix.
Mais la roue ne s'arrête pas là. Désormais, c'est la Crôa-sière, qui se développe de manière exponentielle. Jusqu'au moment, ou elle n'exponentiellera plus du tout et piquera du nez. Question de temps. En attendant, les débiles mentaux profonds qui dirigent ces compagnies lancent navires sur navires.

Et dire qu'on se foutait de la gueule des soviétiques et de leur "allocation incorrecte des ressources"... Il y a de quoi rire.

En France, c'est pour la SNCF que ça gamberge. On parle des billets de trains des familles de cheminots, de la dette, des régimes de retraite, sans voir le fond du problème.

Le comble de la bêtise humaine étant atteint ici : "La direction de la SNCF poursuit sa politique de restriction drastique des frais de structures." Le seul problème étant qu'à toutes les époques, les compagnies de chemin de fer françaises n'ont jamais su gagner de l'argent, qu'elles soient privées ou publiques. La seule chose qui peut les rendre rentable, ce sont des quantités phénoménales de houille à transporter ou de minerai de fer. Parce que c'est du fret qui peut voyager jour et nuit.

L'ouverture à la concurrence ? Complétement idiot. Le concurrent, s'il peut y en avoir un, ne prendra que les lignes rentables, et les plus rentables, c'est à dire, finalement, quasi-aucune.

Même en région parisienne, la RATP ne peut survivre qu'à coups de subventions, et la SNCF n'est qu'une RATP élargie. La seule chose qui sauverait la SNCF, serait la disparition de la moitié des trains, du TGV et de la bagnole.

Visiblement, le stade de la falaise de Sénèque semble atteint.

Un seul « -isme » pour en finir avec tous

Par Dmitry Orlov – Le 8 février 2018 – Source Club Orlov

Il était une fois, dans ce que beaucoup de gens se rappellent maintenant comment, au « bon vieux temps » il n'y avait que deux idéologies régnantes : le capitalisme et le communisme. Les capitalistes croyaient au caractère sacré des droits de propriété privée, à la capacité magique de l'argent à être la mesure de toutes choses, et à la main mystique invisible du marché pour trouver des solutions optimales aux problèmes économiques. Les communistes croyaient au pouvoir de la propriété en commun, à la capacité des méthodes scientifiques rationnelles et objectives d'être la mesure de toute chose, et au pouvoir de la planification centralisée pour trouver des solutions optimales aux problèmes économiques. Les deux ont essuyé des échecs à plusieurs reprises. Le grand échec du capitalisme fut la Grande Dépression ; le grand échec du communisme fut l'effondrement de l'URSS.

Il y a quelques modèles dans ce cadre général de l'échec. Lorsque le communisme échoue (comme en URSS, et en termes économiques plutôt qu'en termes politiques, en Chine, au Vietnam et ailleurs) il repasse la main au capitalisme (en essayant de retenir quelques éléments communistes). Et quand le capitalisme échoue, les capitalistes vont à la guerre, et le résultat, c'est le fascisme.

Ainsi, il y a un chemin ascensionnel défini : les grandes luttes populaires transforment les

monarchies et les théocraties autoritaires stagnantes et corrompues en démocraties capitalistes ; puis, les grandes luttes révolutionnaires transforment les démocraties capitalistes stagnantes et corrompues en républiques populaires communistes. Mais comme toutes les institutions humaines semblent vouées à devenir par la suite des travestissements ou des parodies d'elles-mêmes, il y a inévitablement une trajectoire descendante identique : les bureaucraties étatiques corrompues et stagnantes succombent à diverses pressions et « libéralisent » le capitalisme ; alors, le capitalisme échoue et passe au fascisme. Alors le fascisme échoue et on en revient à une collection de seigneurs de la guerre (qui sont généralement assez méchants) ou au tribalisme (qui peut parfois être assez agréable).

Aucun de ces « -ismes » ne représente un fonctionnement réel des systèmes vivants. Les systèmes communistes développent inévitablement des marchés noirs pour tous les besoins que le mécanisme officiel de planification centralisée est incapable de fournir. Les capitalistes tendent à être quelque peu communistes au moins au sein de leurs propres familles et communautés, en répondant directement aux besoins de la population plutôt qu'en s'appuyant sur un mécanisme de marché. Et les fascistes peuvent être assez communistes, parce que leur prétention au pouvoir a tendance à se fonder sur leur capacité à prendre soin des besoins de leurs partisans d'une manière que les mécanismes du marché ne font pas. Chaque idéologie est une caricature simplifiée et à gros traits d'un système, parce que c'est ce qu'il faut pour générer la confiance requise dans le système.

La foi est la clé parce que chacune de ces idéologies est une pseudo-religion. La religion semble être une caractéristique évoluée du cerveau humain qui permet à l'homme de former des groupes cohésifs de plus de 150 individus. Les communistes croient en des méthodes objectives de contrôle scientifique pour atteindre le bien commun, alors que les fascistes croient en la puissance d'un leader suprême pour y parvenir. Les capitalistes sont les plus amusants, parce qu'ils croient aux propriétés mystiques de petits morceaux de papier verts ; si ces morceaux de papier verts sont heureux, les capitalistes le sont aussi, alors même que les choses s'écroulent autour d'eux. À ce stade de l'histoire, les capitalistes ressemblent beaucoup à un culte du cargo : « Nous continuerons d'imprimer l'argent et ils continueront de nous apporter des marchandises ».

Différentes idéologies échouent pour différentes raisons. Le communisme échoue parce qu'il ne parvient pas à satisfaire le besoin humain fondamental et irrationnel d'être volontairement maître de ses propres choix et décisions. La planification scientifique rationnelle est damnée. Le capitalisme échoue en raison de son manque de communisme. Et les deux échouent à cause de la perte de la foi dans le système.

- Vous pourriez croire que le « marché libre » mystique fournira de la nourriture à des prix stables malgré les sécheresses, les inondations et les récoltes exceptionnelles, mais ce n'est pas le cas. Sans l'intervention du gouvernement, les agriculteurs feraient faillite et tout le monde mourrait de faim.
- Vous pourriez croire que le « marché libre » assurera une bonne éducation avec des taux de scolarisation raisonnables, mais en fait il entraîne plutôt des dettes étudiantes insoutenables et une vague de défauts qui nécessitent un plan de sauvetage gigantesque du gouvernement.
- Vous pourriez croire que le « marché libre » fournira des soins médicaux abordables et

de haute qualité, mais en fait, il provoque un cauchemar bureaucratique, des faillites médicales généralisées, une épidémie d'abus d'opioïdes et la perte d'accès aux soins de santé de base pour des millions de personnes.
- Vous pourriez croire que le « marché libre » offrira des logements à un prix raisonnable pour tous, mais en fait, il produit plutôt un racket immobilier, des bulles financières dangereuses, des rentes confiscatoires et une itinérance généralisée.

Et ainsi de suite…

Le capitalisme peut être « réparé » à minima en jetant quelques onces de communisme, et beaucoup de pays ont emprunté cette voie, en appelant cela le socialisme. Mais le socialisme échoue pour les mêmes raisons que le communisme : les gens n'aiment pas être tenus en laisse comme des animaux de compagnie ; ils veulent contrôler leurs destins.

Le fascisme est de loin le plus durable de ces « -ismes » parce qu'il est le plus proche d'un culte pur, le mieux adapté à notre nature biologique (rappelez-vous, la religion est un trait de l'évolution). Il y a un chef suprême – une sorte de demi-dieu – contrôlant tout le monde par des moyens autoritaires, mélangeant et assortissant les mécanismes du marché avec les méthodes de planification centralisée des communistes, basées sur ce qui est le plus opportun. L'histoire le confirme : Hitler s'est rapidement consumé, tout comme quelques autres, mais l'espagnol Franco est resté au pouvoir pendant 36 bonnes années. D'autres régimes autoritaires de type fasciste à travers le monde ont fait encore mieux :

- Le Libyen Mouammar Kadhafi est resté au pouvoir pendant 42 ans ;
- La dynastie al-Assad en Syrie est au pouvoir depuis 47 ans ;
- La dynastie Kim de Corée du Nord est au pouvoir depuis 73 ans.

Note du Saker Francophone

On peut bien sûr avoir ses propres idées sur la nature réelle des régimes cités.

Le fascisme est durable parce que la foi dans le système qui le perpétue est non négociable et que les apostats sont considérés comme des hérétiques : parlez contre le chef suprême, et une caste spéciale de grands inquisiteurs viendra vous enlever pour toujours. Votre foi dans le chef suprême ne doit pas faiblir en dépit des revers militaires ou économiques et d'autres désastres. C'est votre devoir patriotique de toujours suivre le chemin lumineux que le leader a fixé jusqu'à la mort. Etc. Bien sûr, cela engendre de la misère pour beaucoup de gens, mais le fascisme ne consiste pas à les rendre heureux ; le fascisme consiste à rendre le chef suprême heureux. Et ce qui rend le chef suprême heureux, c'est d'avoir tout ce pouvoir.

Alors que nous nous dirigeons vers ce que l'on pourrait appeler « l'ère de l'effondrement » le fascisme est clairement à surveiller. Le communisme fait à peu près partie de l'Histoire, et le capitalisme ne sera viable que tant que les petits bouts de papier verts continueront à faire leur joyeuse danse magique. Mais ils cesseront de danser au moment où une masse critique de personnes réalisera dans quelle mesure la quantité et la valeur de ces morceaux de papier se sont découplé des réalités physiques sous-jacentes du déclin social, de l'épuisement des ressources et de la destruction de l'environnement. Et un pas en dessous du capitalisme réside

le fascisme.

S'il vous plaît, ne pensez pas que ce soit de la pure conjecture théorique. Pour un exemple concret, regardons la Pologne et l'Ukraine. D'abord l'Ukraine : là, Bandera et ses collaborateurs − des nazis qui ont massacré un grand nombre de juifs et de Polonais pendant la Seconde Guerre mondiale − ont été transformés en héros nationaux ukrainiens. L'invasion nazie est célébrée comme une libération de l'Ukraine de l'Armée rouge, vue elle comme « l'occupation soviétique ». Et maintenant, en Pologne, une loi vient d'être adoptée rendant illégal le fait de prétendre que des Polonais aient été complices de l'Holocauste (comme je suis quasi certain qu'ils l'étaient ; je suppose que je ne voyagerai plus en Pologne). En Pologne et en Ukraine, des monuments commémorant les soldats de l'Armée rouge, tombés pour avoir libéré ces pays des nazis, ont été démolis.

Ainsi, deux grands pays au cœur de l'Europe (c'est-à-dire la masse continentale entre la mer du Nord et l'Oural, où commence la partie asiatique de la Russie) jouent maintenant ouvertement avec le fascisme. Quelle est la réaction internationale ? Eh bien, la Russie et Israël sont consternés par ce qui se passe en Ukraine et en Pologne. Mais en Occident, les réactions diffèrent. Apparemment, ce que les Polonais ont fait est indescriptible, mais les Ukrainiens ne peuvent pas faire de mal, parce que… « l'agression russe » je suppose. Cette tendance à voir différemment des choses identiques est un symptôme d'un trouble mental qui progresse depuis un certain temps.

Depuis quelque temps, l'Occident essaie d'assimiler le nazisme allemand au communisme soviétique. Selon le récit revisité, Hitler et Staline étaient des créatures viles qui ont tué des millions de personnes ; que l'occupation nazie était aussi mauvaise que l'occupation soviétique ; et que tout le monde devrait décider qui ils détestent le plus – les nazis ou les soviétiques. Et quand ils disent les Soviétiques, cela signifie bien sûr « les Russes ». Et détester les Russes est important, parce que c'est « l'agression russe » qui garde ouvert le fleuve d'argent qui coule dans les coffres des sous-traitants américains du complexe militaro-industriel. Cet impératif capitaliste, consistant à profiter de tous les moyens nécessaires, les pousse à prétendre que le fascisme et le communisme sont à peu près identiques.

Mais ce n'est pas le cas. Le communisme et le capitalisme sont tous deux internationaliste par nature. Ces deux idéologies ont servi de base à une grande partie de la coopération internationale. Le fascisme n'est pas du tout comme ça : sauf quand deux leaders suprêmes (comme Hitler et Mussolini) s'entendent. Le fascisme est de nature nationaliste, une idéologie accusatoire, où il est difficile de trouver un terrain d'entente et où les options de paix sont rares. Le fait d'assimiler le communisme au fascisme a malheureusement l'effet secondaire de rendre le fascisme plus ou moins normal, et ce que nous voyons en Ukraine et en Pologne en est le résultat, mais d'autres suivront.

Il est important de savoir en quoi vous croyez, pour votre propre santé mentale et pour savoir que vous devez croire en quelque chose. Ainsi, avoir une idéologie est important, car cela vous donne quelque chose auquel croire. Mais si vous croyez au relativisme, qui permet d'assimiler le communisme au fascisme, alors vous permettez de croire que tout « -isme » est moralement équivalent à tout autre « -isme » (y compris le relativisme lui-même). Par exemple, le féminisme est déjà embourbé dans une contradiction interne : en Occident, c'est le droit de porter un hijab. En Orient, c'est le droit de ne pas le faire, mais si vous croyez au relativisme,

vous assimilez le féminisme au fascisme. Peu de temps après, certaines personnes pourraient venir renverser votre « califat féministe » et le remplacer par une forme plus appropriée de fascisme – en utilisant votre propre rhétorique relativiste comme justification.

Les tentatives occidentales de promouvoir le relativisme idéologique pour des raisons d'opportunité politique à court terme vont sûrement leur exploser en pleine face. Juste parce que le fascisme, en tant qu'étape de l'effondrement politique, peut rester stable pendant plusieurs décennies, cela ne veut pas dire que vous l'aimerez. Mais si on ne s'y oppose pas activement, il s'étendra, et au moment où il se répandra dans votre pays, il sera trop tard. Et alors quand quelqu'un dit que le communisme et le fascisme c'est bonnet-blanc et blanc-bonnet, assurez-vous d'avoir tous les éléments nécessaires à votre disposition pour détruire cette théorie. Aucun des « -ismes » que nous avons connu n'est vraiment bon, mais je placerais le relativisme idéologique un pas au-dessous du fascisme.

La hausse du niveau des océans s'accélère

Publié le : 13/02/2018 GoodPlanet.info

Un énorme iceberg (D) se détache de la côte Knox dans le Territoire Antarctique australien le 11 janvier 2008 © AFP/Archives Torsten Blackwood

Miami (AFP) – La montée des océans s'accélère et le niveau des eaux pourrait grimper de 65 centimètres d'ici la fin du siècle, un chiffre conforme aux estimations des Nations unies et qui pourrait poser de sérieux problèmes aux villes côtières, rapporte une étude publiée lundi.

Le rythme de la hausse annuelle du niveau des océans, qui est d'environ 3 millimètres par an actuellement, pourrait plus que tripler pour atteindre 10 millimètres supplémentaires chaque année d'ici 2100, selon les données publiées dans les Comptes-rendus de l'Académie américaine des sciences (PNAS).

Les résultats de ces travaux se basant sur des informations collectées par des satellites durant 25 ans « sont à peu près en accord avec les projections du rapport AR5 (présenté en 2014, ndlr) du groupe d'experts sur le climat de l'ONU (Giec) ».

« Cette accélération, provoquée principalement par la fonte accélérée du Groenland et de l'Antarctique, peut potentiellement doubler la hausse totale du niveau des océans d'ici 2100, en comparaison avec les projections qui partaient du principe que la hausse serait constante », a expliqué l'auteur principal de l'étude Steve Nerem, professeur d'ingénierie aéronautique à l'Université du Colorado.

Avec cette hausse qui s'accélère chaque année, le niveau des océans augmenterait ainsi de plus de 60 centimètres d'ici la fin du siècle, selon le professeur Nerem. « Et c'est naturellement une estimation prudente », prévient-il.

Le changement climatique entraîne la montée des océans via deux phénomènes: la fonte rapide des glaces dans les pôles et les concentrations accrues de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

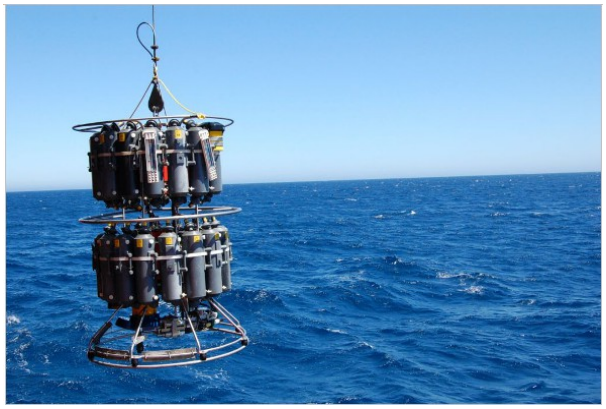
Ce dernier phénomène réchauffe la température de l'eau. Or l'eau chaude – moins dense que l'eau froide – prend plus de place. Ce mécanisme est déjà responsable de la moitié des sept centimètres de hausse constatés au cours de 25 dernières années, toujours selon le professeur Nerem.

« Cette étude souligne le rôle important que peuvent jouer les données recueillies par satellite pour valider des modèles de projections sur le climat », a de son côté souligné John Fasullo, climatologue au National Center for Atmospheric Research et co-auteur de l'étude.

© AFP

L'océan Atlantique Nord s'acidifie plus rapidement que prévu

2 681 lectures / 2 commentaires **13 février 2018**



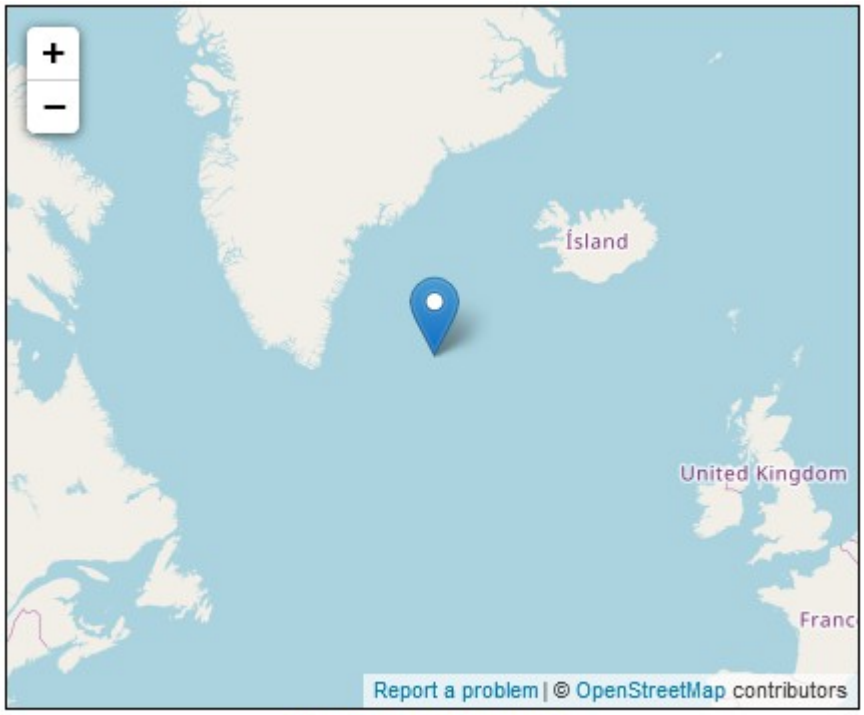
Mise à l'eau d'une rosette de bouteilles de prélèvement lors de la dernière campagne Ovide en 2016, sur le bateau espagnol Sarmiento de Gamboa. Salinité, pH, alcalinité, teneur en oxygène dissous, en sels nutritifs, en fréon et en carbone sont ainsi mesurés.
© Pascale Lherminier / Ifremer - Licence : Tous droits réservés

Avec l'accumulation des rejets d'origine humaine, le CO2 dissous augmente dans les eaux océaniques de surface. Un article publié le 12 février dans Nature montre une pénétration de ces teneurs en CO2 plus rapide que prévu en profondeur, au niveau de l'océan Atlantique nord. Les récifs coralliens d'eau froide pourraient en être victimes. Ces résultats confirment l'intérêt des longues séries temporelles, comme celles du projet Ovide mené par des chercheurs de l'Institut de recherche marine de Vigo (Espagne) et du Laboratoire d'océanographie physique et spatiale (LOPS – CNRS/Ifremer/IRD/UBO), pour suivre l'impact du changement climatique dans l'océan.

Entre le Groenland et le Portugal, les campagnes océanographiques appelées Ovide permettent d'étudier la région Atlantique nord, un secteur crucial pour l'étude des courants marins : le courant Nord Atlantique, issu du Gulf Stream, y apporte une eau de surface chaude. En se refroidissant dans cette zone subpolaire, l'eau devient plus dense. Elle finit par pénétrer en

profondeur. Cette convection est l'un des piliers du « tapis roulant » océanique qui redistribue la chaleur entre les zones polaires et équatoriales, avec une forte influence sur le climat mondial. Lors des campagnes Ovide, qui ont lieu tous les 2 ans depuis 2002, les scientifiques étudient son évolution dans le temps et sa composition chimique avec des relevés de pression, de température, de salinité ou encore de pH.

Les relevés montrent qu'en mer d'Irminger, entre le Groenland et l'Islande, la convection profonde a tendance à augmenter. "*Avec le réchauffement des températures dans cette zone, elle devrait diminuer dans les prochaines décennies selon les modèles climatiques. Mais depuis 2014, à cause de régimes de temps particuliers, on observe plutôt une augmentation de la profondeur de pénétration des eaux de surface, et donc du CO2 dissous*", soulignent Herlé Mercier (CNRS) et Pascale Lherminier (Ifremer), membres du LOPS et co-auteurs de l'article sur le volet océanographie physique. Cette anomalie entre les observations récentes et les modèles à plus long terme interpelle la communauté scientifique et motive la réalisation de la prochaine campagne Ovide en juin-juillet 2018.



Afficher une carte plus grande

Localisation de la mer d'Irminger

L'eau de surface est plus chargée en CO2 à cause de l'accumulation dans l'atmosphère des rejets d'origine anthropique. A l'échelle du globe, **l'océan stocke environ 25% du carbone émis par les activités humaines**, jouant ainsi un rôle d'atténuateur du changement climatique avec une conséquence néfaste : l'acidification de l'océan. La nouvelle série de mesures montre que le CO2 dissous est à des concentrations et des profondeurs de plus en plus élevées (jusqu'à 1500 m en 2015).

Remontée potentielle de 1000 m du seuil de survie des coraux, d'ici 30 ans

Cette eau acidifiée peut mettre en péril les organismes calcificateurs, comme les coraux. En effet, l'acidification réduit la présence de carbonates qui est nécessaire à ces derniers, par

exemple pour la formation de leur coquille.

Les coraux ne peuvent se développer dans les eaux océaniques profondes et froides trop pauvres en ions carbonates. La profondeur critique pour les coraux est ainsi évaluée actuellement à 2 500 m de profondeur en Atlantique Nord. "*Nous avons montré par nos calculs que l'acidification liée au changement climatique pourrait causer une remontée de 1000 m de cette profondeur critique*", souligne Fiz Fernandez Perez de l'IIM, premier auteur de l'article et spécialisé en biogéochimie marine. Autrement dit, les organismes calcifiants ne pourraient donc plus se développer en-dessous de 1 500 m de profondeur. Ces résultats prennent en compte un doublement de la teneur atmosphérique en dioxyde de carbone, ce qui pourrait arriver dans les trois prochaines décennies selon les estimations du GIEC.

Abondance, s'éloigne quand on lui court après

Michel Sourrouille 14 février 2018

Je suis né français en 1947, au sortir de la première guerre mondiale. Il y avait encore des tickets de rationnement. Mon père, artisan tailleur, connaissait dans son travail ce qu'il appelait la morte-saison : pas beaucoup de clients, pas beaucoup d'argent. Mais je n'avais pas l'impression de manquer de quelque chose, c'était donc l'abondance. Dans certaines familles d'autrefois, dont celle de Charlie Chaplin (né en 1889), le cadeau de Noël pour un enfant, c'était une orange. Le luxe des pauvres était l'ordinaire des plus riches. Plus tard en sociologie, j'ai lu « *âge de pierre, âge d'abondance* », un livre de Marshall Sahlins. La virgule peut prêter à interprétations. En fait cette étude démontrait que l'âge de pierre (les sociétés premières), c'était vraiment l'âge d'abondance : sans désir de superflu, il n'y avait pas sentiment de manque. Autrefois, aux temps de la chasse et de la cueillette, on vivait un sentiment de plénitude car on limitait les besoins… et donc le travail… pour avoir plus de temps libre… et être heureux.

Aujourd'hui l'intérêt du moment change, de plus en plus vite. Il y a toujours un nouveau match à la télé. II y a toujours un machin de la dernière génération qu'il faut posséder et bientôt jeter à la poubelle avec l'apparition d'une nouvelle « fonctionnalité ». La période contemporaine fait courir la plupart d'entre nous derrière l'illusion de l'abondance… à crédit. Personnellement je n'ai toujours pas de portable, je n'en ai pas besoin, j'ai déjà un téléphone fixe à la maison, ce qui autrefois était considéré comme un luxe. Je refusais jusqu'à récemment la carte bancaire, mais les commerçants acceptent de moins en moins le chèque. J'aimerais une société où ne circule que pièces et billets pour que la contraction monétaire limite les échanges. Le sentiment d'abondance ne tient pas spécifiquement à l'accumulation de marchandises et de services, mais au niveau de nos besoins ressentis et imposés par l'état donné d'une société.

A chacun d'entre nous de déterminer l'échelle de ses besoins. Quand ma fille encore petite me déclarait « *Moi, j'ai envie de…* », je lui répondais : « *D'accord. Mais pourquoi cette envie soudaine ? Que veux-tu réellement ? Pourquoi cette précipitation ?* » Il faut savoir résister à la société de consommation, ce qui demande une réflexion poussée pour ne pas sauter sur le dernier objet à la mode. L'écologie, c'est en résumé (pour ce qui concerne l'époque contemporaine) posséder un sens aigu des limites. C'est comprendre que l'exigence de l'abondance matérielle détériore gravement la biosphère. Se contenter de peu est la voie d'une sagesse qui minimise notre empreinte écologique. La société de consommation fait croire au plus grand nombre que le bonheur va avec les gadgets qu'on nous incite à acheter : vive la

croissance du PIB est le mantra psalmodié par les politiques et des économistes ! Mais notre réalité sociale montre que le consumérisme s'accompagne aussi d'insatisfaction permanente ; c'est un bonheur factice. Ce sont ceux qui pratiquent la simplicité volontaire et la sobriété partagée qui atteignent la sérénité. Ils nous montrent la voie de notre avenir. C'est l'option que j'ai choisie et j'en suis heureux, je n'ai jamais de sentiment de manque. Même si parfois on peut me reprocher de posséder quelque superflu. Je ne vis pas comme Diogène dans son tonneau !

(extraits de *« On ne naît pas écolo, on le devient »*, Michel Sourrouille aux éditions Sang de la Terre)

Astrid, un joli nom pour une belle salope…rie !

Michel Sourrouille 15 février 2018

ASTRID, c'est l'Advanced Sodium Technological Reactor for Industrial Demonstration. Le projet de démonstrateur de réacteur à neutrons rapides Astrid entendait répondre aux problèmes des déchets : en brûlant l'uranium appauvri et le plutonium (la France en produit 10 tonnes par an) issu de la combustion du parc actuel d'EDF, il promettait de boucler le cycle du combustible et de remédier à la question de l'approvisionnement en matière première. Concernant l'uranium, la France en importe 8.000 tonnes chaque année pour produire 1.000 tonnes d'uranium enrichi… Les 7.000 tonnes restantes d'uranium appauvri sont stockées (le stock dépasse 300.000 tonnes). Le groupe nucléaire Areva et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) avaient signé un accord* de collaboration (dépêche AFP du 9 novembre 2010) portant sur les premières études de conception du prototype de ce réacteur de 4ème génération qui serait construit à Marcoule à partir de 2017.

Selon Les Echos*, le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) vient de proposer de revoir à la baisse la taille du démonstrateur de réacteur à neutrons rapides, faute d'argent. Le gouvernement doit trancher d'ici la fin de l'année. Au lieu de construire un démonstrateur de 600 mégawatts (MW) (dont la mise en service était prévue à l'horizon 2039), il envisage désormais un projet de puissance réduite : entre 100 à 200 MW. Le dossier du nucléaire dit de « quatrième génération » capote pour des raisons financières. *Depuis 2010, l'Etat a mis beaucoup d'argent sur la table. On a déjà dû dépenser 600 à 700 millions d'euros ... pour rien. les grands partenaires du CEA ne semblent plus très allants. Mais les véritables oppositions devraient venir d'observations techniques.*

Astrid fonctionnerait avec un cœur à neutrons rapides refroidi au sodium. Pas de quoi tomber amoureux. Il ressemblera tellement à son grand frère de Creys-Malville, Superphénix ! La mise à l'arrêt définitif de Superphénix a été prononcée par décret du 30 décembre 1998. Aujourd'hui, en 2010, les 5500 tonnes de sodium, dont la majorité est irradiée, ne sont pas encore traitées. Les ateliers nécessaires n'avaient pas été prévus à la construction de la centrale ! Le sodium primaire est donc maintenu depuis douze ans à la température de 180 °C pour rester à l'état liquide. Or le sodium liquide s'enflamme au contact de l'air et explose au contact de l'eau. Pour connaître un emballement du cœur de ce réacteur, il suffit d'une fuite de sodium peut provoquer la catastrophe. L'explosion atomique dont un surgénérateur peut être le siège porte le nom rassurant d '« excursion nucléaire ». Nous préférons les excursions amoureuses.

* https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0301218315000-nucleaire-

le-reacteur-du-futur-astrid-en-suspens-2149214.php

NOUS VIVONS UNE EPOQUE FORMIDABLE...

14 Février 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Visiblement, le sultan est sur le point de foutre son poing sur la gueule de l'armée US. Passablement très énervé lui même, il a beaucoup moins de patience que les russes ou les syriens pour encaisser les coups, sans répliquer de manière visible.

Encore une inversion. La guerre c'est la paix, l'allié est désormais l'ennemi...

S'il est clair que les relations syro-turques ne peuvent guère se réchauffer, les relations turco-américaines sont entrées en ébullition...

Le FBI craint la Chine : *" La Chine tente activement de priver les États-Unis de son statut de puissance mondiale, y compris en infiltrant des agents dans les institutions éducatives et scientifiques américaines, a dénoncé devant le Sénat le directeur du FBI Christopher Wray. "*

Visiblement, Chris a de l'avenir comme clown. Vu l'état des institutions éducatives, on ne peut que lui souhaiter d'être infiltrée. Ce sera peut être le remède aux maux qui les ravages aux USA. Elles sont ou complétement effondrées, ou inexistantes, de simples garderies d'enfants, et pour les scientifiques, il y a plus de 70 ans que les USA volent les scientifiques qu'ils sont incapables de former, aux autres pays...

Mais en France, aussi, on a des zozos aspirants clowns : "Le système français de retraites à bout de souffle". A remplacer par quoi ? Par un système par capitalisation, quasiment disparu car assis sur des taux négatifs après deux décennies de déconfitures ? En 1980, 80 % des salariés US avaient un fond de pension. En 2008, c'était 20 %, uniquement dans le secteur public.
Il faut donc baisser massivement les loyers, les impôts fonciers, les frais de santé, et tout passera bien. Simple, non ???

Ah non ! Tout cela, c'est ce qui fait la "croissance". Et puis, un énarque, vu le niveau de compétence, complétement nul, ça ferait mieux de fermer sa gueule.

La réalité, c'est que les lignées se reconstituent sous un même toit et que même avec un salaire, le jeune ne peut plus partir de chez ses parents. Les frais de structure, le logement, empêche le départ et/ou le rendre indésirable. Partir, pour survivre dans un appartement, "à soi "? Quel intérêt ?

La cour des comptes trouve la fiscalité de l'immobilier trop élevée, ainsi que celle du capital financier et préconise... de les augmenter... L'achat d'un cerveau dans cette auguste assemblée (ben oui, ce sont des clowns, il y a toujours un auguste).

Il faut croire à leur santé mentale ? Ou tous les coller en Hôpital psychiatrique ?

SECTION ÉCONOMIE

Philippe Simonnot: « Les économistes ne peuvent rien prévoir et se trompent tout le temps ! »

Publié le 15 février 2018 à 09:00:19 / 5 commentaires / 781 vues

Bitcoin, pétrole, enseignement de l'économie : Philippe Simonnot, économiste, réagit à actualité économique et politique. Ecorama du 12 février présenté par... Lire la suite

Philippe Béchade: Séance du Jeudi 15 Février 2018: « Retour aux fondamentaux ? Non, aux grandes illusions... ! »

Publié le 15 février 2018 à 19:31:06 / 0 commentaire / 741 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du Jeudi... Lire la suite

« La prochaine crise financière sera bien pire qu'en 2007 »

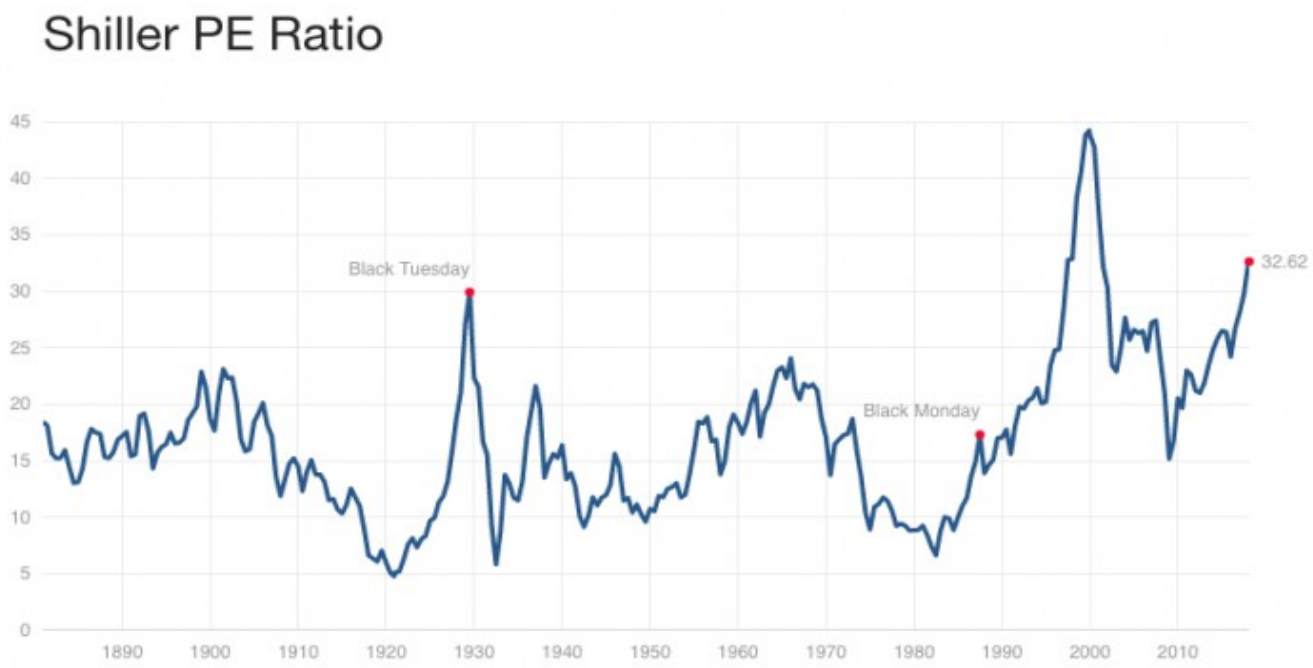
Vincent Lucchese Usbek et Rica 8 février 2018

Dix ans après la crise financière et économique qui a ébranlé le monde, tout pourrait recommencer, en pire. Des bulles spéculatives ont gonflé un peu partout et la régulation de la finance est loin d'avoir été aussi efficace qu'escompté. Et pour ne rien arranger, le monde est plus endetté, et donc plus vulnérable, que lors de la crise des subprimes. De Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, à Benjamin Coriat, membre des économistes atterrés, l'analyse n'est pas à l'optimisme. Et le risque concerne le court terme.

Le château de cartes de la finance mondiale a-t-il déjà commencé à s'effondrer ? Lundi 5 février, New York a connu un « mini krach » boursier, qui s'est vite propagé en Europe puis en Asie. Une simple « correction » des marchés, une saine « normalisation », selon les éléments de langage de nombreux analystes, à l'instar de l'économiste Eric Delannoy sur franceinfo. Les fondamentaux de l'économie seraient solides.

> *« Les explosifs sont là, il ne manque que le détonateur »*

Des propos modérément rassurants quand on note, comme le fait *Libération* dans un article daté du 6 février que l'indice Shiller, du nom du « prix Nobel » d'économie qui l'a mis au point et qui mesure la surévaluation des actifs financiers, atteint un sommet similaire à celui précédent le crash de 1929, jamais dépassé excepté lors de la bulle Internet de 2000. On peut aussi souligner, comme le fait Slate, que l'optimisme qui était également d'usage juste avant le crash boursier de 2000 et plus encore avant la crise financière mondiale de 2007-2008, ne plaide guère en faveur d'une grande lucidité du monde financier et de ses commentateurs.



L'indice Shiller a dépassé le record (hors bulle Internet de 2000) du « black Tuesday » du crash de 1929.

Bref, personne ne peut dire avec certitude si les développements de ce mini krach sont voués à rester anecdotiques ou à être dramatiques. Mais l'essentiel est ailleurs : quel que soit l'élément déclencheur, une grave crise financière mondiale semble programmée à court terme. « *Les explosifs sont là, il ne manque que le détonateur* », estimait sans demi-mesure Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, lors du colloque Coface risques pays 2018, le 23 janvier.

Un monde de bulles

Les explosifs ? La bulle financière mondiale, gonflée à bloc. Ou plutôt les bulles, qui poussent dans tous les sens. À côté de la bulle des marchés financiers, qui montre sa fébrilité depuis quelques jours, il y a la bulle du crédit. « *L'endettement privé est galopant, l'endettement public monumental* », s'inquiète Jean-Claude Trichet (voir son intervention en vidéo ci-dessous). En 2017, l'ensemble des dettes accumulées dans le monde atteignait 226 000 milliards de dollars, soit 324 % du PIB mondial, selon l'Institute of international finance.

Des bulles plus localisées menacent également. « *Le non refinancement des dettes étudiantes aux États-Unis est une autre bombe possible. Il peut aussi y avoir la bulle sur les intelligences artificielles ou une bulle sur les gaz de schiste. Ça peut venir de plein d'endroits* », nous assure Benjamin Coriat, professeur d'économie à Paris 13 et membre du comité d'animation des économistes atterrés.

Trop d'argent, trop d'inégalités

Une des sources de ces bulles serait à chercher dans la grande quantité de liquidités injectées dans l'économie depuis 10 ans pour faire face à la crise et relancer l'activité. Sauf que les marchés n'auraient pas vraiment agi comme prévu. « *Il y a une extraordinaire quantité de liquidités émises par les banques centrales américaine et européenne via leur politique de quantitative easing* [ou assouplissement quantitatif, le nom d'une politique monétaire dite « non conventionnelle » consistant pour une Banque centrale à racheter des emprunts d'État ou privés en échange d'argent frais ainsi injecté dans l'économie, ndlr] . *Mais au lieu de servir l'investissement productif des entreprises, cet argent a été placé de manière spéculative* », dénonce Benjamin Coriat.

> *« La concentration des richesses donne lieu à des placements spéculatifs »*

L'économiste atterré voit dans les inégalités de richesse l'autre source de ces dérives. « *82 % des richesses créées dans le monde l'année dernière ont bénéficié aux 1 % les plus riches* », affirme un rapport de l'ONG Oxfam en janvier 2018. La méthodologie de l'étude est contestée mais donne une tendance à la concentration croissante des richesses que confirme le rapport mondial sur les inégalités 2018 du World Inequality Lab. Or, les richesses ainsi accumulées ne profitent pas à la population qui pourrait les dépenser et nourrir la demande économique. « *La concentration des richesses donne lieu à des placements spéculatifs* », affirme Benjamin Coriat. En d'autres termes, le surplus d'argent inutile à la consommation des plus riches finirait par ruisseler dans des bulles spéculatives plutôt que dans les poches des classes inférieures.

Vulnérabilité historique

Si l'interprétation des causes du problème du professeur d'économie peut prêter à débat, le constat sur le danger imminent semble lui largement partagé. « *Ces bulles sont dispersées dans plusieurs pans de l'économie, tels que les marchés financiers, le crédit, le capital risque, ou dans l'immobilier dans plusieurs grandes métropoles mondiales. Si l'une d'elle venait à*

exploser, nous pourrions être confrontés à une des crises les plus violentes jamais connue », écrivaient dans Forbes en octobre 2017 Maeva Courtois, trader algorithmique, et Michel Ruimy, professeur à l'ESCP Europe.

> *« On a usé toutes nos cartouches »*

Pourquoi est-ce si grave ? « *Parce qu'on a usé toutes nos cartouches* », répond Benjamin Coriat. En 2008, les États sont venus à la rescousse des banques et ont injecté de l'argent à coup de plans de sauvetage pour éviter un effondrement généralisé. Mais ce filet de sécurité a été englouti dans l'accroissement des dettes publiques. Et même les pays émergents, au premier chef desquels la Chine, ne sont plus une ressource pour financer la dette puisqu'ils ont à leur tour « *découvert les joies du surendettement* », comme le dit Jean-Claude Trichet. « *Les États sont endettés à un niveau totalement fou. La prochaine crise sera bien pire qu'en 2007* », prévoit Benjamin Coriat. Et l'ancien président de la Banque centrale européenne ne dit pas autre chose : « *Nous sommes aujourd'hui dans une situation plus vulnérable qu'en 2007 / 2008* ».

Les fantômes de 2008 sont de retour

Plus que jamais, les fantômes de la crise des subprimes semblent ressurgir. La « titrisation » redevient à la mode. Cette pratique permettait aux banques de découper et revendre des créances à d'autres acteurs, et fut jugée en partie responsable de la crise de solvabilité des crédits subprime et de sa vaste et rapide diffusion, les banques étant peu exigeantes sur des prêts qu'elles ne comptaient de toute façon pas garder. « *L'une des sources incontestables et incontestées de la crise de 2007-2008, à savoir l'excès de titrisation (securitization) et la complexification croissante des produits et véhicules financiers, semble ainsi revenir au galop de manière assez inquiétante, puisque le shadow banking – ou finance de l'ombre ou finance parallèle – gagne en ampleur depuis le début des années 2010 pour dépasser aujourd'hui son volume d'avant-crise* », s'inquiète l'Observatoire international des régulations économiques dans son rapport annuel 2017.

Le shadow banking, c'est ce qui a permis aux pratiques financières dangereuses d'avant-crise de perdurer via les organismes non officiellement désignés comme des banques et donc non soumis aux mesures de régulation et de surveillance imposées depuis la crise, mais qui peuvent malgré tout participer au financement de l'économie. Cette finance de l'ombre ne cesse de s'étendre et pesait 92 000 milliards de dollars en 2015 d'après un rapport du Conseil de stabilité financière publié en mai 2017.

Esprit de dérégulation

La titrisation a même fait son retour officiel en Europe, la Commission de l'Union se félicitant en mai 2017 d'avoir trouvé un accord avec le Parlement européen et le Conseil pour « *relancer le marché de la titrisation* » afin « *d'élargir les possibilités d'investissement* » et de « *contribuer à une meilleure répartition des risques* ». Mais cette fois promis, il s'agit de produits financiers « *transparents* » qui n'ont rien à voir avec ceux d'avant crise.

> *« La finance peut réimposer ses schémas sitôt que les effets d'une crise sont passés »*

« *On n'apprend jamais rien* », se désole plutôt Benjamin Coriat. « *La titrisation fait partie de l'aveuglement de la finance et révèle sa puissance qui est telle qu'elle est capable de réimposer ses schémas sitôt que les effets d'une crise sont passés.* »

Et la situation n'est pas partie pour s'améliorer. Si Donald Trump est un fervent partisan de la dérégulation financière aux Etats-Unis, Emmanuel Macron n'est guère plus rassurant. Lorsqu'il était encore candidat, le président français avait critiqué les mesures de régulation prises après la crise de 2008. Ses propos une fois élu ont été plus ambivalents puisqu'il a proposé à Davos en janvier que le Fonds monétaire international « *ait le mandat de surveiller la totalité du système financier international dont des pans entiers échappent à la régulation* » sans que l'on sache si la proposition qui a le mérite de s'attaquer au shadow banking a vocation à aboutir ni quelle serait la sévérité de cette régulation.

Peut-on encore éviter le pire ?

« *On peut encore éviter que les explosifs n'explosent* », promet Jean-Claude Trichet. L'option du « *soft landing* » repose sur nous, assure-t-il, à condition que nous suivions attentivement les préconisations des institutions internationales. « *Il faut suivre les recommandations de l'OCDE, du FMI, de la Banque mondiale. il faut travailler sur la résilience de nos sociétés, il y a beaucoup de progrès à faire sur les finances publiques. Il n'y a pas un pays dans le monde où il n'y a pas d'immenses réformes structurelles à faire.* »

Stanley O'Neill, un des banquiers responsables de la crise des subprime en tant que PDG de Merrill Lynch, a touché 161,5 millions de dollars pour ses services lorsqu'il a été congédié en 2007.

Tout est encore possible, à condition de rigueur budgétaire et d'éviter la complaisance, c'est-à-dire « *le risque de se satisfaire de la situation, exactement comme on le faisait avant 2007* », selon Jean-Claude Trichet. Evidemment, cette ligne n'est pas du goût des économistes atterrés. « *C'est incroyable de nous faire croire que l'endettement, surtout européen, est lié à l'incurie des pouvoirs publics. Avant 2008, on était dans les clous. C'est l'explosion de la crise et les frasques de la finance qui ont provoqué l'endettement massif* », s'insurge Benjamin Coriat.

Pour l'économiste, le salut passe notamment par « *un moratoire sur les dettes publiques* » ainsi que par une véritable régulation de la finance. « *Il faut revenir, adapté à notre époque, à l'équivalent du Glass-Steagall Act. Il fut appliqué des années 1930 aux années 1970, la seule période où l'on n'a pas connue de crise majeure* », dit-il en référence à la loi bancaire américaine de 1933 qui instaurait, entre autres, une stricte séparation entre banques de dépôt et banques d'investissement.

Changer de discours en attendant la crise

Problème, les règles qui devaient aller dans ce sens ont été dévoyées, parce que « *les acteurs de la finance ont réussi à imposer leurs vues* », accuse Benjamin Coriat, pour qui le plan d'action est clair : éviter une crise mondiale passe par la régulation et la régulation passe par la bataille du discours. « *Le récit de la finance a triomphé* » et la « *financiarisation* » atteint toute la société, se désole l'économiste qui dégomme au passage le Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (Pacte) que prépare le ministre français de l'Economie : « *Il propose de favoriser l'épargne action des jeunes, de mettre en bourse les petites et moyennes entreprises… On va totalement à contre-courant de ce qu'il faudrait faire.* »

> *« Les nouvelles catastrophiques pour l'avenir de l'humanité sont saluées par une explosion à la hausse des bourses. Elles sont structurellement court-termistes »*

Une tendance d'autant plus dommageable que les marchés financiers seraient aux antipodes d'une politique avisée de long terme : « *L'aveuglement des marchés financiers est totalement fou. Trump annonce le retrait américain de la COP21, l'ouverture des pôles à l'exploration pétrolière et ces nouvelles catastrophiques pour l'avenir de l'humanité sont saluées par une explosion à la hausse des bourses. Elles sont structurellement court-termistes* », regrette Benjamin Coriat.

À défaut de se mettre d'accord sur les remèdes, les commentateurs dissertent sur le lieux et l'heure où surgira le « *détonateur* ». « *Peut-être pas en 2018 ou 2019, mais il y a un risque important* », dit Jean-Claude Trichet, qui voit la Chine ou un autre pays émergent comme lieu possible du « *nouvel éclatement de crise* ». « *Ça peut péter dans trois mois comme dans plusieurs années*, dit Benjamin Coriat. *Mais ça m'étonnerait qu'on passe les cinq ans qui viennent sans que ça explose quelque part.* »

Incompétent, impotent mais « vigilant », surtout quand il s'agit de la Fed

Rédigé le 15 février 2018 par Bill Bonner

La Fed remonte ses taux pour gagner en marge de manœuvre. Ce faisant elle risque de précipiter la prochaine récession. Mais une autre « relance » se prépare…

L'avenir semble arriver plus vite que nous l'envisagions. C'est en grande partie grâce à « ma nana », comme l'ancien stratégiste en chef de la Maison-Blanche, Steve Bannon, avait coutume d'appeler Janet Louise Yellen.

Mme Yellen a quitté son poste la semaine dernière, accompagnée de félicitations nombreuses et

enthousiastes.

Que ferions-nous, à la *Chronique Agora*, sans l'équipe de comiques de la Fed, source de tant d'heures d'amusement ?

La semaine dernière, nous avons aligné une série de gros titres – qui tentaient d'anticiper ce qui allait arriver. Sans y revenir en détail, rappelez-vous où ils nous menaient : à un monumental effondrement de l'économie américaine et du système financier.

Cette semaine, l'administration Trump, les républicains et les démocrates semblent tous faire de leur mieux pour que nos titres fictifs deviennent réalité.

Selon notre théorie générale, le Congrès américain et le gouvernement prendront la relève là où l'équipe de la Fed s'est arrêtée. Un peu comme une équipe de catch qui se passerait le relais.

Pour commencer, la Fed a administré une volée de bois vert à l'économie. A présent, c'est au tour de la Bombe Blonde d'entrer sur le ring… avec la ferme intention de réussir un plaquage magistral.

« Vigilance » mais incompétence et impuissance

Depuis 2009, la Fed a ajouté environ 3 600 Mds$ de liquidités aux finances des Etats-Unis. Cela a porté les actions et les obligations… mais aussi la dette… aux niveaux les plus élevés jamais vus.

Et ces derniers jours, les actualités ont apporté un réconfort parfaitement prévisible.

« Powell annonce que la Fed est attentive aux risques qui se développent », a rapporté Bloomberg. Un peu plus tard dans la même journée, l'agence ajoutait :

> *« Le président de la Réserve fédérale Jerome Powell a suggéré que la banque centrale américaine poursuivrait son augmentation progressive des taux d'intérêt tout en restant vigilante quant aux menaces sur le système financier, dans le sillage de la récente déroute boursière ».*

Nous étions presque plié en deux de rire. Powell est vraiment à côté de la plaque. Tout comme Yellen. Et Bernanke.

La menace immédiate sur le système financier est entre ses propres mains – les augmentations de taux.

Par ailleurs, à quoi bon être « vigilant » si vous ne pouvez rien faire ?

De 650 à 142, la marge de manoeuvre a fondu

Lorsque les actions se sont effondrées en 2000, la Fed avait à sa disposition 650 points de base (un taux directeur de 6,5%). Elle les a tous utilisés sauf 100 pour tenter de remettre l'économie en mode « empruntons-jusqu'à-la-faillite. »

Puis, lorsque la dernière crise en date a commencé en 2007, la Fed avait 527 points de base à réduire. Elle les a quasiment tous utilisés. Et c'est tout juste si elle a pu accomplir sa tâche.

Supprimer 500 points de base en moins d'une année et injecter 3 600 Mds$ de nouvelles liquidités. Cela a quand même produit la reprise la plus faible jamais enregistrée.

Aujourd'hui, la Fed n'a plus que 142 points de base à sa disposition. Et grâce à « ma nana » et ses prédécesseurs, l'économie est plus endettée que jamais. Les prix des actifs sont quant à eux plus élevés que jamais.

Lors de la prochaine crise, les maigres réserves actuellement disponibles pour la Fed ne suffiront pas, et de loin.

Actuellement, la Fed essaie de « stocker » des points de base – augmentant les taux pour atteindre un niveau plus normal, afin d'avoir une marge de manoeuvre lors de la prochaine crise. Mais plus elle augmente les taux… plus le point de rupture approche.

La Fed rend le système plus vulnérable que jamais

A nouveau grâce à la Fed, le système tout entier est désormais plus fragile et plus vulnérable que jamais.

A la prochaine crise financière, les Américains pourraient aussi bien appeler directement les pompiers que Jerome Powell. Aucun n'aura la moindre idée de ce qui a causé le problème… ni comment le réparer.

Mais ne vous inquiétez pas : si les banquiers centraux ne peuvent pas fournir plus de relance… les politiciens s'en chargeront !

De la relance des banquiers centraux à la relance des politiciens

La proposition de la Maison-Blanche ajouterait 7 100 Mds$ aux prévisions de déficits à 10 ans – doublant approximativement la précédente estimation. Le *Wall Street Journal* a plus de détails :

> *« La demande de budget de Donald Trump, un document annuel qui décrit les priorités d'une administration, alourdirait le déficit budgétaire fédéral à 984 Mds$ sur le prochain exercice fiscal – près du double de ce que le budget de l'an dernier estimait pour 2019. [Le document] projette également que le gouvernement récoltera moins de revenus fédéraux au cours de la prochaine décennie qu'initialement prévu en 2017, une conséquence de la baisse d'impôts de 1 500 Mds$ mise en place en décembre.*
>
> *Il y a une différence notable par rapport à la proposition budgétaire de l'année passée : M. Trump a abandonné, pour l'instant, l'idée d'équilibrer le budget sur la prochaine décennie, suite à la réforme fiscale et à un accord budgétaire sur deux*

ans dont les analystes estiment qu'il portera le déficit au-delà des 1 000 Mds$ l'an prochain ».

Des montants et un contexte hors norme

Il n'y a pas que les montants qui sont astronomiques ; le contexte l'est tout autant. Cette proposition budgétaire vient d'un président républicain qui n'est confronté ni à la guerre, ni à la récession, ni à une urgence financière.

Elle se produit aussi à un stade avancé d'une reprise économique… alors que le chômage est aussi bas que possible aux Etats-Unis.

Elle est envisagée par un Congrès dans lequel les républicains contrôlent les deux Chambres.

On aurait pu croire que les républicains profiteraient bien vite de cet avantage économique et politique pour enfin réaliser leur promesse de campagne de longue date : réduire le budget, assainir le marigot et éliminer les déficits.

A lieu de ça, les compères font sauter les bouchons de champagne et « ma nana » est portée aux nues d'un bout du pays à l'autre.

Fed, la malédiction

***Rédigé le 14 février 2018 par** Bill Bonner*

La Fed – aveugle aux problèmes qu'elle crée – retire ses liquidités et le *delirium tremens* menace. Mais elle trouvera comme d'habitude le « courage d'agir » en rouvrant le robinet.

L'Irlande est un pays chaleureux. Les gens y sont insouciants et directs. Ils vous confient des choses alors même que vous n'aviez rien demandé.

Il semble par exemple que la propriété qui jouxte la nôtre est maudite.

« Ah oui »… a expliqué Declan, le gardien de notre cottage. « Il s'y passe toujours des horreurs. Les précédents propriétaires étaient des gens charmants. Elle venait d'une famille riche. Et lui… je ne sais pas d'où il venait… tout le monde les appréciait, dans le coin.

« Pas comme le propriétaire actuel. Il se prend pour un Don Juan… et c'est un mauvais payeur.

Il doit être riche à millions, mais il ne vous paiera pas tant que vous ne l'avez pas relancé plusieurs fois. Personne ne l'aime.

« Les précédents propriétaires, de leur côté… oh… c'était l'amour fou, entre eux deux. Mais ils n'étaient plus tout jeunes.

« Et puis elle a eu un cancer… je pense que ça devait être au stade terminal… ils le savaient. Alors ils sont allés sur la rive d'un lac. Et ils se sont fait leurs adieux. Ils étaient sur le point de sauter ensemble dans le lac quand un bus d'écoliers est arrivé.

« Je suppose qu'ils ne voulaient pas donner le mauvais exemple aux enfants de l'école. Alors ils sont revenus. Et elle a fini ses jours ici. Lui est mort le coeur brisé quelques mois plus tard. »

Declan nous raconte les histoires les plus tristes avec un large sourire, comme si la souffrance des autres était source d'amusement pour lui… comme un homme qui rit aux éclats lorsqu'il apprend que son beau-frère a été licencié.

Mais il travaille pour 15 € de l'heure – en espèces.

L'histoire locale, elle, est gratuite.

Permis de construire

Nous avons appris de notre avocat que notre nouvelle maison est une propriété « à préserver ».

« Qu'est-ce que ça veut dire ? » avons-nous demandé innocemment.

« Eh bien… c'est un désastre. Ils inspectent les maisons. Et sans raison apparente, ils mettent votre propriété sur la liste des demeures historiques classées. Il m'est arrivé la même chose. Et alors là, impossible de planter un clou sans demander la permission. Quand j'ai des réparations à faire, je les fais de nuit… ou les jours fériés. »

Cette nouvelle a été un petit choc, car nous avons l'intention de planter pas mal de clous. Mais l'architecte nous a rassuré.

« Nooooon, ce n'est pas si terrible. Il vous faut juste un permis de construire. Ce ne sera pas un problème. Mais ça prendra trois mois. A moins que vous ne vouliez mettre une terrasse à l'américaine ou quelque chose de ce genre-là. Dans ce cas, vous n'aurez jamais de permis. »

Pendant ce temps…

Il nous semble que les marchés prévoient d'abattre toute la structure de capitaux – sans demander le moindre permis de quoi que ce soit.

Les modifications financières désormais en cours sont plus sérieuses que le réalisent la plupart des gens.

Nous semblons être passés d'une ère d'argent facile qui a duré 30 ans… à une ère d'argent pas-si-facile. Au lieu d'ajouter 4 000 Mds$ de liquidités ces neuf dernières années, les autorités prévoient de retirer 3 000 Mds$ sur les trois prochaines.

(Peut-être est-ce en anticipation que les marchés boursiers ont réduit la valeur des actions de 3 000 Mds$ la semaine dernière).

Il va falloir revoir ses espérances

Si c'est bien le cas, chaque projection financière, chaque calcul et chaque espérance doit être reconsidérée.

Tant que la Fed fournissait du financement, les gens pouvaient emprunter autant qu'ils le voulaient…

… Sans forcer les taux d'intérêt à grimper…

… Mai aussi sans corriger les spéculateurs imprudents…

… Plus besoin de fournir de découverte honnête des prix…

… Et sans empêcher les gens d'emprunter de telles sommes que c'en était presque du suicide.

Voici les derniers chiffres de la Fed de New York :

> *« Les soldes de dette des ménages ont augmenté au troisième trimestre 2017, pour le 13e trimestre consécutif, et sont désormais 280 Mds$ plus élevés que lors du précédent sommet (T3 2008) de 12 680 Mds$. Au 30 septembre 2017, l'endettement total des ménages était de 12 960 Mds$, une augmentation de 116 Mds$ (0,9%) par rapport au deuxième trimestre 2017. La dette des ménages globale est désormais 16,2% supérieure à son creux du T2 2013.*«

Mais aujourd'hui, le niveau de dette de la planète – 225 000 Mds$ environ – est plus élevé que jamais. Les prix des actions, selon un nouveau calcul de John Hussman, sont eux aussi plus élevés que jamais. Jusqu'à 10 000 Mds$ d'obligations gouvernementales s'échangent encore à des rendements négatifs.

Tous ces chiffres – et les millions de projets individuels qui en dépendent – sont sur le point d'être corrigés. La Fed ne fournit plus de fonds illimités. Au lieu de cela, elle en retire. Et ça change tout.

***Delirium tremens* chez les brasseurs d'argent factice**

Nous avons prédit que la Fed ne se tiendrait jamais à son plan de « normaliser » les taux d'intérêt.

Nous le pensons encore.

Lorsque les choses deviendront difficiles, M. Powell et ses camarades banquiers centraux s'enfuiront la queue entre les jambes. Ils montreront le même « courage d'agir » que Greenspan, Bernanke et Yellen.

Ceci étant dit, nous voyons aussi que la Fed a été remarquablement aveugle aux problèmes qu'elle causait en laissant les taux d'intérêt trop bas pendant trop longtemps. Il y a peu de chances que sa vision se soit améliorée depuis.

Elle répétera donc son erreur, mais dans l'autre direction – continuant de ranger les bouteilles d'alcool alors que les fêtards commencent à montrer des signes de *delirium tremens*.

Marchés : la vengeance des idiosyncrasiques

Rédigé le 15 février 2018 par Simone Wapler

Les marchés ne réagissent pas toujours à court terme comme on s'y attend. La journée du 14 février nous le rappelle. Mais à long terme, certains principes restent vrais.

Tous rivés sur l'inflation en ce 13 février

Le mardi 13 février, le joli conte (*narrative* en anglais) du moment était que le 14 février, « les marchés » auraient l'oeil rivé sur l'inflation américaine ; si celle-ci se révélait supérieure aux attentes, il y aurait du grabuge.

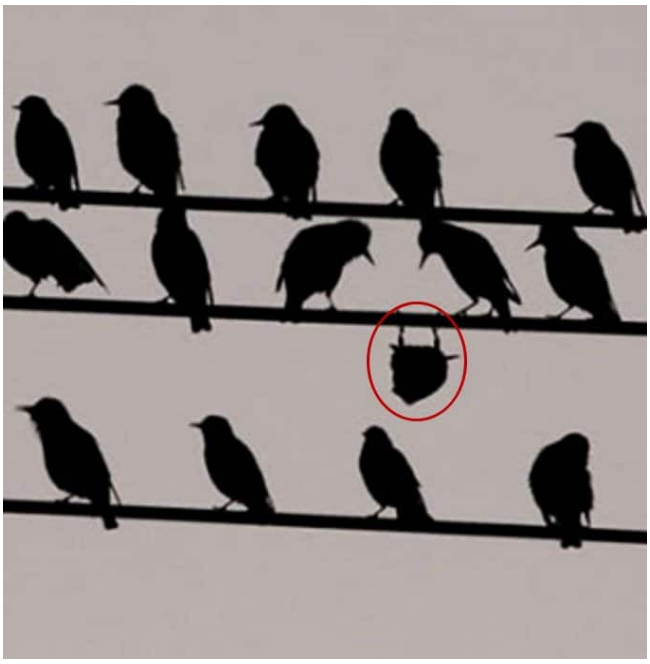
Le mercredi 14 février, les chiffres de l'inflation américaine se sont révélés supérieurs aux attentes et il ne s'est rien passé. Au contraire, les actions ont progressé.

Comme dirait Nassim Taleb :

> « *Le comportement moyen du participant au marché ne nous permettra pas de comprendre le comportement général du marché* » (*).

Le conte du jour délivré par les médias repose en général sur un « comportement moyen » des participants au marché face à une situation donnée.

Anormalité sur les marchés



Puis les marchés ouvrent et on s'aperçoit que l'individu moyen participant au marché a un comportement « idiosyncrasique« .

Pour mémoire, l'idosyncrasie :

- marque l'anormalité ;
- relève des caractères propres du comportement d'un individu particulier.

Ces deux caractéristiques – anormalité et individualité – sont haïes des banquiers centraux et des économistes qui aimeraient bien nous manipuler comme des marionnettes. L'individu

« hors moyenne » est un grumeau gênant dans la pâte humaine malléable que nous constituons aux yeux des grands planificateurs.

Anormalité et individualité : le désarroi des grands plannificateurs

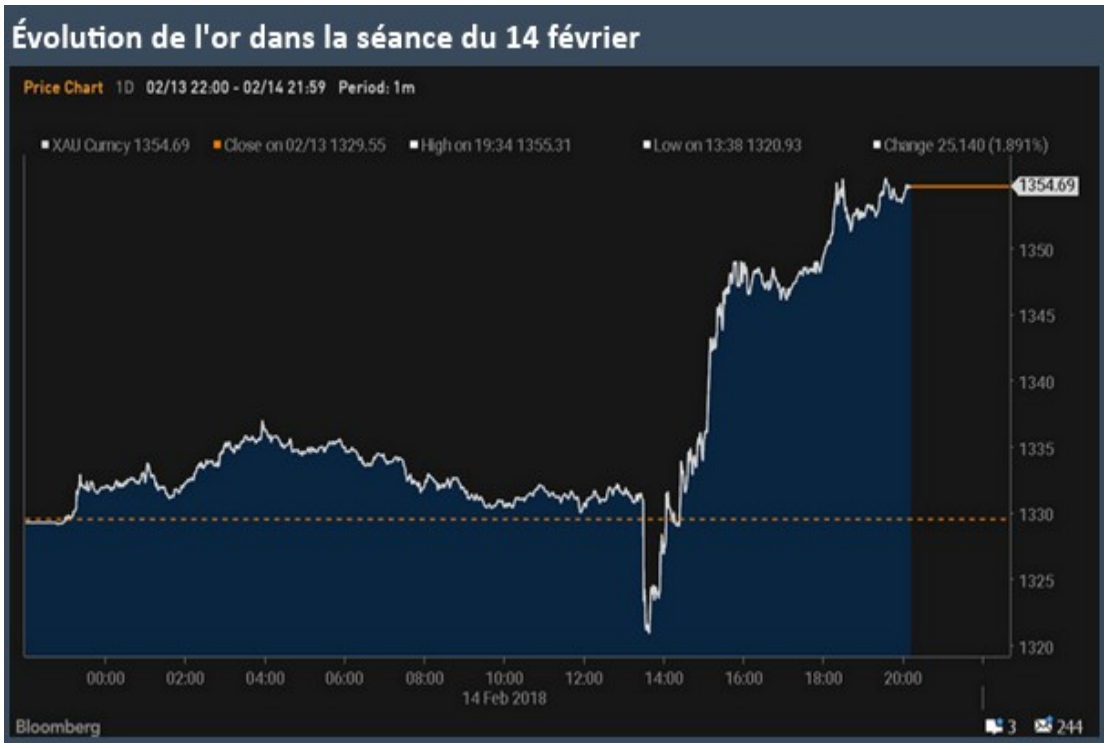
Lorsque l'idiosyncrasie reprend le dessus, le désarroi des grands planificateurs et des commentateurs est toujours amusant.

Le chroniqueur Marc Fiorentino sur ce conte au sujet des chiffres de l'inflation :

> *La crainte était que ces chiffres soient supérieurs aux attentes. Eh bien, ils ont été supérieurs aux attentes, 2,1% au lieu de 1,9%. Le dollar aurait dû monter, les indices boursiers baisser. Rien ne s'est passé comme prévu. Le dollar baisse contre toutes les monnaies et les indices américains ont récupéré une large partie de leur baisse de la semaine dernière. Un seul marché a réagi comme on pouvait s'y attendre, les taux d'intérêt. Avec le taux de référence à 10 ans américain autour de 2,9% à une encablure des 3% symboliques.*

L'or a réagi comme on pouvait s'y attendre

N'en déplaise à Marc Fiorentino, un autre marché que le marché obligataire a réagi « comme on pouvait s'y attendre*«* : l'or. Mais il est vrai que c'est encore un petit marché qui n'attire pas la foule.



Retenons de ce 14 février qu'à court terme les marchés restent imprévisibles.

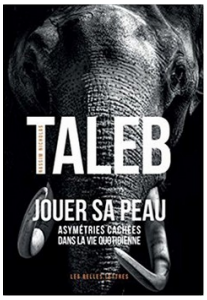
Les mêmes bêtises produisent toujours les mêmes catastrophes

A long terme, en revanche, les mêmes bêtises produisent toujours plus ou moins les mêmes catastrophes et les mêmes principes restent vrais.

- Les expériences de monnaie en tant que crédit pur ont toujours mal tourné en l'absence de jubilé (remise à zéro périodique des compteurs de dette).
- On ne peut sortir du surendettement en s'endettant plus (même à taux zéro !).
- La création monétaire ou de crédit n'a jamais sauvé aucun gouvernement (de l'Allemagne au Zimbabwe en passant par la France, la Hongrie, le Venezuela, etc.).
- La création de crédit infini à taux zéro ne fonctionne pas.
- Cette fois n'est pas différent.

A court terme, on peut toujours noyer le poisson, habiller des statistiques, imposer des politiques monétaires en agitant des théories fausses comme celle de la courbe de Phillips.

Mais ne vous y trompez pas : depuis 1971, soit 47 ans, nous vivons avec un régime monétaire de crédit pur (retour dans le passé, avant l'invention de l'or et de l'argent, six siècles avant J.-C.), mais sans régulation puisqu'il n'existe pas de jubilé programmé.



Patience : le jubilé viendra. Alors, vous serez content d'avoir de l'or acquis pour pas cher en adoptant aujourd'hui un comportement « idiosyncrasique ».

* Nassim Nicholas Taleb est le père du *Cygne Noir*. Ancien trader d'options, Libanais, résidant aux Etats-Unis, Taleb enseigne le risque à l'école d'ingénieurs de la New York University. Son dernier ouvrage, *Jouer sa peau*, vient d'être publié en français.

L'interventionnisme nous sauvera-t-il de l'éclatement de la bulle obligataire ?

***Rédigé le 14 février 2018 par** Nicolas Perrin*

Le retour de la politique monétaire des « liquidités faciles » sera indispensable pour tenter de contrer la bulle obligataire.

Nous avons vu que la rémunération de l'épargne sans risque est au plus bas. Par ailleurs, la température pourrait bientôt finir par remonter sur les taux. Mais plutôt que de voir vos économies enfin correctement rémunérées, cela pourrait bien poser de gros problèmes au système financier mondial.

Banques : activités de détail et activités de marché

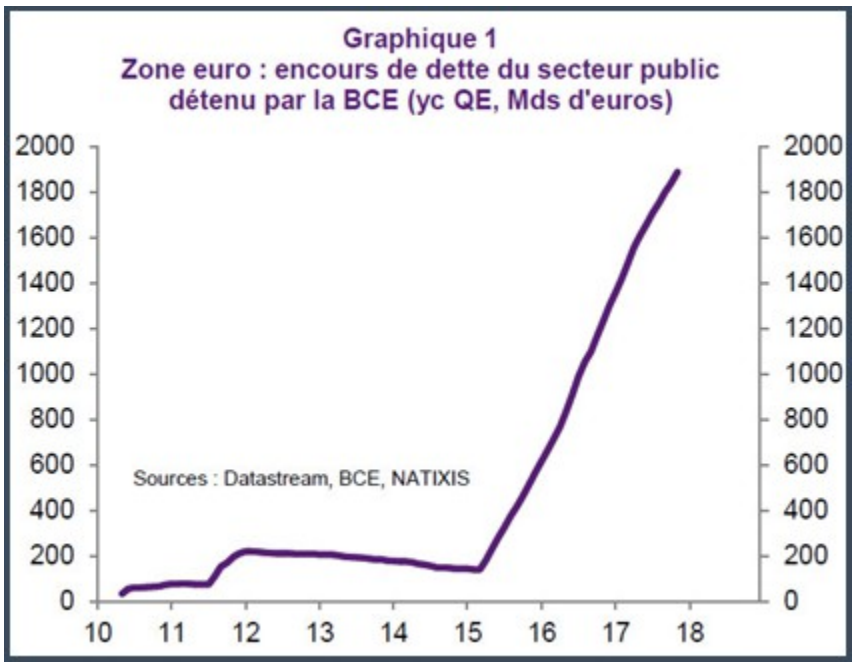
La distinction pour les banques entre activités de détail et activités de marché au niveau européen, rejetée par la Commission au mois d'octobre, est-elle « un paramètre primordial d'une régulation financière qui maîtrise les risques systémiques et réduit la probabilité d'une autre crise financière », comme le prétend l'ONG européenne Finance Watch ?

Contrairement à cette idée reçue, la crise de 2008 semble indiquer le contraire. En effet, « les deux banques d'investissement dont la déroute symbolise la crise financière, Bear Stearns et Lehman Brothers, n'étaient affiliées à aucune institution de dépôt. Au contraire, si Bear Stearns ou Lehman Brothers avait eu une source importante de dépôts assurés, elles auraient probablement survécu à leurs problèmes de liquidité de court terme. En outre, les grandes banques qui combinent des activités d'investissement et des activités commerciales ont traversé la crise en meilleure santé que les autres », relève le blogueur et gérant de portefeuille québécois Le Minarchiste.

La racine du problème : l'interventionnisme étatique

Comme bien souvent, la racine du problème est l'interventionnisme étatique. Sans réglementation imposant aux gérants de fonds de ne pas détenir plus de 10% de liquidités, le prix des actifs sur les marchés obligataires ne seraient pas aussi distordus, comme l'explique le gérant de fonds actions américain Guillaume Nicoulaud. Sans l'aléa moral entretenu par les Etats au travers des sauvetages bancaires à répétition, les établissements financiers seraient forcés d'opérer une gestion plus responsable de leurs opérations. Comme dirait Taleb, lorsqu'on ne « joue pas sa peau « , les choses ne peuvent que mal se terminer ! A ce propos, peut-être nos gouvernants devraient-ils regarder du côté de la Suisse et de ses banques à responsabilité illimitée.

Enfin, sans la politique monétaire menée par les banques centrales et le *put* permanent grâce auquel elles dorlotent les différents opérateurs, ces derniers seraient eux aussi plus prudents. Cette remarque ne se limite pas aux marchés actions. En effet, elle trouve aussi particulièrement à s'appliquer vis-à-vis des Etats, comme le montrent ces deux illustrations issues d'un *Flash Economie* de Natixis en date du 22 novembre. Ce dernier dévoile l'essor vertigineux de l'encours de dette publique aux mains de la BCE :



En gros, la BCE finance la mauvaise gestion publique.

Tableau 1 : les pays de la zone euro (QE, octobre 2017)

Pays	Encours de dette publique du Pays - En Mds d'€	Encours de dette publique détenu par la BCE - En Mds d'€
Allemagne	2125,5	437,1
Autriche	298,3	49,2
Belgique	460,9	62,0
Chypre	19,1	0,2
Espagne	1147,2	218,3
Estonie	2,1	0,1
Finlande	142,7	27,9
France	2204,6	356,1
Irlande	205,7	23,4
Italie	2265,0	309,7
Luxembourg	12,7	2,3
Lettonie	10,2	1,7
Lituanie	17,4	2,8
Malte	5,9	1,0
Pays-Bas	429,4	97,9
Portugal	245,2	30,1
Slovaquie	43,3	10,5
Slovénie	32,4	6,4

Sources : BCE, Calculs NATIXIS

Ce problème ne sera résolu qu'en apportant plus de liberté *et* de responsabilité aux différents intervenants. Et non en rajoutant une couche supplémentaire de réglementation au système financier. A ce titre, on ne s'étonne pas de devoir le projet de Glass Steagall Act européen au politicien de carrière et ex-commissaire européen aux services financiers, Michel Barnier. Ni de savoir que Finance Watch a été créé « sous l'impulsion de députés européens de tous horizons ». Plutôt que la prise de responsabilité des banques européennes, nous aurons donc

droit à une « meilleure régulation ».

Les banques centrales flattent l'hubris des gouvernements et des grandes banques

De nos jours, les banques centrales sont censées être indépendantes du pouvoir politique, *a fortiori* des banques commerciales. Ce principe est bien entendu un mythe. Par exemple – s'il en est encore besoin –, mi-janvier, Mario Draghi était sommé par le médiateur européen de se mettre en retrait du G30. Ce club international basé à Washington regroupe pléthore de banques privées et de régulateurs censés être *sous supervision* de la BCE. Mais rassurez-vous, les décisions du président de la BCE restent impartiales et objectives. Elles sont prises dans l'unique intérêt du citoyen européen…

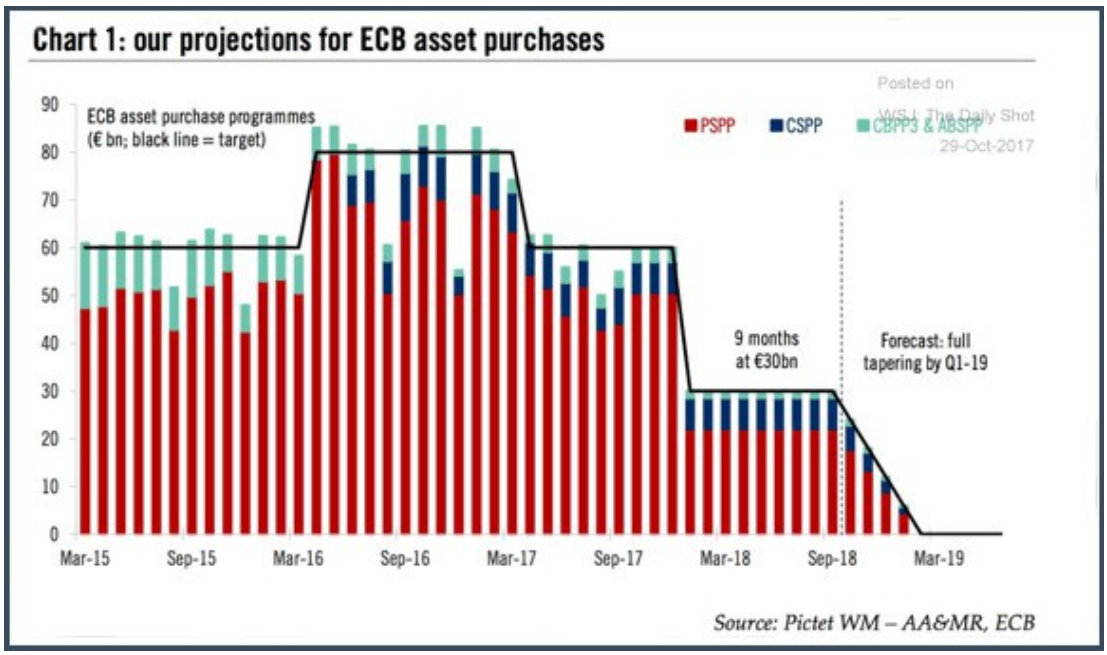
Même Natixis ne prend plus guère de gants pour évoquer la symbiose dans laquelle évoluent gouvernements, grandes banques commerciales et banques centrales :

L'équipe de Patrick Artus explique en effet que depuis 2014, « il y a bien manipulation de la politique monétaire par la politique budgétaire (fiscal dominance [ou prépondérance budgétaire]) puisque l'arrêt de l'amélioration des finances publiques en 2014 a nécessité que ce soit la politique monétaire qui assure la solvabilité budgétaire ».

Intervention de la Fed et de la BCE : pour que les Etats continuent à dépenser sans compter

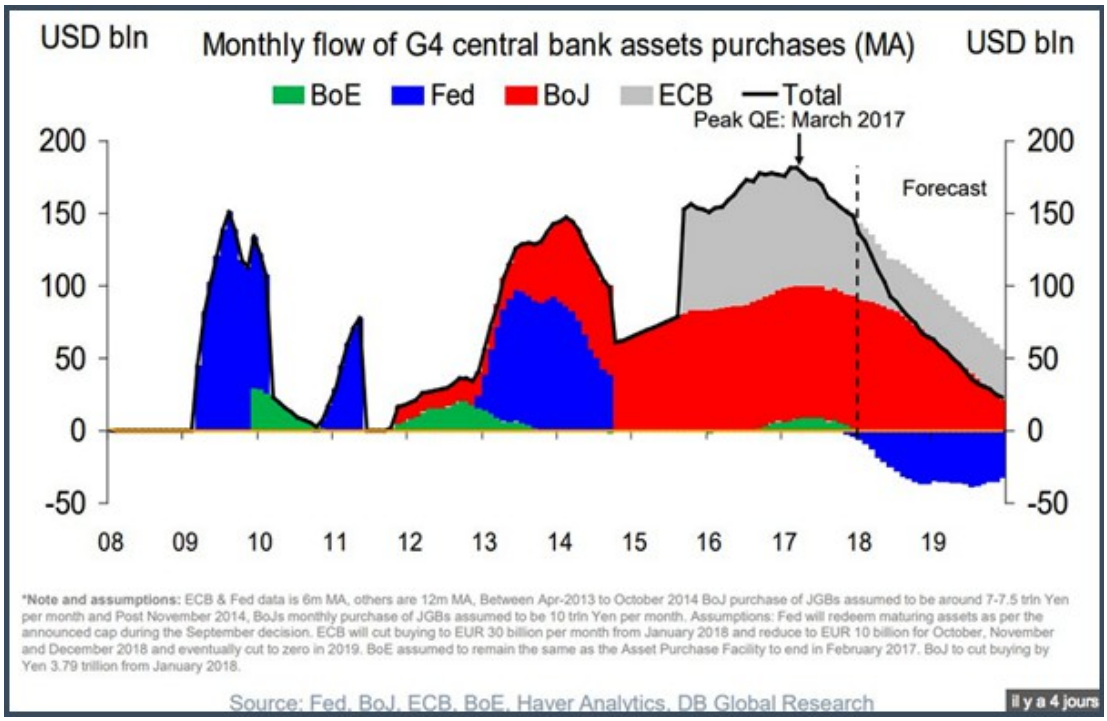
Autrement dit, les déficits ont explosé à partir de 2014. A ce moment là, la Fed et la BCE sont alors intervenues pour permettre aux gouvernements de reprendre leur activité « normale ». Comprenez dépenser toujours plus d'argent.

Aujourd'hui, l'heure serait à la normalisation de la politique monétaire. Selon les déclarations de la BCE, voici ce à quoi devraient ressembler ses achats à horizon 2019 :



Donc à partir de mars 2019, la BCE arrêterait tout achat de titres financiers.

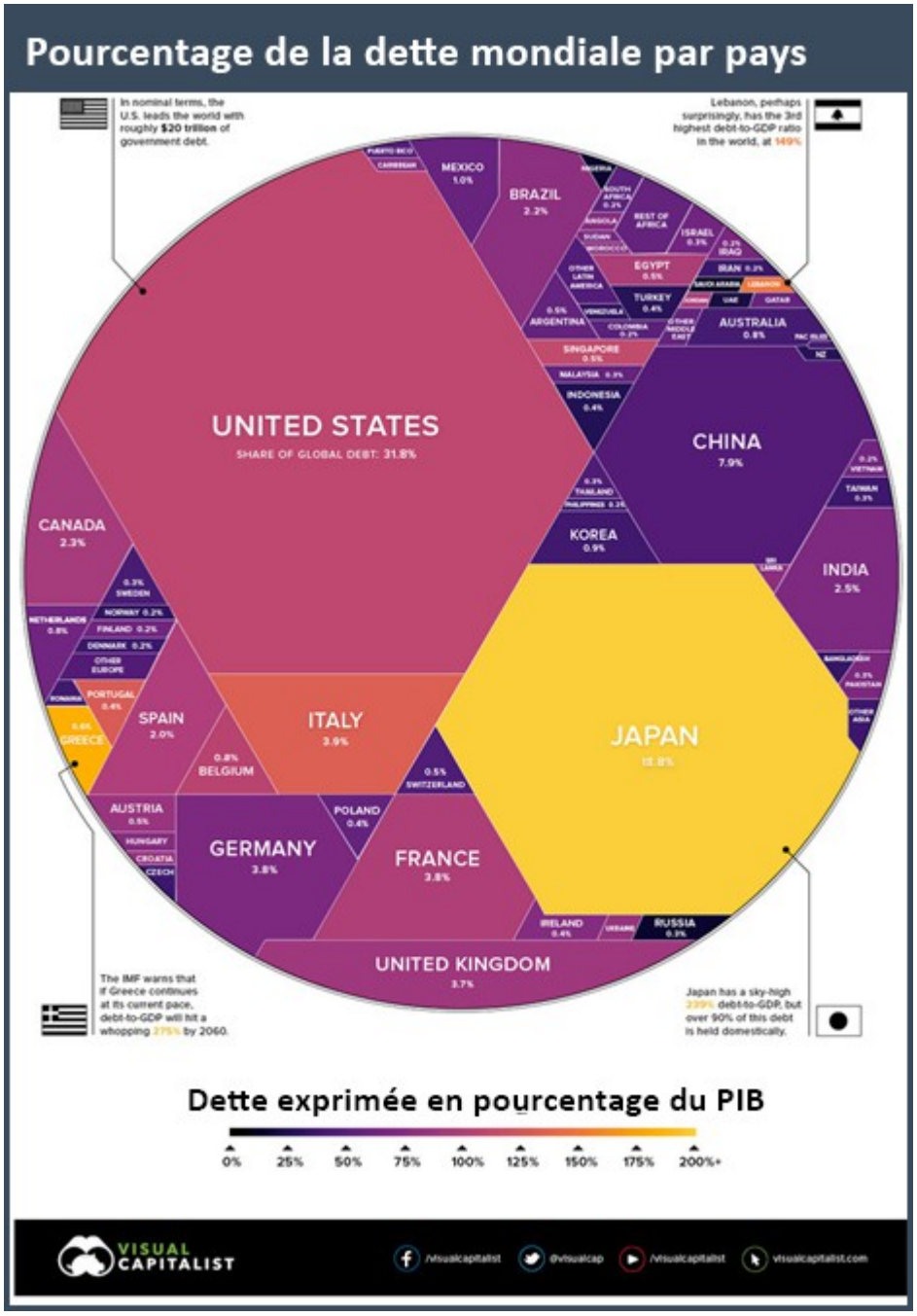
Et voici ce que cela donne au niveau mondial :



2020 : la disparition de la liquidité ?

On nous annonce donc une quasi-disparition de la « liquidité » pour 2020. Vous y croyez ?

Vu le stock et les flux de dette à venir que l'on trouve en face, cela me semble compliqué. Le site Visual Capitalist a réalisé fin octobre cette infographie des « Nations unies de la Dette ». Ce schéma montre comment se répartissent les 63 000 Mds$ de dette étatique existant à ce jour :



Avec seulement 3,8% du stock mondial, la France ferait presque figure de petit joueur ! C'est sans doute ce qui a amené le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau à déclarer le 22 janvier : « nous avons deux défis : une dette qui croît un peu trop vite, et pas assez de fonds propres pour financer l'innovation ». Interdit de rire.

Quand Natixis ressemble à la Chronique Agora

Même Natixis s'inquiète. A tel point que l'on aurait presque du mal à distinguer un *Flash Economie* d'une *Chronique Agora* ! Voyez donc :

Je ne résiste pas à l'idée de vous livrer la synthèse du *Flash Economie* du 16 janvier :

> *« Pourquoi la BCE maintient-elle une politique monétaire expansionniste alors que l'économie de la Zone euro s'améliore ? – Nous ne pouvons pas croire que c'est seulement pour redresser l'inflation ; – c'est peut-être pour essayer de redresser le taux de participation ou la productivité du travail par un stimulus de la demande au plein emploi ; – c'est peut-être* ***pour éviter les risques d'insolvabilité associés à l'explosion de la bulle obligataire****. »*

Camarade lecteur, je pense qu'il ne devrait pas vous être trop difficile de lever le doute. Petit indice : la phrase clé est en gras.

Après une courte tentative de normalisation, attendez -vous à une explosion des « liquidités » pour contrer l'éclatement de la bulle obligataire.

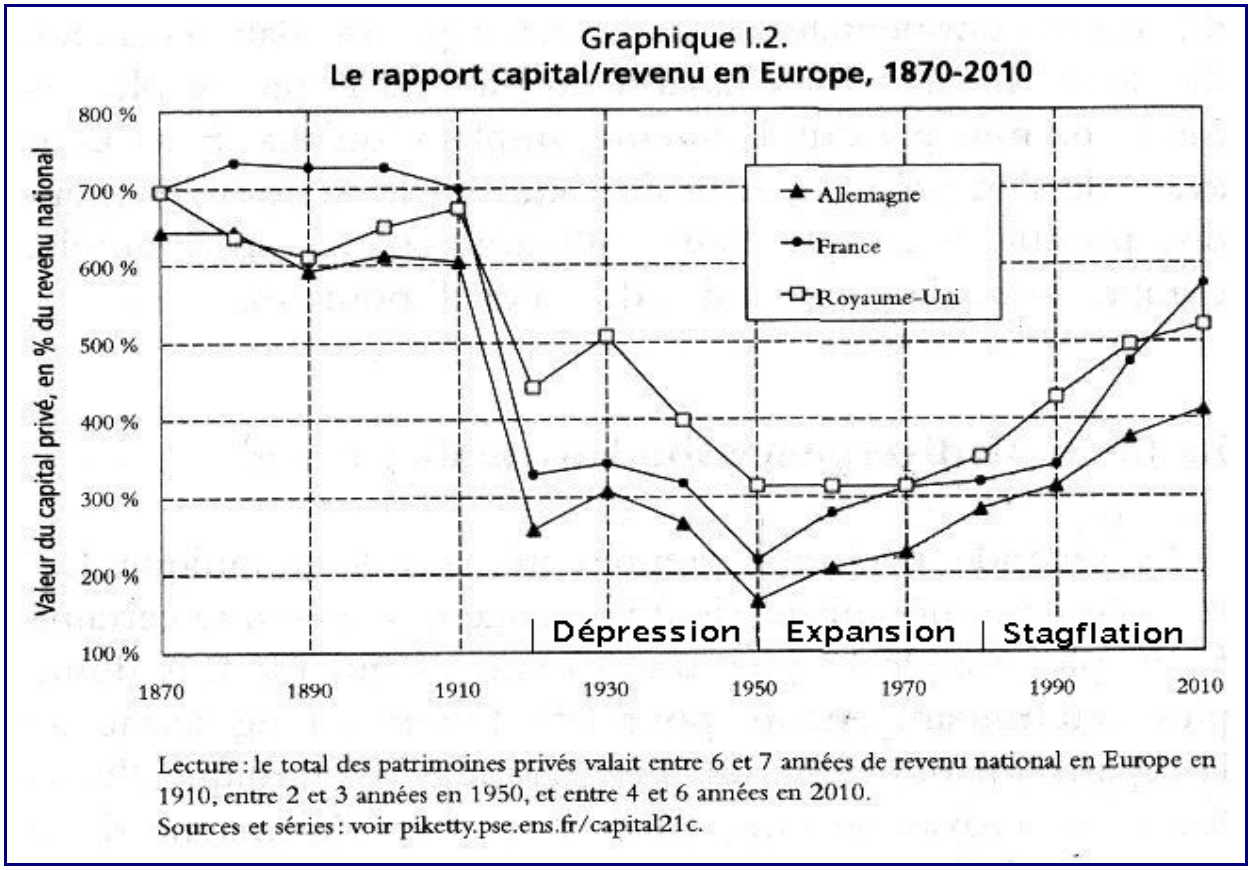
118 – Les cycles séculaires et la monnaie

28 janvier 2018 François Roddier

Dans mon billet précédent, j'ai tenté de montrer que nos sociétés dites occidentales, principalement européennes, viennent de traverser un cycle de 120 ans semblable aux cycles historiques de Turchin et Nefedov billet 90. Les économistes considèrent en général des cycles nettement plus courts tels que les cycles de Kuznets (15 à 25 ans) ou de Kondratiev (40 à 60 ans). Une raison plausible est qu'ils n'ont pas jusqu'ici disposé de données économiques sur

une durée suffisamment longue. Les travaux plus récents de Thomas Picketty changent les choses.

Dans son livre (1), il montre le rapport capital/revenu de 1870 à 2010 pour trois nations européennes: l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Ces courbes sont reproduites ici avec l'indication des périodes traversées. On voit qu'elles sont très semblables, confirmant que ces trois économies se sont bien synchronisées, montrant le début du phénomène de mondialisation.



La première guerre mondiale correspond à une chute brutale du rapport capital/revenu. La phase de dépression indique une légère remontée suivie d'une nouvelle chute liée à la deuxième guerre mondiale. La phase d'expansion, dite des 30 glorieuses, se caractérise par un rapport capital/revenu très bas. La phase de stagflation correspond à une remontée du rapport capital/revenu, sans toutefois atteindre ses valeurs de 1910. Il pourrait les atteindre durant la phase de crise actuelle.

Comment interpréter ces résultats? Dans mon billet 90, j'ai identifié les cycles séculaires de Turchin et Nefedov à des cycles autour d'un point critique. La chute brutale du rapport capital/revenu, de 1910 à 1920, correspond clairement à une transition de phase abrupte. De même, la lente remontée observée de 1950 à 2010 correspond à une transition continue. On peut donc s'attendre à une nouvelle chute brutale du rapport capital/revenu d'ici 2040. Il est intéressant de constater que tous les pics identifiés par le Club de Rome ont effectivement lieu entre 2010 et 2040, c'est-à-dire durant la phase de crises. La production économique mondiale culminerait en ce moment. Elle serait suivie d'un pic de la population vers 2030. Si tout se passe comme prévu, la phase de crises se terminera par un pic de la pollution vers 2040.

Per Bak compare le processus de criticalité auto-organisée à la formation d'un tas de sable. On peut identifier ici les propriétés du sable avec celles de la monnaie. De même que le sable peut s'accumuler pour former un tas, la monnaie peut s'accumuler pour former un patrimoine. Lorsque la pente du tas de sable atteint une certaine valeur critique, alors des avalanches de sable apparaissent, réduisant la hauteur du tas de sable. De même, lorsque le patrimoine devient trop élevé, des avalanches de monnaie tendent à le réduire. C'est bien ce que montrent les courbes de Picketty.

Comme l'a montré Robert Ulanowicz, on retrouve un processus similaire dans les écosystèmes pour lesquels il définit une mesure d'interconnectivité. Dans nos sociétés, la fraction α de revenu annuellement capitalisée pourrait jouer le rôle de l'interconnectivité. Ulanowicz a montré que la robustesse d'un écosystème est maximale pour α=1/e, où e=2.718 est la base des logarithmes népériens. De même, la robustesse d'une société pourrait être maximale lorsqu'elle capitalise une fraction de son revenu annuel de l'ordre de 1/e. Cela signifie qu'en capitalisant 2,7 années de son revenu, chacun serait capable de subvenir aux aléas normaux de l'existence. Il y aurait ainsi un patrimoine critique de l'ordre de 2,7 années de revenu au delà duquel le risque que certains tentent de couvrir n'est plus que celui de l'effondrement de la société. Mais, comme le sable qu'on entasse, plus on accumule de capital plus le risque d'effondrement devient élevé.

Il est intéressant de constater que cette condition de stabilité a été approximativement réalisée durant la phase de dépression et celle d'expansion. En accroissant la « pente du tas de sable », la politique économique destinée à combattre la stagflation qui a été menée depuis 1980, nous a tout naturellement conduit à une phase de crises.

Bridgewater parie gros contre les grandes banques espagnoles et italiennes

Article de Don Quijones, publié le 10 février 2018 sur WolfStreet.com

Par Or-Argent **- Fév 14, 2018**

Bon nombre d'investisseurs ont perdu beaucoup d'argent à l'occasion des convulsions récentes des marchés financiers. Mais on peut également en gagner beaucoup en pariant contre ces sociétés, comme les plus gros hedge funds du monde tels que Bridgewater l'ont montré la semaine dernière. Ce fonds a pris des positions short d'une valeur de 1,2 milliard d'euros, soit équivalant à 0,5 % de la valeur de toutes les actions de Banco Santander, BBVA, Telefónica et Iberdrola.

Le pari a déjà rapporté des dividendes. Le titre Iberdrola, la plus grosse société de gaz et d'électricité d'Espagne, Telefónica, un opérateur télécom en difficulté, et Santander, la plus grosse banque espagnole, ont clôturé la semaine en baisse d'environ 5 % tandis que BBVA a reculé de 4 %. Bridgewater a placé ses paris contre de grandes banques espagnoles la semaine dernière alors qu'elles présentaient des résultats annuels décevants. Depuis, les 2 titres ont perdu presque 10 % de leur valeur de marché.

Ces ventes à découvert font partie des positions short d'une valeur de 13,1 milliards de dollars du hedge fund prises contre 44 sociétés européennes, d'après les déclarations enregistrées auprès des régulateurs européens qui ont été rapportées par Bloomberg. Parmi les sociétés

notables visées par ces positions short, on trouve Total, Airbus, BNP Paribas, ING, Intesa Sanpaolo, Eni, Sanofi et AXA.

Au début de la semaine, Ray Dalio, fondeur de Bridgewater Associates, a donné son opinion sur la correction récente des marchés en affirmant dans un article de blog publié sur LinkedIn qu'il s'agit « *d'un mouvement typique de fin de cycle économique* », ajoutant ensuite que « *ces baisses importantes ne sont que des corrections mineures lorsqu'on les met en perspective avec le contexte global… il y a beaucoup de cash en réserve pour acheter en cas d'embellie, ce qu'il va advenir ensuite sera plus important* ».

Les investisseurs vont néanmoins se demander pourquoi le plus gros hedge fund du monde est en train de shorter les 2 plus grandes banques espagnoles, dont les titres respectifs ont connu 18 mois de hausse soutenue. C'était cependant jusqu'à la semaine dernière. Conformément à son avertissement de décembre, 2018 pourrait être une année sous tension pour les banques espagnoles en vertu de ces 3 raisons :

De nouvelles règles douloureuses

L'introduction en janvier d'une nouvelle règle, connue sous le nom d'IFRS 9, oblige les banques européennes à constituer des provisions bien plus importantes pour les prêts douteux. L'une des conséquences directes est que les banques doivent détenir beaucoup plus de capital, ce qui est négatif pour leurs profits. BBVA estime que les banques espagnoles devront en conséquence augmenter leurs provisions de 21 %, soit d'environ 5,2 milliards d'euros, afin de satisfaire les nouvelles règles. Ce montant devrait être gérable pour l'ensemble du secteur, mais certaines institutions bancaires, notamment les plus modestes, risquent de souffrir plus que les autres.

Indigestion potentielle en raison de la reprise de Popular

Le déclin et la chute de la 6e banque espagnole, Banco Popular, ont fait office de piqûre de rappel (particulièrement douloureuse pour les 300 000 actionnaires de la banque) pour ceux qui pensent que les soucis du système bancaire espagnol ont été résolus, et ce malgré les dizaines de milliards d'euros qui ont été injectés. Désormais, l'attention est tournée vers Santander afin de voir comment elle sera en mesure de digérer la banque en faillite qu'elle a achetée pour un euro symbolique.

Exposition à des marchés à haut risque

Comme le FMI l'a averti dans un rapport publié l'année dernière, la plus grosse exposition internationale de BBVA en termes d'actifs financiers se concentre sur le Royaume-Uni, les États-Unis, le Brésil, le Mexique, la Turquie et le Chili. Au moins 4 de ces 6 marchés (Brésil, Mexique, Turquie et Royaume-Uni) risquent de faire face à des vents contraires en 2018. Aux États-Unis, la filiale américaine de Santander, Santander Consumer USA, est dangereusement exposée au secteur du crédit auto subprime, ce qui nuit déjà à sa profitabilité. Son exposition aux marchés des 2 grandes économies d'Amérique latine, le Mexique (40 % des profits de BBVA) et le Brésil (26 %), est tellement importante qu'en cas de détérioration de la situation dans ces pays, cela devrait avoir des conséquences quasi immédiates sur le système bancaire

espagnol.

Mais une autre raison pourrait justifier le pari baissier de Bridgewater : la faiblesse systémique persistante de la périphérie de la zone euro.

Après tout, l'Espagne n'est pas la seule nation de la zone euro que Dalio a décidé de shorter massivement. Durant ces 3 derniers mois, son fonds a triplé ses paris baissiers contre l'Italie, 3e économie de la zone euro et sans l'ombre d'un doute son maillon le plus faible. 18 firmes italiennes sont ainsi entrées dans le collimateur de Bridgewater, dont Enel, Eni et Generali (…). Comme Telefónica et Iberdrola, Enel et Eni sont parmi les plus gros bénéficiaires du programme massif d'achats d'obligations corporate de la BCE, qui pourrait prendre terme dès septembre de cette année. Après cette échéance, le coût du financement de ces sociétés pourrait grimper fortement.

Mais la plupart des paris baissiers de Dalio en Italie ciblent son secteur financier encore fragile. Sa plus grosse positions short vise la seconde banque italienne en termes d'actifs, Intesa Sanpaolo, qui est pourtant largement considérée comme la banque la plus stable de la Botte. En fait, ce fut la seule banque du pays ayant l'envergure et les reins suffisamment solides pour pouvoir absorber les 2 petites banques vénitiennes malades Banca Popolare di Vicenza et Veneto Banca en juin 2017.

Sa banque gagnera la bataille, a déclaré avec confiance son PDG Carlo Messina à l'occasion d'une interview accordée jeudi dernier à Bloomberg. Durant ces 3 derniers jours, le titre a perdu 4 % de sa valeur, mais il reste en hausse de 45 % par rapport à il y a 12 mois.

« *Lorsque j'ai parlé avec Dalio en octobre, il shortait Intesa Saopaolo et l'Italie,* » a déclaré Messina au cours de l'interview. « *Je lui ai dit qu'il pourrait perdre de l'argent, et je pense que c'est ce qu'il s'est produit. S'il augmente sa position, je pense qu'il en perdra encore.* »

Quel que soit le vainqueur de ce bras de fer financier, les enjeux sont importants. Même pour une société comme Bridgewater, qui gère pour environ 122 milliards de dollars d'actifs, une position short de 13 milliards de dollars concentrée sur l'Europe est un pari risqué. Pour la zone euro, la stabilité financière de ses troisièmes et quatrièmes économies, qui restent fort fragiles, n'a vraiment pas de prix.

« La nouvelle crise : le surendettement américain – partie 1 !! »

par Charles Sannat | 15 Février 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Je voulais aujourd'hui vous proposer un édito en deux parties. Aujourd'hui et… demain !

Deux papiers consacrés exclusivement à la « nouvelle crise », celle qui arrive et qui est déjà là.

Comme vous allez pouvoir le constater, la question n'est pas de savoir si elle va avoir lieu, c'est une certitude, mais éventuellement quand, mais le quand est également assez peu important finalement, même si cela peut vous sembler surprenant comme point de vue.

Je vais vous dire pourquoi.

Parce que je ne suis pas un « spéculateur » mais un investisseur.

J'investis pour le long terme, et j'essaie d'avoir une vision d'investissements bons en cas de crise, ou bon en cas de croissance. Ainsi mes investissements sont décorrélés de la conjoncture. J'ai une approche patrimoniale qui consiste à me « désensibiliser » des cycles économiques. Alors savoir quand frappera la prochaine crise est une question qui me laisse relativement indifférent, même si tenter de cerner ce moment est intellectuellement passionnant.

Je ne vous dis pas que la spéculation ce n'est pas bien, et je ne m'érige pas en censeur moral de placements. Je dis simplement que j'ai une approche d'investisseur "patient".

La question qui en revanche me taraude et qui est la clef est la suivante : que feront les banques centrales ?

Voilà la seule question qui monopolise réellement mon « temps de cerveau disponible ». Que feront les banques centrales, quelles seront les marges de manœuvre des autorités politiques et monétaires ? Quelle sera la stratégie qui sera adoptée alors que toutes les limites de création monétaire ou de rachats d'actifs ont déjà été franchies ?

Aujourd'hui, je voulais donc vous montrer et partager avec vous pourquoi la « nouvelle crise » est, au-delà d'une conviction, une certitude absolue.

Je voulais vous montrer que les mêmes causes produisent les mêmes effets, et que l'un des piliers majeurs de la « nouvelle crise » comme de l'ancienne c'est évidemment l'endettement massif ! Et côté endettement, nous sommes plus que bien servis.

Les crédits à la consommation titrisés nettement plus hauts qu'avant !

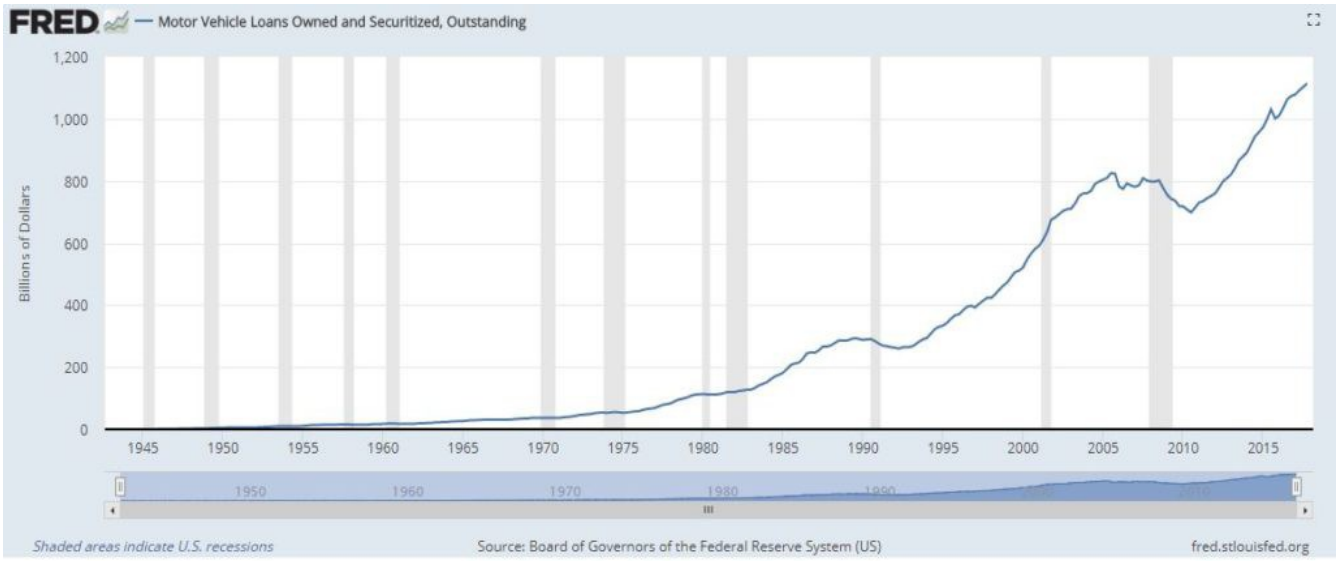
Comme vous pouvez le voir sur le graphique ci-dessous, qui est issu de la base de documents de la Réserve Fédérale américaine elle-même, avec 3 840 milliards de dollars, jamais les crédits à la consommation n'ont été aussi monstrueusement élevés en montants cumulés.

Des crédits, qu'il faudra bien rembourser et sur lesquels repose l'illusion de la fausse croissance américaine…

Et lisez bien avec attention cet intertitre : les crédits… dits "titrisés" ! Eh oui, comme à la belle époque des subprimes, les crédits à la consommation américains ont été titrisés et tout le monde en a un peu sans le savoir.

Prêts sur véhicules automobiles titrisés

Avec 1 114 milliards de dollars de crédits voitures cumulés, là aussi, nous atteignons des sommets jamais escaladés dans notre fuite éperdue vers le toujours plus de croissance économique sur des bases malsaines, hélas. N'oublions pas non plus… qu'ils sont titrisés, ce qui nous annonce un joyeux bazar le jour où tous ces beaux crédits (qui sont à taux variables) ne seront plus remboursés par des Américains devenus insolvables en raison de la hausse des taux d'intérêt.



Demain, dans la partie de « la nouvelle crise, le surendettement américain », je vous présenterai deux autres tableaux qui viendront utilement enrichir votre réflexion.

Vous ne pourrez que visualiser, et c'est l'objectif de cette petite démonstration pédagogique, l'étendue des dégâts d'ores et déjà effectifs liés à l'endettement massif qu'est celui de nos économies.

L'illusion de reprise repose sur un amas de dettes. Un château de cartes qui peut s'effondrer très

brutalement.

C'est pour cette raison que vous devez vous désensibiliser des cycles économiques. Cette approche de « désensibilisation » c'est justement celle que j'adopte dans ma lettre STRATÉGIES, et c'est pour cela que je consacrerai tout le numéro de février aux stratégies personnelles que vous pourrez adapter à vos situations personnelles (plus de renseignements ici). Mais pour cela, il faudra comprendre ce que pourront faire cette fois les banques centrales, et vous allez voir, nous allons vivre des moments passionnants, des moments aussi d'opportunités importantes.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

« La nouvelle crise : le surendettement américain – partie 2 !!»

par Charles Sannat | 16 Fév 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Nous poursuivons aujourd'hui l'étude de nos différents types d'endettement aux États-Unis.

Comme je vous le disais, le problème c'est que la titrisation n'a jamais cessé ; le problème aussi c'est que sur tous les différents paramètres, l'endettement est orienté à la hausse. Le problème c'est qu'au bout du bout du compte, vous n'avez que trois façons de rembourser la dette :
– la première façon : vous diminuez les dépenses et vous affectez le différentiel au paiement de la dette ;
– la deuxième façon : vous augmentez les recettes en augmentant les impôts et vous affectez le différentiel au paiement de la dette ;
– la troisième façon : vous attendez que par un saint miracle, la croissance reparte toute seule et qu'elle engendre une hausse du gâteau appelé PIB. À périmètre constant, de dépenses et de taux d'imposition, la croissance du PIB global fait augmenter les rentrées fiscales mécaniquement. Et… le différentiel au paiement de la dette.

Voilà. C'est tout ce que vous pouvez faire d'honnête.

Après, vous pouvez faire des choses malhonnêtes. Enfin, officiellement, cela s'appelle des « politiques monétaires non-conventionnelles ». C'est nettement mieux que de parler d'escroquerie en bande organisée.

Vous pouvez répudier la dette et faire un immense bras d'honneur à vos créanciers et ne rembourser personne. C'est simple. Direct. Efficace. Bon, après, plus personne ne veut vous prêter d'argent vu que vous ne remboursez pas et qu'au passage, comme les dettes des uns c'est aussi l'épargne des autres, vous aurez ruiné quelques épargnants.

Vous pouvez aussi descendre au sous-sol et mettre en route vos rotatives pour imprimer tout plein de billets tout neufs. Vous pouvez le faire jusqu'au jour où il sera possible d'allumer son poêle à bois avec des billets de banque ne valant rien.

Finalement, vous voyez, une crise d'endettement n'a pas 1 000 et une manières de se finir. La fin, mes amis, est très prévisible et le choix des possibles, assez limité.

C’est assez extraordinaire car cela nous permet en gros de savoir ce qu’il va se passer. Et comme chacun sait… « La vérité libère » (je précise que ce n’est pas de moi mais d’un certain Jean). Bon, sa phrase exacte d’ailleurs était plutôt « vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous affranchira ».

« Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous affranchira »

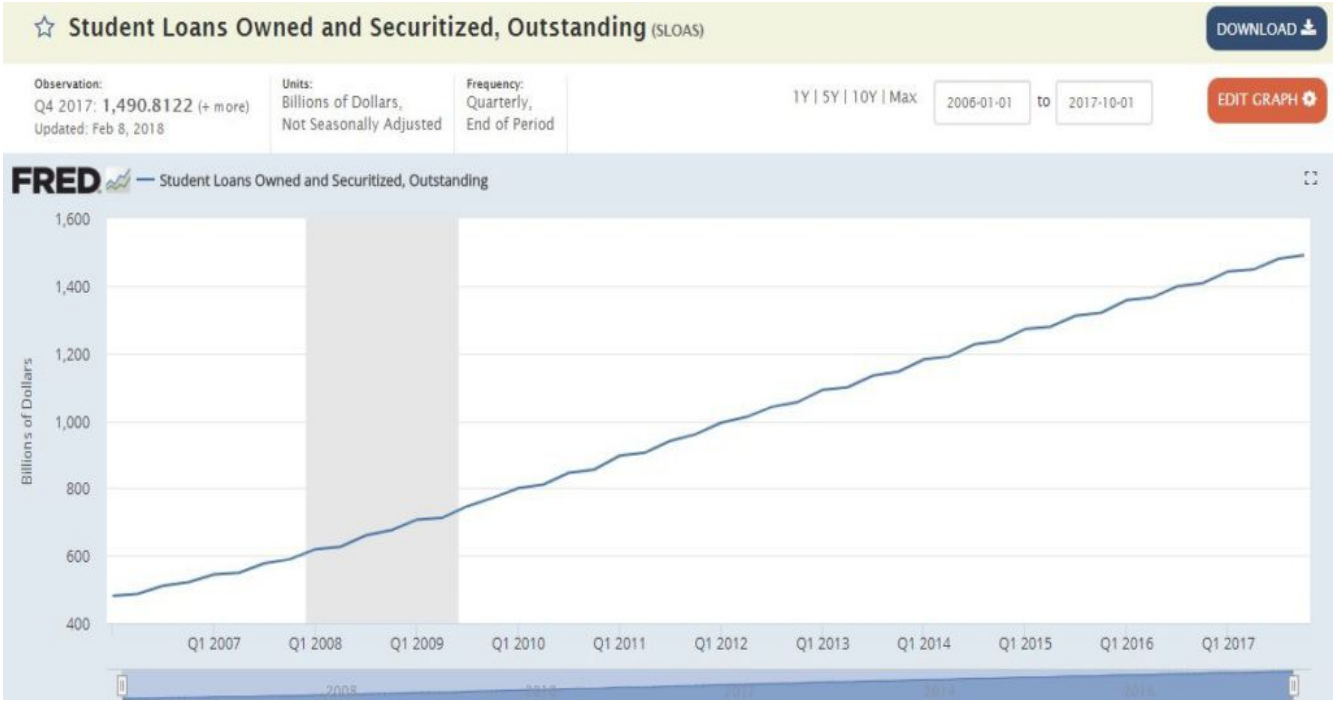
Appliquée à l’économie, cette phrase signifie que vous pouvez potentiellement ne plus subir ce qu’il se passe, et ne pas vivre une vie d’esclave mais d’homme libre (cela marche aussi pour les dames).

Vivre une vie d’homme libre économiquement parlant, cela veut dire qu’en comprenant ce qu’il se passe, vous pourrez anticiper et prendre de meilleures décisions. En prenant les bonnes décisions, vous pourrez éviter les principales difficultés, et même profiter et saisir quelques opportunités.

J’aime la simplicité volontaire, la sobriété heureuse. C’est ainsi. Je suis comme cela. Mais je suis favorable à ce qu’il y ait plein de riches autour de moi. C’est même souhaitable que nous ayons encore plus de richesses autour de nous. Plus il y aura de riches, plus nous serons riches collectivement. Je ne vous parle pas uniquement d’argent évidemment.
La richesse est multiple.
Elle est financière, elle est morale, spirituelle, sentimentale, parentale, familiale, elle est aussi intellectuelle.
Être affranchi, ne plus subir, de ne plus être la victime d’un système, c’est plutôt une bonne idée en soi, quel que soit le moment, l’époque ou la conjoncture.
Revenons-en donc à nos moutons, des moutons prochainement tondus.

La dette étudiante.

Comme vous pouvez le voir sur ce graphique, avec 1 490 milliards de dollars, jamais la dette étudiante cumulée n’a été aussi élevée, et ce n’est pas parce que le nombre d’étudiants explose mais parce que le coût des études, lui, devient de plus en plus important.
Cela pose la question d’ailleurs du retour sur investissement des études supérieures, mais c’est un autre sujet et un débat que je n’ouvrirai pas dans cet article.



Les crédits revolving…

Surnommés aussi les crédits “revolver”… parce qu’ils vous permettent de vous surendetter et peuvent pousser certains au suicide financier.
Ce n’est pas bon non plus. Enfin si ! Tout dépend pour qui. C’est excellent pour la “croâssance” économique et la consommation avec la vente massive de plein de bidules dont on n’a pas forcément besoin mais payés avec de l’argent que les gens n’ont manifestement pas.
D’ailleurs, ce n’est pas qu’un phénomène américain, et la prochaine coupe du monde de foot de cet été sera l’occasion pour beaucoup d’acheter une nouvelle télé avec un paiement en 10 fois avec ou sans frais.

Comme vous pouvez donc le constater dans ce deuxième volet de la dette aux États-Unis, l'endettement gangrène toutes les sphères de la société américaine.

Je me réjouis très sincèrement de la croissance actuelle. Prenez-là et servez-vous. Néanmoins, cette croissance n'est pas durable parce que pas saine. Malsaine parce que reposant sur une montagne de dette.

Maintenant que vous êtes au courant de cette vérité, comment peut-elle ou doit-elle vous libérer ?

Le plus simplement du monde : elle vous donne le choix de ce que vous allez pouvoir faire. Il va vous falloir décider. Décider ne peut venir que de vous. Décider de vos choix patrimoniaux, mais aussi professionnels, pour ceux qui travaillent, ou immobiliers. Cette vérité sur l'endettement doit rendre vos choix beaucoup plus faciles, parce que la nécessité de faire des choix doit vous sembler évidente.

Pour celles et ceux qui veulent en savoir plus sur ces sujets-là, savoir ce qu'ils peuvent choisir, ce qui s'offre à eux et comment ils peuvent en profiter et l'adapter à ce qu'ils sont, je vous donner rendez-vous dans ma lettre STRATÉGIES (**plus de renseignements ici**). En vous abonnant, vous aurez aussi accès à l'ensemble des archives et des 26 lettres ou dossiers déjà parus. Pour tous les autres, les problèmes finalement risquent plus de provenir de ce que vous n'oserez ni faire ni décider que de ce que vous prendrez le risque de faire.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

"Nous sommes en pleine régression intellectuelle", Dimitri Casali, historien

Dimitri Casali prône la transmission des connaissances dans cet article du *Midi Libre*.

Selon Dimitri Casali, "la société bascule dans l'ignorance. Chaque jour la science nous apporte de nouvelles découvertes. Mais d'après l'historien, jamais l'ignorance n'a gagné autant de terrain".

Il en veut pour preuve les 3 millions de personnes illettrées dans notre pays qui ne savent ni lire ni écrire. Si on additionne les personnes analphabètes qui ont des difficultés à lire et à écrire le français, on arrive à près de 10 % de la population et 6,5 millions de personnes !

Pour faire rentrer la France dans le siècle de la connaissance, c'est plutôt mal parti ! Il évoque aussi les enquêtes PISA, la baisse généralisée de QI.

C'est la fin de l'article qui est le plus intéressant.

À partir de quand peut-on dater, selon vous, cette montée de l'ignorance ?

"Je vois un lien évident avec la révolution numérique. Cela a démarré dans les années 2000 où on a assisté à une surinformation qui a conduit à l'ignorance. Les 15-29 ans ne lisent plus de livres. En revanche, ils lisent davantage sur les réseaux sociaux, les blogs… D'après une étude de l'Université de Yale, la lecture sur Internet n'est pas la même : les informations se superposent les unes aux autres alors que la lecture d'un livre permet de pénétrer les pensées de l'auteur et de structurer les informations.

Cela organise le cerveau. D'autres études sont à rapprocher de cela : les Français auraient perdu

4 points de QI entre 1989 et 2009, phénomène mesuré aussi en Angleterre ou aux États-Unis. Wikipédia est le plus bel exemple des effets pervers d'Internet. On a donné la culture aux imbéciles. Si dans le domaine scientifique, les notices sont rédigées par des experts, dans le domaine de la littérature et en histoire, c'est un agrégat d'informations nivelées par le plus grand nombre. Il n'y a plus de hiérarchisation du savoir. On est à l'époque du relativisme culturel. Tout se vaut. Ainsi la page de Kim Kardashian sera bientôt plus longue que celle de Montaigne et le grand poète grec Homère a déjà moins d'articles que Homer Simpson.

Y a-t-il un moyen d'éradiquer la montée du phénomène ?

Bien sûr, il faut replacer la culture générale et l'histoire au centre de nos préoccupations. Et d'abord à l'école. Or, depuis une trentaine d'années, la culture générale a été abandonnée. Les fameux pédagogistes de la rue de Grenelle ont remplacé la transmission du savoir et des connaissances par de simples compétences techniques. L'idée est de faire un homme nouveau, sans racines ni héritages, un bon consommateur. Rappelez-vous que Philippe Mérieu et Bourdieu préconisaient quand même d'apprendre à lire dans les notices d'appareil électroménager et non plus grâce aux textes de Hugo ou de Molière… Il faut sortir de ce rejet de la culture classique française qui fait du mal aux esprits faibles. Et cesser de croire que nous devons tous être égaux dans la médiocrité."

Charles SANNAT

Source *Midi Libre* ici

Un producteur russe de gaz naturel signe un mémorandum de coopération avec Saudi Aramco

Jusqu'à présent, l'Arabie saoudite était une chasse gardée américaine. L'arrivée de la Russie est surprenante à plus d'un titre et c'est un changement important à suivre car il pourrait annoncer un basculement.

Charles SANNAT

La Russie développe sa coopération avec l'Arabie saoudite en matière de production de gaz naturel liquéfié et Novatek et Saudi Aramco ont signé un mémorandum de coopération.

Novatek et Saudi Aramco ont signé un mémorandum de coopération, l'accord sur la prise de participation dans le projet d'usine de gaz naturel liquéfié Arctic SPG-2 pourrait être signé lors du Forum économique international de Saint-Pétersbourg ou même avant, a indiqué aux journalistes le ministre russe de l'Énergie Alexandre Novak.

L'accord sur la participation à la construction de l'usine sera signé, une fois toutes les questions afférentes réglées, a précisé M. Novak en marge du Forum russe d'investissement qui se déroule à Sotchi du 15 au 16 février.
Novatek est un groupe privé russe, deuxième producteur de gaz en Russie, Saudi Aramco est la compagnie nationale saoudienne d'hydrocarbures.

L'agence internationale Rossiya segodnya est le partenaire médiatique général du forum de Sotchi.

Nouvelles peurs sur l'euro ! La Ligue du Nord envisage une sortie de l'Italie de l'UE

Remise en question par l'Italie d'une façon profonde des politiques européennes, qu'elles soient économiques ou sécuritaires, avec le sujet des migrants imposés à l'Italie qui n'a pas les mains libres pour gérer ce problème comme elle le souhaite. Sur la thématique des migrants d'ailleurs, les tensions sont très vives en Italie.

Sur le plan économique, les Italiens en veulent également terriblement (et à juste titre) à l'Europe pour la rigueur imposée qui découle et c'est trop souvent occulté du carcan de l'euro.

Charles SANNAT

LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC
Du 12 au 16 février 2018

SCANDALE ABSOLU: AIR FRANCE VEUT DELOCALISER SES INFORMATICIENS EN... INDE !!! LA, CA VA TROP LOIN

du 12 au 16 février 2018 : L'élection d'un banquier à la tête de la France et ses nouvelles lois ont permis aux patrons de se lâcher. Sauf que là, c'est TROP: FR3 Toulouse nous apprend ainsi que la direction d'Air France, pardon, Airfrance a pris la décision de délocaliser une partie de son service informatique dans un pays lointain, très très lointain, en fait à 9 heures de vol. Et puisque on parle de vol, là il s'agit carrément de voler l'emploi des citoyens français et le donner à des Indhous.

"*Le directeur de la Direction Systèmes d'Information d'Air France aurait*

présenté le 31 janvier au comité d'établissement un projet de délocalisation de la sous-traitance du développement d'applications informatiques en Inde"... Et voyez le mensonge immonde de la direction. Si elle a pris cette décision, "*Air France justifierait son projet par la difficulté des fournisseurs sous-traitants à recruter sur le marché français ou européen et par la volonté de faire des économies*".
Lire: "*surtout faire des économies*" parce qu'avec 20% de chômage en France ce ne sont pas les candidats qui manquent.

Sachant que les membres de la direction d'Air France, pardon, Airfrance (il faut effacer "France"), se sont pris 360.000 euros de bonus, en hausse de 60%, les salariés seront très heureux de donner leur emploi à des inconnus en Inde qui parlent un anglais totalement INCOMPREHENSIBLE... (je vois d'ici les conversations par téléphone en cas de problèmes urgents à résoudre, et sans parler des soucis de décalage horaire).

AF, pardon, A, emploie 700 personnes dans la région de Toulouse à Barigoude, et "*dont le tiers sont des sous-traitants.*" selon FR3

J'estime que la direction vient de commettre une erreur de stratégie fatale, car cette information risque de mettre le feu aux poudres, vu que, juste avant qu'elle ne soit publiée, pour la première fois depuis 30 ans, tous les syndicats à savoir SNGAF, Alter, FO, CGT, SNPNC, UNSA, SUD, SNPL, SNGAF et SPAF se sont mis d'accord pour une action commune, ce qui vous garanit la moitié au moins des vols annulés.

Ce projet de délocalisation s'ajoute donc au mécontentement global dans une entreprise nommée Airfrance, qui appartient surtout à des hedge funds, fonds de retraite, et intérêts étrangers, les seuls à bénéficier des résultats records de la compagnie.

Par avance cher lecteur ou lectrice, je vous remercie de partager cette information au maximum sur Twitter, FB, mail, etc. via les boutons ci-dessous à votre disposition. TROP C'EST TROP.

PS: J'aime beaucoup le SPAF, on se croirait dans un James Bond, ça doit être une filiale du SPECTRE...

LECTEURS SI VOUS AVEZ UN AVION A PRENDRE, ATTENTION A LA GREVE AF DU 22 FEVRIER 2018
du 12 au 16 février 2018 :

666 : WALL STREET SAUVE IN EXTREMIS PAR DES TRILLIARDS DE FAUSSE MONNAIE PQ DOLLARS

du 12 au 16 février 2018 : Ce fut un joli avertissement: l'indice SP s'était effondré une première fois de... 666 points (je ne pouvais pas l'inventer), ouvrant la porte de l'enfer pour beaucoup de traders et gestionnaires de hedge funds et de fonds de pension. Mais avec l'intrevention du PPT, le fameux Plunge Protection Fund de la Fed qui dispose de la planche à billets, l'indice a vite repris des couleurs, et comme d'habitude toutjours en fin de scéance.

On a vu ensuite un nouvel effondrement de plus de 1000 points du Dow Jones. Là aussi, vendredi à 15 minutes de la fin, le PPT est intervenu pour limiter la casse.

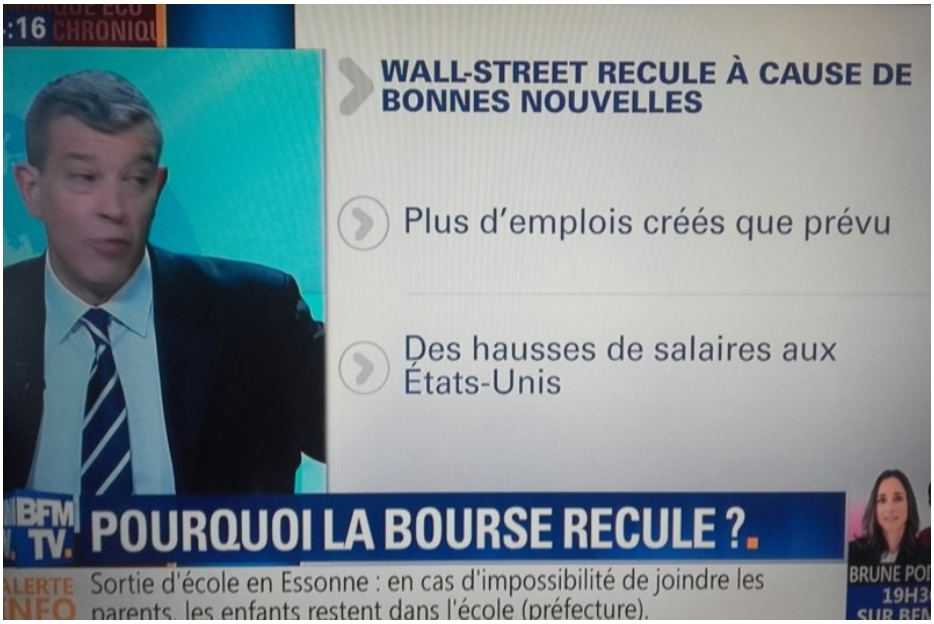
Mais il est désormais clair que: 1) tout le monde sait que la Fed a tout racheté, et 2) la mascarade ne peut pas durer éternellement surtout en cas de baisse colossale.

Résultat: tous les banquiers et gestionnaires sont à cran en ce moment, se demandant comment ils vont sauver leurs billes.

Il va de soi que cette semaine de la Saint Valentin sera cruciale. Cela dit, quoi qui se passe, l'esprit des traders n'y est plus.

La presse de son côté doit trouver un coupable pour ces effondrements de la

semaine passée, et un a été désigné à la vindicte populaire, le produit financier XIV pensé par le Crédit Suisse (LoL) qui est le contraire scriptural du.. VIX (j'en ai souvent parlé dans Blythe, l'indice de la peur). L'idée globale consiste à parier l'inverse de l'indicateur VIX, ce qui, dans ce cas, leur a explosé en pleine figure. PS: ne ratez pas l'analyse "*mur du çon*" de Nicolas Bozo sur BFM-WC ci-dessous:



Même la Libre Belgique s'y est mise: "*En Suisse, le régulateur financier s'est saisi de l'affaire et affirmé qu'il était en contact avec Credit Suisse. La banque avait pourtant bien pris soin de préciser dans les documents de présentation du produit incriminé, baptisé "XIV", que sa valeur anticipée "sur le long terme est de zéro*", lire ici la Libre Belgique.

En fait, c'est Bloomberg et Forbes qui ont le mieux résumé le XIV-VIX: "*XIV is dead. Credit Suisse announced this morning the "event acceleration" of XIV, effectively calling those securities for redemption on February 21. While some*

news outlets are describing XIV as an "obscure" security, the market value of XIV was nearly $2 billion last week, so it is clearly a meaningful name to professional traders. Traders say "name" to indicate an individual security, but remember that XIV is an exchange-traded note (ETN,) not an ETF or a stock".

Ttraduisez: un produit financier reposant sur un autre qui lui même repose sur un autre dont le socle est le VIX. Il faut suivre, mais à Wall Street ils ne sont plus à un produit explosif et nucléaire près. C'est juste un gigantesque jeu de poker menteur via ETFs, ETNs, CDS, CDOs, Etc.. lire ici Forbes.

Il se trouve que là la grenade qu'ils se refilaient les uns aux autres à tour de rôle a explosé... En revanche, une bonne vingtaine de hedge funds qui ont prévu la baisse ont remporté le gros lot, avec des profits dépassant les 9.000% !!!

Tiens, ben moi j'invente l'indice LoL, dans lequel le Crédit Suisse joue aussi un rôle crucial : -)

En effet, les deux crashes ont détruit 5,6 trillions de faux dollars en valeur de capitalisation boursière, en fait non, quelques milliards ont surtout changé de mains, les mains invisibles évidemment. Au passage plusieurs hedge funds ont explosé et on connaîtra les morts dans quelques semaines. On sait que la Greenlight Capital de David Einhorn s'est prise une tôle de plusieurs dizaines de millions, la pire depuis le 29 septembre 2008, et cela avant même les baisses de la semaine passée. Là on va le ramasser à la cuillère (en argent, quand même...) .

On a aussi LJM Partners dont les clients pleurent à cahudes larmes: "*LJM Partners, a Chicago-based hedge fund with about half a billion dollars in assets, pinpointed the damage on spiking volatility, a trade that has claimed more than one scalp in the last few trading days.* ***Their mutual fund, known as the LJM Preservation and Growth Fund, collapsed by 82% over the last week and was closed to new capital on Wednesday.***", lire ici Bloomberg.

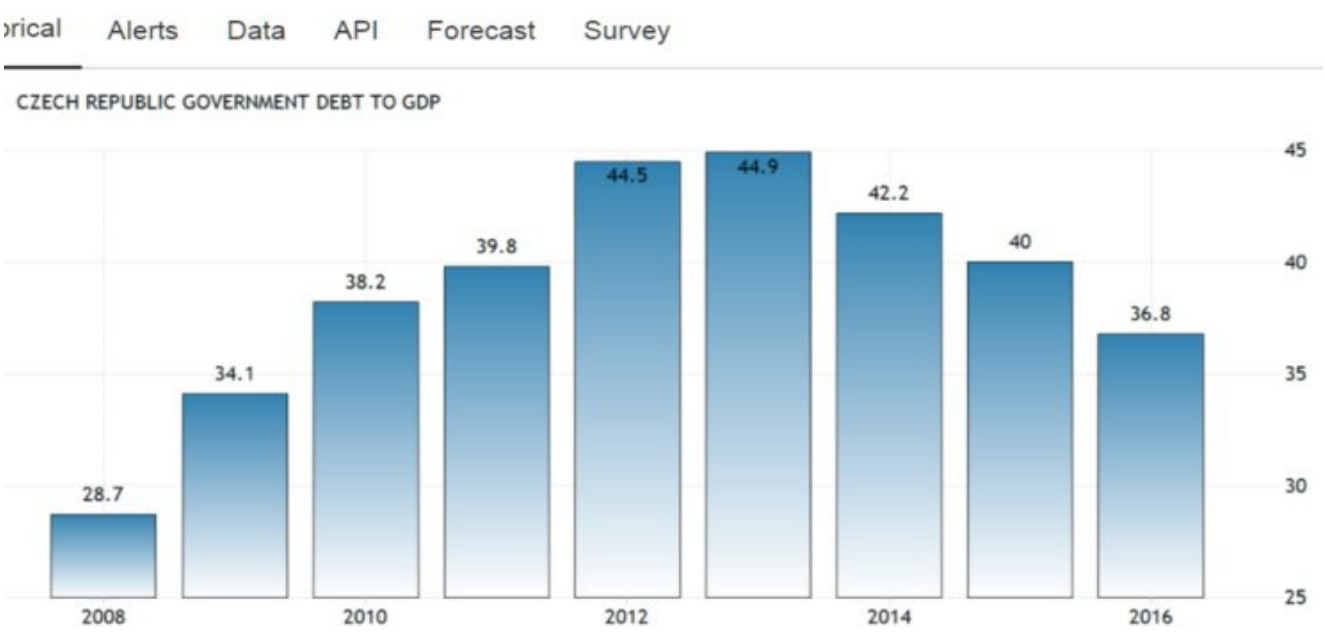
Dans tous les cas, vous avez tous vu que le SP avait baissé de 666 points : -)
J'aime ce genre de signature, c'est un véritable hommage à mon livre !

ENDETTEMENT DU MONDE Vs ENDETTEMENT D'ISRAEL / SERBIE / TCHEQ / POLOGNE

du 12 au 16 février 2018 : Regardez: les peuples les plus nationalistes sont les moins endettés, la preuve par Israel, Serbie, Tchecosloaquie et la Pologne (pas de graph) dont l'endettement par rapport du PIB n'est que de 56%. La Hongrie a réussi à descendre également à environ 70%

Cela m'amuse, parce qu'on voit bien la grande manipulation : -)

Raison pour laquelle on vous dit d'acueillir des migrants, ce qui va plomber la dette de la France et de l'Italie encore plus... Israel lui n'accepte personne, et encore moins de musulmans arrivant d'un pays plus au moins en guerre. En fait en Israel le "vivre ensemble", ils s'en moquent!



REGARDEZ LES TAUX NEGATIFS DES BANQUES CENTRALES DANS LE MONDE

du 12 au 16 février 2018 :

Global Central Bank Policy Rates							
Country	Developed /Emerging	Rate	Central Bank Rate (Today)	CPI YoY	Real Central Bank Rate	Last Move	Last Move Date
Switzerland	Developed	Target Rate	-0.75%	0.8%	-1.6%	Cut	Jan-15
Sweden	Developed	Repo Rate	-0.50%	1.7%	-2.2%	Cut	Feb-16
Eurozone	Developed	Deposit Rate	-0.40%	1.3%	-1.7%	Cut	Mar-16
Japan	Developed	Policy Rate Bal	-0.10%	1.0%	-1.1%	Cut	Jan-16
Denmark	Developed	Discount Rate	0.00%	1.0%	-1.0%	Cut	Jan-15
UK	Developed	Bank Rate	0.50%	3.0%	-2.5%	Hike	Nov-17
Norway	Developed	Deposit Rate	0.50%	1.6%	-1.1%	Cut	Mar-16
Czech Republic	Developed	Repo Rate	0.75%	2.4%	-1.7%	Hike	Feb-18
Canada	Developed	Overnight	1.25%	1.9%	-0.7%	Hike	Jan-18
US	Developed	Fed Funds Target	1.25%	2.1%	-0.9%	Hike	Dec-17
Australia	Developed	Cash Rate	1.50%	1.9%	-0.4%	Cut	Aug-16
Poland	Developed	Repo Rate	1.50%	2.1%	-0.6%	Cut	Oct-14
South Korea	Emerging	Repo Rate	1.50%	1.0%	0.5%	Hike	Nov-17
Taiwan	Emerging	Discount Rate	1.50%	0.9%	1.2%	Cut	Mar-16
Peru	Emerging	Policy Rate	3.00%	1.3%	1.8%	Cut	Jan-18
Indonesia	Emerging	Repo Rate	4.25%	3.3%	1.0%	Cut	Sep-17
China	Emerging	Lending Rate	4.35%	1.8%	2.6%	Cut	Oct-15
Colombia	Emerging	Repo Rate	4.50%	3.7%	0.8%	Cut	Jan-18
India	Emerging	Repo Rate	6.00%	5.2%	0.8%	Cut	Aug-17
South Africa	Emerging	Repo Rate	6.75%	4.7%	2.1%	Cut	Jul-17
Brazil	Emerging	Target Rate	6.75%	2.9%	3.9%	Cut	Feb-18
Mexico	Emerging	Overnight Rate	7.50%	5.6%	2.0%	Hike	Feb-18
Russia	Emerging	Key Policy Rate	7.75%	2.2%	5.6%	Cut	Dec-17
Turkey	Emerging	Repo Rate	8.00%	10.4%	-2.4%	Hike	Nov-16
Pension Partners							@CharlieBilello

LA BANQUE EST MAUDITE : LA MONTE-PASCHI SE PREND UNE "TOLE" DE 3,5 MILLIARDS D'EUROS

du 12 au 16 février 2018 : De notre lecteur Mr De Merle: "*Deux de vos prédictions réalisées en 1 semaine. Whaoouuu la baffe divine aux banksters. Alléluia. Gloire a Jésus et ses Anges !*"

En effet, j'ai toujours dit que la Monte-Paschi continuait à bidonner ses bilans, et

vendredi à 18 heures, profitant du mini crash à Wall Street, la banque a annoncé avoir perdu 3,5 milliards d'euros sur l'année 2017 !

Malgré les 8 milliards pris au peuple italien en 2017 et malgré les prêts de la BCE !!!!

Les ***** !

Les banquiers de Sienne ont pensé que cette fois ce serait le grand effondrement du Dow Jones, sans imaginer, malgré le décalage horaire, que la Fed mettrait en route une mega planche à billets pour le sauver. Résultat: ils se sont retrouvés à poil, en tenant leur mega dette à bout de bras comme des crétins !!!

Via Reuters: "*Monte dei Paschi di Siena a publié vendredi une perte nette 2017 de 3,5 milliards d'euros liée à des dépréciations de prêts, d'une baisse de son revenu et de charges exceptionnelles ... La banque toscane a passé environ 5,5 milliards d'euros de dépréciations sur ses créances et d'autres actifs afin de préparer la voie à une cession de 24 milliards d'euros de créances douteuses pour en ramener le montant à 21 milliards. Elle a également inscrit sur ses comptes du 4e trimestre une charge exceptionnelle de 170 millions d'euros liée à la cession de son activité de recouvrement de dette. Elle a également essuyé 166 millions de frais juridiques*".

A Rome le gouvernement s'arrache la tête en se demandant comment ils vont encore rajouter de l'argent qu'ils n'ont pas, et vu que le pays est à plus de 100% d'endettement.

Concernant la Monte-Paschi, ce n'est pas fini, surtout depuis qu'elle s'est maudite elle-même via l' assassinat de son DirCom David Rossi. Attendez-vous à de nouvelles révélations, vu que le maire de Sienne a finalement osé dire à la presse (un an après mon enquête) que Rossi ne s'est pas suicidé. Comprenez par là qu'il a donc été tué, mais il n'a pas osé aller jusqu'à là. **C'est beau le courage d'un politique !!!!**

ANNE LA DINGO, A VENDU LES PARISIENS AUX BANQUES ! ET ILS VONT LE PAYER TRES CHER

du 12 au 16 février 2018 : Si le Figaro Magazine a consacré un grand numéro à Anne Hidalgo, la pire maire que Paris ait jamais connu, curieusement une toute petite information est passée inaperçue, du moins traitée en juste 2 lignes...

Et pourtant !!!!!

Jugez-en: "*On est passé de 1 milliard de dette de la (première) 'ère Delanoe, à*

4 milliards d'euros à son départ, avec Hidalgo la dette devrait arriver à 7,5 milliards en 2020" lire à la fin du mandat d'Anne Hidalgo.

Wouaa 7,5 milliards d'euros de dette juste pour les Parisiens !!!!

Mais c'est totalement fou pour une ville aussi riche !

Et Hidalgo en a remis une couche de 3 milliards, malgré les PV en hausse et les entreprises privées qui les distribuent maintenant.

Cela vous donne une bonne idée de la situation dans laquelle se trouve le pays en général, et sa capitale en particulier. Et encore, aucun élu n'a trop plongé son nez dans les contrats qui ont été signés au cours de ces 20 dernières années, histoire de sortir les prêts dits toxiques bien connus que les banques ont vendu à toutes les grandes villes du monde.

La ville de Paris est totalement opaque sur ce sujet, évidemment, car si les Parisiens apprenaient par quelles banques voleuses ils ont été mis en esclave via leurs impôts, la candidate du PS n'aurait jamais pu être élue. Mais je suis sûr que l'information va sortir un jour et l'autre.

A part cela, cette idiote (pas d'autre mots) se félicite que le trafic de voitures ait baissé à Paris...

Pauvre ***** Avec la crise qu'affrontent les commerçants, elle leur a supprimé 30% de clients en plus, résultat les boutiques SONT PLUS NOMBREUSES QUE JAMAIS A FERMER ce qui se traduit par ENCORE MOINS D'IMPOTS ET TAXES LOCALES, et du coup l'oblige à emprunter encore plus.

Même dans les rues les plus chic, genre Rue Bonaparte ou la Rue du Fbg Saint Honoré, les boutiques sont vides et à louer, y compris à 10 mètres de l'Elysée: par exemple boutique à louer entre la rue du Cirque et l'Elysée, mitoyenne de la vitrine Pierre Cardin !!! incroyable !

En résumé: moins de voitures, moins de trafic, moins de visiteurs, moins de ventes, plus de commerces fermés, moins de taxes, plus de dettes et plus d'impôts pour les Parisiens, forcément pour la plus grande joie des banquiers privés

PS: de notre lecteur Mr Raymond: "*Anne notre amie à tous, vient encore de frapper, la taxe d'habitation des résidences secondaires de Paris voit leur imposition doublée (sic)*"

POURQUOI LES RATS SONT PLUS INTELLIGENTS QU'ANNE HIDALGO ET SA BANDE D'INCAPABLES A LA MAIRIE (hommage à Michel Dansel)

du 12 au 16 février 2018 : 1) parce que Mme Hidalgo n'a jamais eu à se battre pour travailler ou trouver un poste, vu qu'elle est une inspectrice du travail, fonctionnaire toujours en détachement. Contrairement aux rats et aux sans-dents, se battre pour juste survivre, elle ne sait pas ce que c'est.

2) parce que les rats, contrairement à Mme Hidalgo, **ont décelé bien avant elle et son équipe de QI déficients que la Seine allait sortir de son lit**, et ils ont pris, eux, la bonne décision, quitter les quais où ils nichent habituellement pour ne pas être noyés.

3) les scientifiques ont souligné maintes fois la formidable intelligence des rongeurs capables d'anticiper (oui Mme Hidalgo, Anticiper, verbe du premier groupe qui se conjugue avec l'auxiliaire avoir) sur les événements naturels, inondations, tremblement de terre, éruptions volcaniques etc., lire à ce sujet les deux très bons livres de Michel Dansel sur les rats "Une histoire des rats (lien) " et "*nos frères les rats (lien Amazon)*".

4) Comme tous les socialistes et les banquiers vampires, Mme Hidalgo ne sait vivre qu'avec l'argent des autres. La preuve, ella a agrandi la dette, déjà colossale, laissée par Delanoe et sa clique d'élus verts qui ont été les premiers à mettre la pagaille dans la ville.

Elle demande aux Parisiens et aux balieusards de prendre le métro et le Rer mais elle ne se déplace qu'avec un chauffeur. Qu'ils mangent de la brioche...

Conclusion: les bobos parisiens n'ont finalement que ce qu'ils méritent puisqu'ils ont élu à deux mains de tels zouaves. Avec les Tiberi, pas des enfants de choeur certes, au moins Paris était dynamique et on ne voyait pas des milliers de boutiques vides et encore moins des rats courir dans tous les sens et des claudos roumains tous les 10m dans les rues touristiques.

Conclusion: Merci Anne Hidalgo, vous avez transformé Paris en Athènes: question boutiques abandonnées, les Parisiens désormais n'ont plus rien à envier aux Athéniens.

PS: je comprends bien pourquoi emmanuel Macron ne peut pas la "sentir" : -)

COMMERCES VIDES (suite, suite, et franco-belge svp): LA WALLONIE A L'HONNEUR

du 12 au 16 février 2018 : Mme Rennenson a vu cet article dans l'Avenir (humour involontaire, c'est un journal belge) qui est au-delà de ce que je vous rapporte régulièrement:

" *Magasins vides en Wallonie: l'équivalent de 1290 terrains de foot. Avec*

645.000 m2 de commerces vides en Wallonie, de nombreuses communes ont décidé de réagir pour ramener les magasins dans leur centre-ville. L'Avenir analyse le phénomène dans le dossier de ce samedi, avec des exemples de ce que les villes mettent en place pour faire revivre leur centre"

A mes chers confrères de l'Avenir, vous pouvez analyser ce que vous voulez, mais tant que vous ne parlez pas des centaines de milliards de fausse monnaie déversées tous les deux mois dans le système par la BCE depuis 2015, vous passez à côté du problème.

En France, notre lecteur Mr Bordenave a vu cet article concernant la ville de Pau de Mr Bayrou dans la République des Pyrénées: *"Le Collectif des commerçants palois estime le taux de vacance commerciale à 20,51 % après un constat d'huissier dans 14 rues du centre-ville. Taux que la mairie réfute. M Bayrou part du principe que c'est seulement le centre ville qui est perturbé par le taux de vacance mais pas l'hypercentre*" lire ici avec photos.

La vous un exemple à quel point les politiques jouent l'aveuglement et le déni. Constat similaire de notre lecteur: "*Heureusement que le ridicule ne tue pas chez le Maire de Pau, car, autrement M Bayrou serait mort depuis longtemps*"

PS: à propos de la Belgique: "***Tous les 3 jours, un indépendant se suicide en Belgique. Indépendants et patrons de Petites et Moyennes Entreprises sont soumis à une pression importante face à aux charges administratives et contrôles***". Et je peux sans me tromper de beaucoup, que le score des Français ne doit pas être trop loin, hélas. Paix à leur âme à tous et toutes.

SAUVER LES BANQUES BELGES CE QUE CELA A COUTE AU PEUPLE ? UN MILLIARD D'EUROS (officiellement)

du 12 au 16 février 2018 : Petit rappel de notre lecteur Mr Deisser via la presse belge: "*La facture du sauvetage des banques est actuellement de 885 millions d'euros. **Cela en attendant une plus-value sur Belfius**. La Flandre, qui affiche un boni d'un milliard, s'en tire nettement mieux que la Wallonie et Bruxelles. Cela fait presque dix ans que les grandes banques belges ont été emportées dans le grand tourbillon de la crise financière. Après la chute de Lehman Brothers en septembre 2008, les autorités belges avaient dû intervenir pour sauver plusieurs institutions financières: Fortis, KBC, Dexia et l'assureur Ethias.*

Dix ans après, quel est le bilan de ces interventions? Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG School of Management (...) il apparaît que l'impact négatif provisoire des mesures d'assistance est de 885 millions d'euros pour l'ensemble de l'État fédéral et des Régions (...) Ce bilan est forcément provisoire, puisque l'État détient encore des participations dans BNP Paribas et

dans Belfius", lire ici l'article (assez drôle) au complet.

Je rappelle qu'à l'époque les responsables politiques belges disaient que l'argent du peuple ne serait pas touché. Et 10 ans plus tard, les Belges apprennent qu'ils se sont fait voler de 1 milliard d'euros.

Rien que ça... Cela dit pour ma part, je rappelle que ce montant ne prend pas en compte les prêts bidons faits par la BCE pour sauver les banques **et pour lesquels le peuple belge EST solidaire.**

ARNAQUE DE LA BANQUE EN VOTRE DEFAVEUR (1) : RABOBANK USA BLANCHIT LES CARTELS DE LA DROGUE MEXICAINS : -)

du 12 au 16 février 2018 : Les Américains qui obligent tous les Européens à déclarer tous ses revenus au nom de la loi sur la transparence et la lutte contre le terrorisme et la lutte contre la traite des blanches, etc., etc. viennent de montrer qu'eux, de leurs lois, ils s'en tapent (pour parler crûment), voyez cette information vue par notre lecteur Mr Capron. Précisons que la RaboBank dispose de 107 agences en Californie comme vous pouvez le voir ici.

"*Dutch lender Rabobank's California unit agreed Wednesday to pay $369 million to settle allegations that it lied to regulators investigating allegations of laundering money from Mexican drug sales and organized crime through branches in small towns on the Mexico border.*

The subsidiary, Rabobank National Association, said it doesn't dispute that it accepted at least $369 million in illegal proceeds from drug trafficking and other activity from 2009 to 2012. It pleaded guilty to one count of conspiracy to defraud the United States for participating in a cover-up when regulators began asking questions in 2013.

Il va de soi que c'est une paille par rapport au grand spécialiste historique du genre, la HSBC qui adore blanchir l'argent de la drogue, peu importe si c'est de la coke ou de l'héroïne.

CNBC rappelle que HSBC a payé 2 milliards d'amende et la Wachovia un petit 160 millions de dollars pour les mêmes raisons.

Mais Mr Capron a une observation plus pertinente que CNBC: "*la Rabobank se prend une amende de 369 millions $ pour blanchiment d'argent sale de la drogue mexicaine 1 semaine après avoir interdit le Bitcoin pour le business de ses clients ?? !!*".

Les sans-dents, la banque s'en moque, en revanche qu'un Pablo Escobar quelconque arrive avec des sacs de sport remplis de dollars en cash, ça ça leur parle tout de suite, vu la commission colossale que la banque prend dessus : -)

Lire ici CNBC Revue de Presse par Pierre Jovanovic © www.jovanovic.com 2008-2018

ARNAQUE DE LA BANQUE EN VOTRE DEFAVEUR (2): LA FBN CANADIENNE

du 12 au 16 février 2018 : La Banque Nationale, établissement canadien, vient d'être condamnée par le gendarme bancaire de l'Ontario et du Québec à payer 1,57 million de dollars pour avoir arnaqué plus de 40.000 de ses clients !

"*La division boursière de la Banque Nationale a omis de communiquer à 44.857 de ses clients les documents d'information requis lors de l'achat de fonds négociés en bourse (FNB), comme stipulé par la loi. Pas moins de 128.199 transactions, totalisant 2,8 milliards de dollars, ont ainsi été effectuées sans que les documents appropriés soient remis aux acheteurs (...) La période s'étend du 5 février 2015 au 26 septembre 2016.*".

Ben comme il fallait prendre leur argent le plus vite possible, ils n'ont pas eu le temps de tout faire dans l'ordre, il faut leur pardonner. Et comme les clients se sont fait rétamer entre temps, ben il faut pas exagérer non plus, LoL. Lire ici le Journal de Montréal pour le coire, merci à notre lecteur Mr Betty.

PS: cela dit c'est quand même fascinant, ils ont trouvé 45.000 clients qui ont été assez naïfs pour investir avec la banque !!! Les pigeons. En fait c'est ça le principe de la "*victime consentante*".

CARNET DE VOLS (suite, les arbres maintenant !)

du 12 au 16 février 2018 : Dans la série des vols bizarres en tous genres, cette semaine nous en avons trois, merci à nos lecteurs Xbar, Mr Guyamier et Mr Montavont:

Dabord, totalement dingue, le vol d'arbres dans la Loire : "*Les gendarmes de Saint-Genest-Malifaux viennent de recevoir une plainte pour le vol d'une dizaine de châtaigniers sur sa parcelle située au Banchet, commune de Bourg-Argental.* ***Près de soixante arbres ont en fait été coupés anarchiquement par les malfaiteurs. Ils sont repartis avec dix châtaigniers d'une dizaine de mètres de haut et de 10 à 15 cm de diamètre. À son arrivée, le propriétaire a trouvé une cinquantaine d'arbres au sol, comme si les bûcherons d'un jour avaient décidé de revenir récupérer le reste plus tard.***

La semaine dernière, un couple de retraités de Saint-Jean-d'Aubrigoux (Haute-Loire) a porté plainte après le vol de six épicéas découpés sur leur parcelle. Ces arbres mesuraient une vingtaine de mètres et étaient vieux de 40 ans." lire Le Progrès pour le croire.

Ensuite le vol en série dans 11 fourgons d'artisans (!) " *Au moins 11 fourgons d'artisans ont été forcés avant d'être fouillés à Crest, Grâne, Allex, Loriol-sur-Drôme. Du matériel électroportatif a notamment été dérobé.*" ici le Dauphiné

Et pour finir le restaurant du chef dans la Savoie a été dévalisé de toutes ses bouteilles de vin... : "*Près de 200 grands crus d'une valeur «inestimable» ont été volés à l'Auberge du Père Bise, tenue par Jean Sulpice, qui vient de décrocher deux étoiles au Michelin.*" lire ici 20minutes pour le croire.

Enfin, barre de fer sur le gâteau si j'ose dire "*dans ce village paisible de 447 habitants près de Largentière, l'agression est dans toutes les conversations. Le patron de l'hôtel-restaurant La Châtaigneraie est un Néerlandais installé depuis plus de 10 ans dans la commune a été agressé à coups de barre de fer par des gens vivant dans une roulotte.*", lire ici. L'ambiance en France est au beau fixe, on le voit.

BFM-WC ET WC-NEWS ONT FAIT L'IMPASSE SUR LA GREVE D'AGRICULTEURS QUI A BLOQUE TOULOUSE ET MONTAUBAN

du 12 au 16 février 2018 : La presse télévisée touche vraiment le fond. Il pleut, il neige elle nous fait des directs sur le fait que la neige tombe en février.

Quelle nouvelle !

En revanche, Mr Lus nous rappelle que pendant ce temps, les deux WC-tv se sont bien gardées de rapporter ce qui s'est passé dans le sud:

Tout Montauban et Toulouse bloqués, et je peux vous dire que ce fut une grève dure, et qui a paralysé l'économie de plusieurs villes dont Toulouse où des barrages sur les rocades et le centre ont été installés, avec plusieurs centaines de tracteurs venus de tous le sud ouest. Autoroute bloquée, trains stoppés, aéroport au ralenti... Mais chut, il neige à Paris.

Honte aux médias !!!

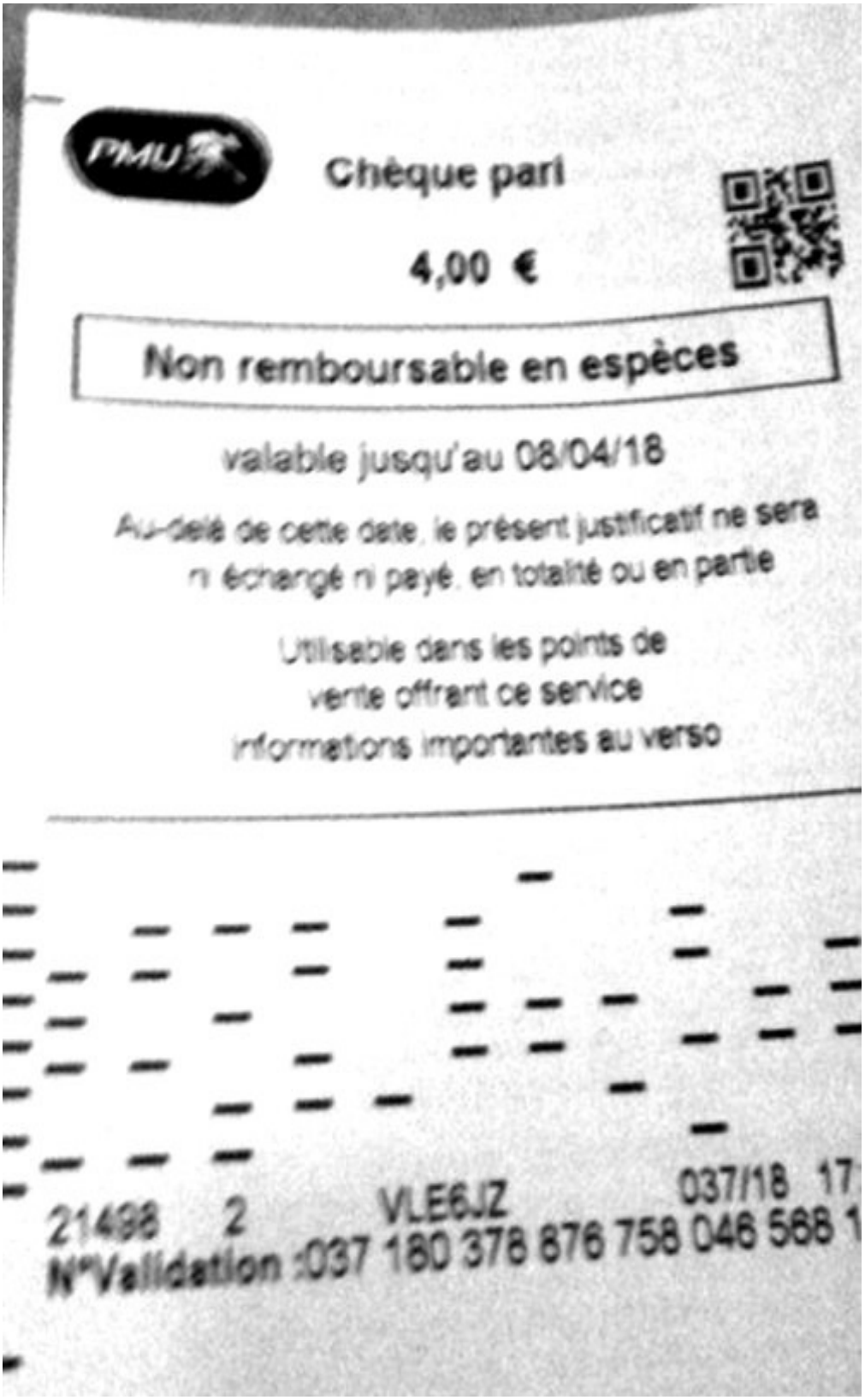
Pourtant ce ne sont pas les images qui ont manqué, les agriculteurs n'y sont pas allés de main morte (d'autant que l'un des leurs venait de se pendre, n'ayant plus aucun revenu, merci à Macron et ses belles promesses) puisque FR3 y était:

"*Vinci Autoroutes va porter plainte après les dégradations commises par les agriculteurs, ces 2 dernières semaines, pendant les blocages des autoroutes de la région (A61, A62, A64, A66 et A68) et une partie de la rocade toulousaine (...) Les manifestations des agriculteurs ont lourdement endommagé certaines zones du périphérique toulousain et des autoroutes de notre région. Glissières de sécurité défoncées, chaussées brûlées par des tonnes de pneux incendiées,*

détritus en tout genre, panneaux de signalisation arrachés, la facture s'annonce lourde", lire ici.

Question a mon collègue de FR3: "*que reste-t-il aux agriculteurs qui crèvent la bouche ouverte pour se faire entendre*".

LE PMU A SUPPRIME CARREMENT LE PAIEMENT EN LIQUIDE !
(merci à Mr Louvin)
du 12 au 16 février 2018 :



UNE AUTRE SUPPRESSION DE LIQUIDE: LE DOLLAR AMERICAIN

VIA LES DABs DU LIBAN

du 12 au 16 février 2018 : Les distributeurs de billets libanais donnaient aussi bien des dollars que des livres libanaises. Mais à partir du 1er avril, la Banque Nationale du Liban a envoyé des directives aux banques de retirer cette possibilité des le mois d'avril.

L'idée progressive est évidement de supprimer l'usage du dollar au Liban ce qui provoque d'ores et déjà des inquiétudes comme le note l'Orient:

"*Information confirmée par deux sources bancaires interrogées par L'Orient-Le Jour. Selon ces deux sources, qui ont souhaité garder l'anonymat, la banque centrale était sur le point de publier une décision en ce sens. A savoir qu'à partir du 1er avril, les distributeurs automatiques ne donneraient plus de dollars. Seule la monnaie locale, la livre libanaise, aurait été disponible dans les distributeurs. Une deuxième source avait précisé à L'Orient-Le Jour que la Banque du Liban était à l'origine de ce projet. "Dans la plupart des pays à travers le monde, on ne peut retirer de l'argent que dans la monnaie locale", précisait cette source*".

Logique, et le Liban est une exception à la règle. Donc, on supprime les retraits en dollars, et ensuite progressivement la livre libanaise. Mais le gouverneur s'est dépêché de démentir l'information, sans doute histoire de ne pas créer une ruée sur les DABs, chose que les journalistes réfutent, ayant les documents internes en leur possession:

"L'Orient-Le Jour s'est néanmoins procuré, par une source bancaire digne de confiance, une lettre qui avait été envoyée par l'ABL le 19 janvier 2018 aux directeurs de banques. Une lettre labellisée "circulaire n°024/2018", dans laquelle il est écrit :

"**Etant donné que la BDL est sur le point de préparer l'émission de nouveaux billets de 100 000 livres, et que la BDL est aussi sur le point d'émettre une circulaire limitant les opérations des distributeurs automatiques à la livre libanaise, nous vous convions à une réunion qui se tiendra le 25/1/2018 à 14h au siège de l'ABL, au troisième étage. Le sujet sera présenté par la BDL, et plus précisément Monsieur Mazen Hamdan, responsable des opérations monétaires. Nous prions de nommer les responsables des opérations monétaires et des distributeurs automatiques au sein de votre banque. Le nombre de représentants ne doit pas excéder deux personnes**"

Lire ici nos amis deL'Orient le Jour merci à notre lecteur Mr Milosavljevic.

BANQUIERS VOLEURS ET AGENT DU FISC AMOUREUX

du 12 au 16 février 2018 : Cette semaine nous avons un banquier de la CIC de Bohain-en-Vermandois (Aisne) qui avait détourné 77.000 euros:

"*Entre 2013 et 2015 (...) grâce à un jeu d'écriture très basique, selon ses dires, il a réussi à détourner près de 80 000 € d'argent liquide. Cette cavalerie bancaire n'a été détectée que très tardivement. « Une défaillance totale du CIC dans ses contrôles internes », s'insurge l'avocat du banquier, Me Berthelot. Car le stratagème est en fait très simple.*

Oui l'avocat a raison, à forcer de licencier, il n'y a plus personne pour faire les contrôles. Ce n'est pas le cas ici, mais dans 99% ce sont les clients qui sont les victimes, lire ici le Courrier Picard, merci à mes lecteurs.

Du côté de la Caisse d'Epargne de Guise, leur employé modèle a été remis en liberté"*pour vice de procédure, la justice n'a pas statué à temps sur la demande de mise en liberté ... l'ADN de sa fille aurait été retrouvé sur l'affichette placardée sur la porte de la Caisse d'Épargne le jour des faits et indiquant: "Fermeture exceptionnelle"*".

LoL.... L'ex-employé de banque s'est pris en photo sur une piste de ski et l'a postée sur son Facebook, lire l'Aisne Nouvelle, merci à Mr Dufresnoy.

Et pour finir, un agent du fisc, tombé amoureux d'un transexuel philippin (LooooL, encore un qui n'ose pas se reconnaître homo), a détourné 276.000 euros des Finances Publiques, et plus précisément du Conseil Départemental, pour filer le parfait amour aux Philipines. Lire ici Normandie pour le croire.

Quel crétin!!!! A ce tarif là, il aurait pu mettre dans son lit une bonne centaine de travlos et cela pendant au moins 10 ans !!! Merci à notre lecteur Mr Lozouf

L'ECHEC DE MACRON: LE NOMBRE DE TRAVAILLEURS DETACHES EN HAUSSE

du 12 au 16 février 2018 :

Nombre de travailleurs détachés en France
600 000
500 000
400 000
300 000
200 000
100 000
0
2000
2005
2010
2015
2020
2025